

Le Problème de l'Indépendance Economique de la Pologne

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1931

PAR

WITOLD CZERWINSKI

Président : M. ROGER PICARD

Suffragants : M. LESCURE

M. MAUNIER

Société Française de Librairie
" Gebethner & Wolff "
PARIS

—
1931

**Le Problème
de l'Indépendance Economique
de la Pologne**

Le Problème de l'Indépendance Economique de la Pologne

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1931

PAR

WITOLD CZERWINSKI

Président : M. ROGER PICARD

Suffragants : M. LESCURE

M. MAUNIER

Société Française de Librairie
" Gebethner & Wolff "
PARIS

—
1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A la Mémoire de ma Mère

INTRODUCTION

« Before, the patriot wished all countries weak, poor, and ill-governed, but his own : he now sees in their wealth and progress a direct source of wealth and progress to his own country ».

John Stuart Mill, Principles of Political Economy, London, 1848, II vol., p. 120.

Les forces destructives, déchaînées par la dernière guerre, ont sapé les bases de l'équilibre économique qui assurait à l'Europe sa situation prépondérante dans le monde. Le mécanisme, infiniment complexe, de la production et de l'échange a trop souffert du choc terrible de la guerre pour pouvoir reprendre sa marche régulière. Aussi voit-on partout, dans le domaine de l'Economie, des phénomènes morbides qui ont survécu à leur cause première. Dix ans après les dernières secousses de la catastrophe mondiale, le continent qui en fut la principale victime est loin de retrouver son point d'équilibre. Le chômage des forces productives, le fléchissement sensible du niveau de prospérité, la désorganisation profonde des échanges internationaux — autant de symptômes, révélateurs du malaise chronique qui affecte l'Europe d'après guerre.

Elle offre à cet égard un spectacle saisissant : au lendemain de l'effroyable carnage qui a coûté la vie à des millions d'existences actives, des millions d'individus ne trouvent pas d'emploi. L'activité économique qui renait du chaos sent peser sur elle la crise des débouchés,

bien que les besoins les plus impérieux de l'homme soient loin encore d'atteindre leur point de saturation.

Les phénomènes que nous venons de signaler s'enchaînent les uns aux autres pour former des cercles vicieux. Ainsi, il est démontré que l'outillage économique existant en Europe est frappé d'une paralysie partielle : faute de débouchés, où elle puisse écouler ses produits, l'industrie européenne n'est pas à même de travailler à plein rendement. Le recul, plus ou moins accusé, de l'activité industrielle met en dehors de la production des milliers de travailleurs. Le chômage qui en résulte fait fléchir le niveau du pouvoir d'achat que représentent les masses de la population ouvrière. La capacité d'absorption des débouchés qui s'offrent à l'industrie subit de ce fait une réduction sensible, ce qui ne manque pas d'exercer une fâcheuse influence sur l'essor de la production industrielle. Ainsi la crise des débouchés engendre le chômage et le chômage aggrave la crise des débouchés.

Dans la variété infinie des phénomènes qui se déroulent sous nos yeux, il n'est pas facile de discerner la cause principale qui les détermine. Cependant, si pour arriver à comprendre dans son ensemble la situation économique de l'Europe d'après-guerre — nous cherchons à en dégager l'élément le plus caractéristique, nous n'aurons pas de peine à conclure que cet élément est précisément l'utilisation très incomplète de la puissance productrice de l'Europe (1). Notre vieux continent

(1) Pour appuyer cette thèse nous n'avons qu'à faire rappeler les appréciations suggestives que l'on trouve dans le rapport de M. Gustave Cassel, présenté à la réunion plénière de la Conférence Economique Internationale à Genève (mai 1927).

désagrégé et appauvri, ne peut pas utiliser pleinement sa capacité de production.

La crise de production industrielle qui s'est compliquée dernièrement d'une crise agricole présente un caractère international: seul un effort commun et solidaire de toutes les nations intéressées serait susceptible de lui apporter une solution positive. Plus que jamais, une collaboration économique internationale s'impose, basée sur une division internationale du travail.

Division internationale du travail: le principe en soi semble être généralement admis. Personne ne songerait sérieusement s'y opposer. Cependant, si on est unanime à en désirer l'application, on est loin de s'entendre sur le choix des voies à suivre pour en assurer la réalisation. Les interprétations, qu'on donne au principe unanimement accepté, offrent des divergences essentielles.

Les uns voudraient y voir la garantie du maintien d'une constitution économique du monde, basée sur l'opposition de deux groupes des pays: pays industriels, producteurs des articles fabriqués, et pays agricoles, fournisseurs de denrées alimentaires et de matières premières. Une telle division du travail, produit du développement historique, leur paraît « naturelle » et « rationnelle ». Aussi en désirent-ils le maintien à l'avenir.

Les adversaires de cette conception, sans vouloir contester les bienfaits manifestes de la division internationale du travail, cherchent seulement à mettre en lumière les possibilités latentes d'évolution industrielle, que présentent les pays économiquement arriérés. D'accord avec J. St. Mill, ils admettent que « souvent la supériorité d'un pays sur un autre, dans une branche d'industrie, tient tout simplement à ce que le premier

a commencé plus tôt » (2). D'accord avec le grand économiste anglais, ils affirment que, parfois, des nations jeunes, en train de s'élever dans l'histoire économique, ont des chances sérieuses d'acclimater chez elles les branches d'industrie, qui conviennent à leurs conditions naturelles.

Ainsi, on voit s'opposer deux conceptions de la division internationale du travail : la conception statique et la conception dynamique.

La conception statique remonte à l'époque du mercantilisme. Au cours de cette période s'élabore un système colonial, basé sur les pactes qui règlent, par voie autoritaire, les relations d'échange entre la métropole et les colonies. Dans le cadre du système se cristallise une division assez singulière des fonctions économiques. La métropole, forte de son hégémonie politique, se réserve le monopole de l'activité industrielle (ou, pour être fidèle au vocabulaire de l'époque : le monopole de l'activité manufacturière). Aux colonies sera dévolu le rôle de fournisseurs de denrées coloniales et de matières premières.

La métropole qui a l'avantage incontestable d'avoir « commencé plus tôt » (3) cherchera, par tous les moyens disponibles, à perpétuer l'état d'infériorité économique (— on pourrait dire : minorité économique —), où se trouvent ses dépendances coloniales. Elle mettra, à leur évolution, des obstacles artificiels. Pour empêcher la formation des industries locales, on ira, dans certaines colonies, jusqu'à interdire la transformation sur place en

(2) J. St. Mill, Principes d'Economie Politique, livre V, chap. X.

(3) La formule, on s'en souvient, est de J. St. Mill.

objets manufacturés des matières premières coloniales (4).

Inspiratrice de la politique coloniale à l'époque du mercantilisme, la conception statique a survécu au système dont elle traduit si fidèlement l'esprit et les tendances. Après tous les changements profonds — pour ne pas dire : révolutions — qu'apporta l'histoire économique du dernier siècle, c'est toujours cette vieille conception qui détermine la politique de certaines puissances industrielles à l'égard des économies retardataires.

A plusieurs reprises, elle s'affirme, avec une grande netteté, dans la politique allemande à l'égard de la Pologne.

Dans la période, consécutive à la formation de l'Empire allemand, les docteurs du pangermanisme économique (Dehn, Wirth, Ernst Hasse) sont unanimes à réclamer l'adjonction de la Pologne qui « donnerait à l'Allemagne un débouché élargi pour ses produits manufacturés, un marché d'achat élargi, où elle puiserait ses matières premières (bois, etc.) et ses grains ». (N'est-ce pas la vieille conception statique qui réapparaît, nettement exprimée dans cette formule ?) Motivée par les besoins impérieux de l'expansion industrielle, cette « adjonction » leur paraît d'autant plus désirable, qu'elle aurait pour conséquence de « renforcer la puissance économique de l'Allemagne » (5).

(4) L'interdiction formelle de ce genre se trouve incorporée au fameux Acte anglais dit Acte de navigation (1651). Elle fut reproduite dans les Actes successifs. Cf. Fontana-Russo, *Traité de politique commerciale*, Paris 1908, p. 358.

(5) Cité d'après l'ouvrage de Charles Andler, *Le pangermanisme continental sous Guillaume II*, Paris 1916, p. 12.

La guerre fournit à cette politique de puissants moyens de réalisation immédiate. Les victoires, remportées sur l'armée russe (1915) livrèrent à l'Allemagne une large partie de la Pologne. Maîtresse absolue de ces terrains, elle cherche à leur imposer des conditions d'existence économique, conformes au rôle, qu'elle leur réserve dans le cadre du système de l'Europe Centrale (Mitteleuropa). Dans les centres industriels de la Pologne, qui tombent sous leur domination, les autorités militaires allemandes organisent une destruction systématique de l'outillage industriel, épargné par les ravages de guerre. Sous couvert de réquisitions, l'Administration militaire des matières premières (Militärrohstoffverwaltung) démolit les usines, en faisant démonter les machines pour en extraire le cuivre. Les méthodes brutales dont elle fait emploi finiront par révolter les Allemands plus objectifs qui jugent sévèrement cette politique de « désindustrialisation » de la Pologne. « Si même tout ce qui se passe ici est nécessaire, cela n'en est pas moins sinistre » — écrit Fr. Naumann après une visite au centre textile de Lodz, dont il raconte la ruine, consommée sous le régime de l'occupation. Et le célèbre auteur de « l'Europe Centrale » (Mitteleuropa) d'ajouter cette conclusion : « Les dégâts que nous causons de la manière dépassent de beaucoup nos gains » (Wir verderben auf diese Weise viel mehr, als wir gewinnen) (6).

Le retour de la paix n'apporte qu'un changement de méthode. L'Allemagne qui, au cours des hostilités, avait mis son administration militaire dans la Pologne occupée au service d'une politique rigoureuse de désin-

(6) Fr. Naumann, Was wird aus Polen, Berlin 1917, p. 20.

dustrialisation, s'applique désormais, par des moyens pacifiques, à retarder la reconstruction économique de la Pologne indépendante. Au sortir de la guerre, le pays qui en fut le théâtre, éprouve un besoin impérieux de machines, outils et autres produits, nécessaires à la réfection de son outillage économique détérioré. N'est-ce pas une raison de les lui refuser ?... Largement exportatrice de ces produits, l'Allemagne frappe d'une interdiction formelle (Ausfuhrsperré) leurs exportations à destination de la Pologne (7).

Cette interdiction, dont le but semble nettement déterminé, rappelle les procédés de la vieille politique coloniale, destinés à empêcher artificiellement le développement manufacturier des colonies. Ainsi, au seuil d'une époque particulièrement dynamique qui viendra restituer à la Pologne les conditions normales d'évolution économique, on voit s'affirmer de nouveau dans toute sa rigueur, l'ancienne conception statique de la division internationale du travail.

Nous avons cru devoir rappeler brièvement ces tendances, hostiles au développement des pays retardataires, pour mettre en relief la conception dynamique qui est à la base de notre étude. La Pologne, dont nous chercherons à dégager les conditions d'indépendance économique, appartient, sans aucun doute, au nombre des pays, qui ont « commencé plus tard ». Admirablement pourvue d'énergie humaine et de ressources naturelles, elle eut à subir, pendant plus d'un siècle, les

(7) Cette interdiction (Ausfuhrsperré), contraire aux stipulations du Traité de Versailles, n'a été levée qu'à la suite d'une intervention de la Conférence des Ambassadeurs (1921).

conséquences fatales de la catastrophe qui, au déclin du XVIII^e siècle, avait mis fin à son indépendance.

Par suite des partages le pays, riche en promesses d'un avenir prospère, tombe sous la domination absolue des puissances qui l'ont dépecé. Ce fait, d'une importance capitale, ne sera certes pas sans exercer son influence sur l'évolution économique de la Pologne : gênée au plus haut degré dans sa liberté d'action par les obstacles, que lui oppose la politique des Etats copartageants, asservie aux trois systèmes divergents qui en négligent les besoins vitaux, elle ne parvient que d'une manière très incomplète à mettre en valeur ses vastes ressources naturelles. Politiquement dissociée, économiquement arriérée, elle n'arrive pas au stade du développement qui lui permette d'employer, dans ses limites, sa population rapidement croissante.

Après une période plus que séculaire de vie économique au ralenti, la guerre, par son dénouement, marque plus qu'un changement du milieu : une révolution. La Pologne, divisée et opprimée, retrouve à la fois son unité et sa liberté. Maîtresse de son évolution, elle pourra désormais développer ses forces productives, dont le libre essor constitue la condition primordiale de l'indépendance économique.

Est-ce à dire, qu'à la recherche de cette indépendance, elle veuille s'isoler au milieu des courants d'échange internationaux, qu'elle doive chercher à réaliser l'idéal, — combien chimérique —, de l'autarkie ? C'est ce que semblent vouloir lui imputer certains militants du libre-échange. Ils l'accusent d'avoir « compromis son propre bien-être et perdu de vue les intérêts

communs du monde » en poursuivant « un idéal imaginaire d'intérêt national » (8).

Interpréter d'une telle manière les tendances constructives, que manifeste la Pologne restaurée, c'est méconnaître la situation réelle qui détermine son rôle dans l'économie mondiale.

Dans les conditions infiniment complexes de la vie moderne les besoins croissants de l'homme, produit d'une civilisation en marche, sont beaucoup trop variés pour pouvoir trouver leur satisfaction à l'intérieur d'une économie nationale fermée, fût-elle le plus richement dotée par la nature (Etats-Unis). La loi rigoureuse de la division internationale du travail s'impose à toutes les nations comme une nécessité impérieuse. Vouloir s'y soustraire ce serait renoncer à la satisfaction des besoins dont dépend la vie normale.

Dans le cas spécial de la Pologne ce serait aussi renoncer à tout progrès économique. Attardée dans la voie de son évolution, elle manque de nombreux éléments, absolument indispensables à un développement harmonieux de tout organisme social. Pays à prépondérance marquée de la production agricole, c'est à peine si elle arrive à faire face aux besoins alimentaires de sa population. Certaines matières premières — et des plus fondamentales (le coton, la laine, le cuivre) lui font défaut. Il en est de même de catégories importantes de produits finis (machines, outils, etc.) qu'elle

(8) On trouvera cette accusation, exprimée avec une grande netteté dans le document, connu sous le nom de Manifeste des banquiers internationaux, qui dénonçait la tendance à l'industrialisation de ce qu'on appelle, à tort, « pays nouveaux » (Dans ce cas il s'agissait de la Pologne et de la Tchécoslovaquie).

doit faire venir de l'étranger pour compléter et perfectionner son outillage économique défectueux.

Voici les faits. La conclusion qui s'en dégage est bien nette. Qui dit : autarkie, dit stagnation, voire même : régression. (Dans un siècle de civilisation dynamique qui imprime à toutes les nations un mouvement progressif rapide — celle qui n'avance pas, recule).

Toute autre est la signification que nous donnons à la notion : indépendance économique. Mieux adaptée aux conditions réelles que comporte la situation d'un pays comme la Pologne, elle ne fait que traduire la tendance au développement harmonieux de ses forces productives.

Aspirer à l'indépendance économique c'est vouloir créer, par une mise en valeur rationnelle des ressources disponibles, de nouveaux emplois, susceptibles d'absorber la main-d'œuvre oisive, c'est — pour employer le mot de Paul Cauwès — « provoquer utilement la puissance de dilatation du travail national ».

La nation la plus indépendante, au point de vue économique, n'est pas celle qui vit d'un seul genre de travail, qui n'a qu'un seul type de marchandise à fournir. La nation que l'on considère comme la plus indépendante, est celle qui a les sources les plus variées de revenus. Plus elle a de sources de revenus, plus elle sent son indépendance (9).

On pourrait ajouter : plus elle en a de sources, plus élevé sera son revenu social, et partant, plus grand le pouvoir d'achat qu'elle représente. La mise en valeur de ses forces productives, créatrices des valeurs d'échange, lui permettra d'augmenter les achats qu'elle

(9) Cf. Rist, Cours écrit d'Economie politique, Paris 1925-26, p. 249 ss.

fait à l'étranger. Ainsi, on est amené à conclure qu'une nation indépendante, au sens que nous donnons à ce mot, est la meilleure cliente des autres : loin de se fermer à leurs importations, elle leur ouvre un débouché élargi (10).

Cette conclusion, un peu paradoxale, se trouve confirmée par les faits établis. Les statistiques font apparaître cette vérité fondamentale, que les plus grandes possibilités d'échanges internationaux des marchandises sont offertes par le commerce avec les pays, arrivés au plus haut degré d'évolution économique. Les pays moins avancés, mais qui font les plus grands progrès en développant leurs forces productives, seront précisément ceux, qui absorbent une part toujours croissante du commerce international (11). C'est bien pour avoir méconnu ces vérités que la « conception statique », dont nous avons dégagé les tendances, encourt le reproche de

(10) Simon Patten exprime une thèse similaire dans une formule bien nette : « À mesure qu'un peuple devient plus prospère, ses besoins deviennent plus variés, et, par suite de cette diversité plus grande, il cherche non plus seulement chez lui, mais même à l'étranger les produits de nature à satisfaire ses besoins nouveaux ».

(Les fondements économiques de la protection, Paris 1899, p. 36).

(11) La liste de ces « économies nouvelles », qui offrent au commerce international des perspectives élargies, est assez longue. Avant la guerre elle comprenait — pour les deux Amériques — le Canada, la République Argentine et le Brésil ; pour les régions de l'Asie — le Japon ; pour l'Afrique — l'Algérie et la Tunisie (Cf. Rist, Cours d'Économie politique, cité, Paris 1925-26, p. 24). Les bouleversements profonds de la grande guerre viendront y ajouter d'autres pays, qu'un concours de circonstances historiques avait empêché jusque là d'arriver à un développement harmonieux des forces productives. La Pologne est du nombre.

vouloir « supprimer un élément essentiel du problème : la vie » (12).

*

* *

La conception dynamique, que nous avons opposée à la conception statique, détermine les grandes lignes de cette étude, consacrée au problème de l'indépendance économique de la Pologne. Avant d'aborder l'analyse de ce problème, nous nous attacherons à présenter brièvement (dans la 1^{re} partie de notre travail) les principales causes historiques qui ont retardé l'évolution économique de la Pologne. Sans vouloir nous attarder à une multitude de faits qui dépasseraient le cadre de cette étude, nous chercherons à dégager les facteurs historiques, dont l'influence nous a paru décisive. Cet exposé fournira une justification de la structure économique arriérée, qu'offrait la Pologne au moment de recouvrer son indépendance : expliquant le passé, il nous permettra de comprendre les possibilités virtuelles du développement dont elle est susceptible.

La deuxième partie commencera par une analyse sommaire des conditions, au milieu desquelles la Pologne évolue dans les premières années de son existence indépendante (Chapitre premier). Cette analyse nous mettra en présence du problème démographique dont l'importance nous semble capitale. Partis de certaines constatations qui feront apparaître les conséquences d'un accroissement rapide de la population polonaise, nous arriverons à nous demander, quels sont les principaux terrains d'activité économique, susceptibles d'absorber le surcroît de la main-d'œuvre (Chapitre II).

(12) L'expression est de M. Paul Cauwès (Précis du cours d'économie politique, Paris 1879, t. I, p. 629).

Pour pouvoir répondre à cette question nous examinerons, tout d'abord, la situation de l'agriculture. Cet examen nous amènera à la conclusion, qu'un développement unilatéral de la Pologne dans le sens de l'agriculture ne saurait assurer au pays une expansion plus large des forces productives de sa population croissante. Envisagée de ce point de vue, l'industrialisation de la Pologne nous apparaîtra comme une condition nécessaire de son indépendance économique (Chapitre III).

Dans le quatrième chapitre qui termine cette étude nous ferons voir les perspectives du développement de l'industrie polonaise, bénéficiaire d'un concours des conditions naturelles favorables. Nous chercherons à démontrer qu'une mise en valeur rationnelle de ses ressources naturelles, loin d'isoler économiquement la Pologne, augmentera le pouvoir d'achat qu'elle représente et lui permettra de jouer un rôle plus important dans les échanges internationaux. Telle sera la conclusion à laquelle nous arriverons en terminant notre thèse.

PREMIERE PARTIE

Les causes historiques qui ont retardé l'évolution économique de la Pologne

« Souvent la supériorité d'un pays sur un autre dans une branche d'industrie, tient tout simplement à ce que le premier a commencé plus tôt. Il se peut qu'il n'y ait aucun avantage naturel d'un côté, aucun désavantage de l'autre, mais seulement une supériorité actuelle d'habileté et d'expérience. Un pays qui a cette habileté, mais qui manque d'expérience, peut, sous d'autres rapports, être mieux placé pour la production que celui qui a commencé le premier. D'ailleurs, dans toute branche de production rien n'encouragera mieux les progrès, qu'un changement dans les conditions où elle se développe. »

J. Stuart Mill, Principes d'Economie politique, livre V, chap. X.

CHAPITRE PREMIER

Les tendances du développement économique de la Pologne avant les partages

Au cours des huit siècles d'existence indépendante, la Pologne a connu de longues périodes de prospérité. Il importe d'en retracer brièvement l'histoire pour pouvoir comprendre le dynamisme des forces qui, à la suite des partages de la Pologne, ont contribué à ralentir le rythme de son évolution économique.

Les premiers siècles de cette histoire marquent une période d'ascension rapide. L'essor de l'activité économique du pays va de pair avec les progrès de la consolidation intérieure de l'Etat. Les privilèges que leur accorde la royauté, soucieuse d'assurer la prospérité générale, font affluer vers les centres urbains la population étrangère (pour la plupart — d'origine allemande), qui apporte dans la patrie adoptive son savoir technique et son aptitude au travail. La division du travail à l'intérieur des cités donne naissance à de nombreux corps de métiers, dont les premiers statuts remontent à l'époque qui a vu éclore l'organisation corporative de l'Europe occidentale. Pour asseoir les bases du milieu économique en voie de formation, le pouvoir royal intervient par une série de mesures d'une haute sagesse, qui n'ont pas manqué de produire des effets bienfaisants.

L'activité économique, stimulée par ces mesures administratives, déborde vite les cadres étroits des marchés locaux ; elle augmente au point de pouvoir mettre en va-

leur les avantages de la situation géographique du pays, situé au centre des grands courants commerciaux.

« Les relations commerciales internationales — écrit M. Rutkowski —, commencent à s'intensifier de plus en plus dans la période ultérieure du moyen-âge à partir du XIII^e siècle; la cause en réside non seulement dans l'accélération de la vie économique en Pologne et dans les pays voisins qui se traduit par la construction de nouvelles villes, mais aussi dans l'importance accrue de la voie commerciale qui conduit à travers la Pologne et la Russie du Sud à la Mer Noire. On voit s'établir à ce moment un nouveau système de routes, adapté aux besoins de ce commerce. Dès la deuxième moitié du XIII^e siècle on commence à s'occuper très activement de la construction de routes, surtout dans des régions marécageuses où il fallait parfois établir sur des lieues entières des chaussées en bois ou en terre » (1).

La situation générale du pays — envisagée du point de vue économique — était très riche en promesses. La Pologne avait le bénéfice des larges avantages que lui assurait le commerce de transit ainsi que les exportations des grains (par les ports de la Mer Noire).

L'expansion de la puissance turque, dans la deuxième moitié du XV^e siècle, a eu pour conséquence de dévier les anciens courants commerciaux. Le trafic international avec le Levant va emprunter désormais d'autres voies de communication. Par suite de la chute de Caffa (1475). Kilia et Bialogrod (1484) qui succombent à l'invasion victorieuse des Turcs — la Po-

(1) Jan Rutkowski. — Histoire économique de la Pologne avant les partages, Paris 1927, p. 53.

logne voit coupées ses communications avec les marchés de l'Europe méditerranéenne (2).

Le recul qu'a subi de ce fait l'expansion du commerce polonais a été compensé, dans une large mesure, par la récupération presque simultanée (1466) de la Poméranie (— avec la ville de Danzig —) qui fait retour à la Pologne, conformément aux vœux de sa population, révoltée contre la domination oppressive des Chevaliers de l'Ordre Teutonique (Kreuzritter). Cette acquisition territoriale qui ouvre à la Pologne l'accès de la mer Baltique ne manquera pas d'exercer sur son évolution ultérieure une influence des plus heureuses. Sous le poids des conditions nouvelles le centre de gravité de l'économie polonaise se déplace vers le nord. C'est désormais la Vistule, libre jusqu'à son embouchure, qui va déterminer l'orientation du commerce extérieur de la Pologne. Ce commerce, alimenté par les exportations des grains et du bois de construction prend un essor rapide. La ville de Danzig, située au seuil de la mer, se voit promue au rôle de grand centre international, que nourrit l'activité grandissante d'un organisme économique vigoureux (3).

(2) Ibid., p. 59.

(3) D'après les données statistiques que l'on trouve dans les annales de Danzig, le trafic de son port accuse un mouvement ascensionnel : seules — les exportations des céréales polonaises qui, dans la seconde moitié du 16^e siècle, représentaient le volume moyen de 50.000 lasts par an (1 last = environ 2.500 kgs) dépassent au commencement du 17^e siècle le niveau annuel de 100.000 lasts. La marche rapide du mouvement maritime général constitue une preuve éclatante des avantages qu'assure à la ville de Danzig son union économique avec la Pologne. Intégrée dans un grand organisme qui alimente son activité commerciale, « la reine de la Vistule » (— c'est ainsi qu'appellent la ville de Danzig

Parallèlement à l'extension du commerce extérieur nous assistons à l'essor de la production industrielle qui a vécu, au cours du XVI^e siècle et de la première moitié du XVII^e, une période de remarquable épanouissement. Assurés par les efforts persévérants d'une armée de petits producteurs, les progrès de l'industrie nationale se manifestent par l'intensification de la production ainsi que par la qualité et la variété des produits. « On fabrique en Pologne un nombre toujours croissant d'objets qui n'y avaient jamais été fabriqués jusqu'alors ». Le volume de la production augmente à mesure que s'accroît la force numérique des artisans. Les progrès de la division du travail et de sa spécialisation, de plus en plus accentuée, donnent naissance à de nouvelles corporations, alors que d'autre part « se multiplient également les entreprises industrielles, conques sur une assez vaste échelle : papeteries, forges, verreries, etc. De nouvelles branches de production naissent à la vie ; il en est ainsi, par exemple, pour l'industrie du cuir qui commence à fabriquer le cuir en maroquin, à faire des cuirs de cordoue » (4).

Au milieu du XVII^e siècle la fatalité historique intervint pour paralyser cet effort constructif de l'Economie, dont nous avons signalé les résultats. La Pologne que nous avons vu progresser dans la voie de l'évolution économique, succombe sous le poids écrasant de sa

les écrivains de cette époque —) passe vite au rang du premier port de la mer Baltique. D'après les registres de la douane du détroit de Sund — le commerce maritime de Danzig représente, au XVII^e siècle, environ 3/5 de la valeur totale du trafic qui se faisait alors dans le bassin de la mer Baltique.

(4) Rutkowski, op. cit., p. 165.

mission historique qui lui fait assumer le rôle de rempart, protégeant la civilisation occidentale contre l'expansion de l'orient belliqueux. Ce rôle qui lui a valu la gloire militaire imposait à la Pologne des sacrifices infiniment durs. Le pays qui, pour asseoir les bases de sa puissance économique et en assurer l'essor continu, avait besoin d'une paix durable vit s'abattre sur lui une avalanche de guerres. Les invasions étrangères qui vinrent menacer sa sécurité, voire même — son indépendance, amenèrent à leur suite tout un cortège de malheurs. La mort, les incendies, les pillages vidèrent peu à peu les agglomérations urbaines dont la population fléchit d'une manière très sensible. Par suite de la destruction des ateliers, de nombreux artisans désertaient les villes et les bourgs pour la campagne (5).

Le dépeuplement des villes contribue à ralentir le rythme de l'activité économique qui présente les symptômes d'une dépression profonde. La production industrielle est en pleine décadence. Le commerce subit une diminution très accentuée. Pour mesurer l'étendue des pertes qu'a subies de ce chef la Pologne, il suffit de citer au hasard quelques chiffres statistiques, dont l'éloquence paraît particulièrement suggestive. C'est ainsi, par exemple, que les exportations de blé par le port de Danzig (Gdansk) qui, à la veille de la guerre de trente ans, dépassaient le chiffre annuel de 100.000 lasts (soit environ 250.000 tonnes), tombent en 1653 au niveau de 34.000, en 1656 à 11.000 lasts (6). Ces indices, révélateurs de la régression rapide, jettent une lumière sinistre sur le tableau économique de la Pologne au lendemain du déluge qui a sapé les bases de sa prospérité.

(5) Ibid., p. 173.

(6) Ibid., p. 192.

La liquidation de ce triste héritage posait des problèmes difficiles, dont la solution semblait imposer la nécessité d'une politique interventionniste. L'Etat avait à jouer un rôle d'une importance capitale pour stimuler, discipliner et orienter les forces économiques en action. Or — la probité scientifique nous oblige à constater que cette action bienfaisante du pouvoir central faisait défaut, au milieu des circonstances historiques qui réclamaient impérieusement de sa part une intervention efficace.

Au déclin du XVII^e siècle la Pologne offre à cet égard un contraste saisissant. Tandis qu'en Europe occidentale les conceptions régnantes du mercantilisme orientent les efforts constructifs des gouvernants vers le développement des villes, foyers indispensables de la puissance économique, — dans la Pologne, demeurée à l'écart de ce courant victorieux, se cristallise une orientation économique, traduisant les intérêts de la noblesse terrienne, qui néglige les besoins vitaux de l'industrie nationale. Cette carence de l'Etat en matière de politique interventionniste ne sera certes pas sans exercer une fâcheuse influence sur le cours de l'évolution économique du pays.

Ce n'est qu'en plein dix-huitième siècle, — à la veille de la catastrophe qui mit fin à l'existence indépendante de la Pologne, que se manifeste dans la classe dirigeante un revirement d'opinion qui semble promettre à l'activité économique les perspectives d'un développement prospère. Sous l'inspiration des idées nouvelles qui germent dans les milieux cultivés commence à se faire jour une meilleure compréhension de l'importance, que présente pour chaque pays l'essor de sa production

industrielle. L'instinct de la conservation, tenu en éveil par la conscience du danger extérieur qui se dessine à l'horizon, va stimuler désormais toutes les énergies, capables d'assurer l'intégrité de l'Etat contre la poussée des forces ennemies.

Les conceptions nouvelles donnent naissance au mouvement qui tend à l'industrialisation du pays. Ce mouvement prend toute son ampleur sous le règne du dernier roi Stanislas Auguste (1763-1795), dont l'initiative personnelle a largement contribué à consolider les bases d'une industrie, conçue sur un plan un peu large. C'est à cette époque qu'on voit éclore toute une série de nouvelles entreprises. Pour ne pas entrer dans les détails nous nous bornerons à signaler : l'Hôtel des Monnaies, créé à Varsovie, une fonderie de canons, une faïencerie, une fabrique d'armes, une marbrerie, qui doivent leur création au roi lui-même. Dans les provinces lithuaniennes on entreprend, sur une très vaste échelle, l'industrialisation des domaines royaux. On y fonde une vingtaine de nouvelles manufactures, produisant les objets les plus variés (7). Les riches propriétaires fonciers, suivant l'exemple du roi, apportent eux-aussi la contribution de leurs ressources — pour participer à la réalisation de ce plan imposant, qui avait pour but de mettre sur pied une industrie, capable de satisfaire aux nouveaux besoins.

Les progrès de l'industrialisation déterminent une transformation rapide du milieu économique. De nouvelles formes d'activité, inconnues jusqu'alors, font leur apparition. Signalons ici — comme manifestation des

(7) Ibid., p. 173.

nouvelles tendances qui s'affirment à cette époque — les sociétés par actions, dont le mérite était de faciliter la formation de vastes entreprises, occupant parfois plusieurs centaines d'ouvriers (Telle, par exemple, la célèbre « Compagnie des manufactures de laine », fondée en 1766).

Et — pour terminer la description de ce tableau, qu'illuminent les derniers rayons de l'indépendance politique, nous croyons devoir mentionner le grand effort constructif, réalisé dans le domaine des communications. A la lumière des expériences acquises on vit clairement que, dans un pays ravagé par les guerres, le redressement économique supposait la remise en état des voies de communication. Aussi des sommes considérables furent-elles consacrées à l'exécution d'un plan de large envergure qui devait faciliter la libre circulation, à travers le pays, des hommes et des marchandises. On n'a pas reculé devant les sacrifices nécessaires pour construire un vaste système de nouveaux canaux, dont la réalisation devait assurer la cohésion de l'organisme économique du pays.

Tous ces efforts avaient eu à peine le temps de porter leurs premiers fruits, quand survinrent les partages de la Pologne — un défi brutal à la logique de l'histoire. L'état indépendant a sombré à l'époque même, où la transformation de sa structure économique semblait imposer la nécessité d'un pouvoir clairvoyant et tutélaire. Dans ces conditions la catastrophe de l'Etat vouait à une disparition prochaine les jeunes formations économiques, qui venaient d'éclore sous le règne de Stanislas-Auguste.

Les nouvelles tendances constructives qui, à la veille

de la débâcle, se sont affirmées dans le domaine de l'Economie, devront désormais se frayer un chemin parmi les obstacles, parfois insurmontables, qu'opposera au libre développement de la nation polonaise la politique hostile des trois puissances, bénéficiaires des partages.

CHAPITRE II

Au lendemain des partages

La dislocation de l'ancienne Pologne n'a pas tardé de déchaîner des conséquences qui s'attaquèrent à ses fondements économiques. La force brutale, dont on fit emploi pour réaliser l'œuvre destructrice des partages, vint dissocier les éléments qui, au cours de longs siècles, avaient formé une unité solide et cohérente. Économiquement et politiquement morcelée, elle cesse d'exister comme sujet indépendant, maître de son évolution. Ses parties intégrantes dissociées se verront réduites au rôle d'annexes, subordonnées aux trois organismes économiques qui les ont annexées.

Dans les conditions difficiles, qu'entraîne fatalement la perte de l'indépendance politique, les possibilités latentes de développement, que représentait la Pologne au moment des partages, ne pourront être réalisées que dans la mesure où le permettront les intérêts souverains des Etats copartageants. Ce sont ces intérêts impératifs qui, désormais, vont déterminer le caractère et l'orientation de l'activité économique des provinces polonaises. Encore faut-il ajouter que les vastes empires dont elles relèvent (Allemagne, Autriche, Russie) représentent trois systèmes économiques bien différents. Chacun de ces systèmes a son foyer central (Berlin, Vienne, Moscou), dont l'attraction s'exerce sur toutes ses parties, chacun obéit à ses propres lois d'évolution. Aussi le processus d'adaptation, imposé aux parties intégrantes de

l'ancienne Pologne par le fait même de leur incorporation aux trois systèmes à tendances divergentes, n'avance-t-il pas sans provoquer un état de crise aiguë.

En vain le Congrès de Vienne (1815) a-t-il cherché à résoudre les problèmes difficiles, déclenchés par l'opération des partages. La tâche qui s'est imposée alors aux organisateurs de la paix était une vraie quadrature du cercle : comment assurer la continuité de la vie économique à travers les lignes des partages, que le Congrès consacrait d'une manière solennelle ? L'histoire devait se charger de démontrer que c'était chose impossible. On avait beau proclamer des principes généreux dont le respect devait maintenir le libre développement de l'organisme démembré de la Pologne : les stipulations solennelles, que l'on fit insérer à cet effet dans les traités internationaux (dits traités de Vienne) tombaient dans le vide. Si, cependant, nous croyons utile d'en enregistrer l'écho, c'est qu'elles constituent à nos yeux un témoignage précieux, équivalant à une reconnaissance explicite de l'unité économique, que formait la Pologne avant les partages.

Nous citons comme très caractéristique à cet égard l'article XXVIII du traité entre la Russie et la Prusse, conclu à Vienne le 3 mai 1815 (8) :

« Afin d'activer autant que possible la culture dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, d'exciter l'industrie des habitants, de consolider leur prospérité, les... Hautes Parties contractantes, pour ne laisser aucun doute sur leurs vues bienfaisantes et paternelles à cet égard, sont convenues de permettre à l'avenir et

(8) Martens (G.F.) Nouveau Recueil de Traités, Goetttingue, 1887, tome II, p. 243.

pour toujours entre toutes leurs provinces polonaises (comme elles étaient en 1772) la circulation la plus illimitée de toutes les productions et produits du sol et de l'industrie de ces mêmes provinces ».

L'alinéa suivant du même article précisait davantage ces belles promesses, en stipulant que « le droit d'entrée et de sortie de toutes les productions de la nature du sol, des manufactures et des fabriques des provinces mentionnées... ne pourra pas excéder dix pour cent de la valeur de la marchandise au lieu de son expédition ». Un article spécial (XXII) du même traité garantissait la libre navigation « de tous les fleuves et canaux de l'ancienne Pologne (année 1772) dans toute leur étendue, jusqu'à leur embouchure... ».

La dure réalité n'a pas tardé de dissiper les illusions qu'avaient fait naître ces belles formules. A l'issue d'un conflit douanier entre la Prusse et la Russie (1821), le gouvernement de Berlin qui détenait l'embouchure de la Vistule augmenta les droits d'entrée, frappant les transports des grains. Cette mesure de rétorsion qui barrait économiquement la Vistule se montra particulièrement préjudiciable aux intérêts des provinces centrales de la Pologne : leurs richesses naturelles qui, durant des siècles, cheminaient paisiblement le long de la Vistule devront désormais emprunter des voies obliques et partant plus coûteuses. Ainsi — une opération contraire à la nature vint aggraver les conséquences néfastes des partages, en coupant la principale artère de communication qui, dans le passé, avait assuré entre toutes les provinces polonaises « la circulation la plus illimitée de toutes les productions et produits du sol et de l'industrie de ces mêmes provinces ». Instruits

par de douloureuses expériences, les Polonais apprirent ainsi que, parfois, les garanties solennelles, mais données de mauvaise foi, ont la valeur de « chiffons de papier ».

Examinons maintenant les perspectives qu'ouvraient « les vues bienfaisantes et paternelles » des Etats copartageants qui déclaraient à l'Europe leur volonté sincère « d'activer autant que possible la culture dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, d'exciter l'industrie des habitants et de consolider leur prospérité ». Sans vouloir entrer dans les détails du tableau qu'offre la Pologne économique au lendemain du Congrès de Vienne, nous nous bornerons à en présenter les traits les plus saillants qui feront apparaître sous leur vrai jour les dispositions réelles, que nourrissent à l'égard de leur victime les auteurs des partages.

Le gouvernement prussien est le premier à dévoiler ses desseins qui s'affirment avec une franchise brutale. A peine l'encre a-t-elle séché sur les parchemins des traités, que s'annoncent déjà du côté de Berlin des tendances bien nettes qui, désormais, vont déterminer l'orientation de la politique à l'égard des provinces polonaises, attribuées à la Prusse par le verdict de Vienne.

Ce sera une politique de germanisation forcée qui poursuit ses fins avec une persévérance sans pareille. L'objectif de cette politique est bien nettement défini : la conquête économique du pays après la conquête administrative. Pour y arriver, l'état prussien mobilise toutes les forces qu'il contrôle. Obéissant à la consigne de Berlin, une armée civile, mais disciplinée, envahit le pays conquis. Le colon allemand et l'artisan allemand

suivent les fonctionnaires, qui, désormais, vont frayer le chemin à l'expansion pacifique allemande (*Drang nach Osten*).

Pour asseoir les bases de sa domination, le gouvernement prussien cherche à orienter vers les villes polonaises le courant de l'immigration qu'il organise. Celle-ci est assurée d'un concours efficace de la part de l'administration publique qui favorise par tous les moyens la pénétration économique des pionniers allemands. Une lutte inégale s'engage : d'un côté la puissance grandissante des nouveaux-venus, forts de la protection officielle que leur accorde Berlin ; de l'autre côté — les forces désorganisées de la population autochtone à la merci d'une administration hostile.

Les pertes sont graves du côté polonais. L'activité économique, florissante sous le règne de Stanislas Auguste, est en pleine décadence. La concurrence des industries plus fortes de la Haute-Silésie et du Brandebourg s'ajoute à d'autres influences destructives, pour compléter la ruine des centres manufacturiers qui ont survécu à la catastrophe de l'Etat. Les manufactures de laine, derniers vestiges de la prospérité d'autrefois, disparaissent peu à peu. Quand, après 1830, le gouvernement prussien pensera à la régénération des villes dans les provinces polonaises, il n'y trouvera que des artisans appauvris qui travaillent sur commandes (9).

Des tendances similaires se font jour dans la partie méridionale de la Pologne (la Galicie), annexée par l'Autriche. Les influences pernicieuses, qu'on y voit agir, finissent par créer une situation critique qui, dans

(9) Francis Bujak. *Poland's economic development*, London 1926, p. 42.

les grandes lignes, rappelle l'état de choses existant dans la Pologne prussienne. Ce sera toujours le même système de germanisation qui, bien que moins cohérent, n'en sera pas moins destructif. La dépression économique qu'il provoque semble même plus profonde que dans les limites des provinces polonaises sous la domination de la Prusse.

Disons nettement que cette conséquence du système est voulue par ses auteurs : le gouvernement de Vienne, par tous les moyens à sa disposition, s'efforce de paralyser l'essor économique de la province annexée, qu'il traite en pays conquis. Toute la puissance de l'administration est là pour décourager les initiatives qui cherchent à organiser les activités économiques de la nation opprimée. Le gouvernement autrichien est fermement résolu à maintenir à tout jamais les provinces annexées dans un état d'infériorité économique. Tout effort constructif qui s'y affirme paraît contrarier ces desseins. Toute force productive qui y prend naissance semble aggraver le danger d'émancipation du pays. Pour conjurer ce danger la bureaucratie viennoise aura recours à une mesure purement négative, mais d'une efficacité incontestable : refus d'autorisation à de nouvelles entreprises (10).

Le résultat désiré semble obtenu. Le système oppressif dont il est victime finit par épuiser la force de résistance du pays. Sa vie économique s'adapte péniblement aux nouvelles conditions. L'agriculture et l'industrie périssent, condamnées à la perte de leurs débouchés naturels dans les autres provinces polonaises, dont la

(10) Bujak, loc. cit.

nouvelle ligne-frontière leur interdit l'accès. La population de la Galicie qui, à la veille des partages, a connu une période de prospérité tombe dans un état voisin de la misère. Voilà ce que signifient pour elle « les vues bienfaisantes et paternelles » d'un gouvernement, soucieux « d'exciter l'industrie des habitants » et de « consolider leur prospérité ».

Après cette brève constatation des faits dont l'interdépendance éclate aux yeux, n'est-on pas autorisé à conclure, qu'il n'y a pas d'évolution économique normale en dehors de la liberté politique qui, seule, peut assurer l'essor des forces productives ?

Les progrès rapides, que réalisent, dans le premier tiers du XIX^e siècle, les provinces centrales de la Pologne, favorisées par les circonstances historiques, semblent prouver a contrario la justesse de cette assertion.

De 1807, année qui a vu naître, après la victoire d'Iéna, le Duché de Varsovie, jusqu'à 1831, date qui marque la fin désastreuse de la guerre polono-russe, les provinces en question ont connu les bienfaits de la liberté politique. Avec la bureaucratie prussienne, abandonnant Varsovie sous la poussée victorieuse de l'armée de Napoléon, disparaissent les entraves qui s'opposaient jusque là au développement économique du pays. Après les vexations d'un système oppressif commence une période de répit. Elle va permettre de reprendre et de mener à bien l'œuvre constructive que l'Etat disparu n'a pas eu le temps d'achever avant sa fin tragique. Durant cette période bien courte (— elle atteint à peine la durée d'une génération —) la vie économique dans les provinces libérées semble dominée par un rythme accéléré: on

double les efforts pour faire valoir les possibilités nouvelles qui s'offrent à la nation.

A peine arrivé au pouvoir, le gouvernement du Duché de Varsovie s'engage délibérément dans la voie de l'industrialisation du pays. Sa politique persévérante, d'inspiration mercantiliste cherche à stimuler l'activité productive. Ce seront tout d'abord des mesures de faveur pour protéger les commencements pénibles des industries naissantes. Viendront ensuite d'autres mesures qui se proposent d'attirer par les privilèges accordés la main-d'œuvre étrangère.

L'œuvre économique, inaugurée sous les auspices du Duché de Varsovie fut reprise, sur une échelle plus large, par le gouvernement autonome, appelé à la direction des affaires au lendemain du Congrès de Vienne qui avait pris le soin d'assurer à sa création (le Royaume du Congrès) le minimum de liberté, compatible avec son état de sujétion envers l'Empire russe. Fidèle à la politique qui a déjà fait ses preuves, le gouvernement du Royaume cherche à stimuler l'immigration des industriels ainsi que des artisans qualifiés : on leur accorde, en dehors des franchises (immunités) fiscales, des avantages matériels de toutes sortes. Les résultats de cette politique clairvoyante ne se font pas attendre. Des spécialistes étrangers, alléchés par les perspectives de larges profits, affluent en masse. En l'espace de quelques années on ne compte pas moins de 10.000 familles ouvrières, qui arrivent de l'Allemagne (11).

Cette immigration de la main-d'œuvre qualifiée n'a pas manqué d'exercer son influence sur l'évolution éco-

(11) Bujak, op. cit., p. 43.

nomique du Royaume. Les nouveaux-venus apportent leurs connaissances techniques et des méthodes de travail perfectionnées. Sous leur impulsion les nouveaux centres industriels naissent à la vie (la ville de Lodz). Les nouvelles branches d'industrie gagnent une importance grandissante. L'industrie textile — avec ses ramifications — accuse un mouvement ascensionnel vraiment surprenant. Aux environs de Lodz on assiste à l'épanouissement de l'industrie cotonnière et de celle de la laine qui, à la veille de la guerre polono-russe compte déjà 5.000 métiers mécaniques (12). A proximité de Varsovie on voit croître les filatures de lin, dont la naissance est associée au nom du grand inventeur français — Philippe de Girard.

L'effort constructif, dont nous avons signalé les résultats, ne se borne pas à l'industrie. Soucieux d'élever le niveau de la vie économique, le gouvernement autonome s'efforce de faciliter la mise en valeur des richesses naturelles que recèle le sous-sol du pays. Sous l'inspiration du grand animateur et organisateur, qu'est le ministre Staszic commence l'exploitation des mines de fer, de plomb et de zinc. Les vieilles mines abandonnées sont remises en état, des mines nouvelles sont ouvertes. L'extraction des richesses minérales alimente l'industrie métallurgique, dont le développement rapide fera appel aux gisements de charbon du bassin de Dombrowa.

Les progrès économiques du pays vont de pair avec l'assainissement des finances publiques qui se relèvent vite du chaos, légué par la période des guerres napoléon-

(12) Ibid.

niennes. Le plein succès des réformes fiscales, réalisées par le ministre Lubecki, permet d'asseoir les bases de la Banque de Pologne (Bank Polski), dont l'activité financière (crédits, largement accordés à l'industrie et à l'agriculture) viendra seconder l'œuvre constructive du gouvernement autonome.

A la veille de la guerre polono-russe qui vint interrompre le cours de ce progrès rapide, le Royaume du Congrès offre le spectacle d'une activité fiévreuse. Toutes les énergies du pays sont en éveil. Le pouls de la vie économique bat d'un rythme accéléré. L'agriculture, rétablie du malaise, qu'avait engendré la période des guerres (1792-1815), accuse des progrès considérables. L'expansion de l'industrie, que stimule la politique gouvernementale, dépasse les limites par trop étroites du marché que lui offre le pays. Rien que les exportations des draps polonais à destination du marché russe atteignent vers cette époque la valeur annuelle d'environ 2.500.000 roubles (13). Aussi les industriels textiles de Moscou, menacés par cette invasion des produits polonais, font-ils entendre leurs plaintes, pour réclamer du gouvernement russe la protection douanière, qui les mette à l'abri d'une concurrence dangereuse.

(13) Chiffre, emprunté à l'ouvrage de St. Kempner « Dzieje gospodarcze Polski porozbiorowej » (L'histoire économique de la Pologne après les partages), Varsovie 1920, vol. I, p. 23.

CHAPITRE III

La Pologne sous la domination des États copartageants

En 1831 le régime politique qui garantissait au Royaume du Congrès le minimum de liberté, indispensable à son essor économique, s'effondre sous les coups massifs de l'armée russe. Les garanties constitutionnelles, octroyées par le Tsar, ne valent plus rien. Il n'y aura plus de gouvernement autonome. Plus de liberté d'action. Les provinces, conquises par la force des armes, verront disparaître ainsi les dernières épaves d'un système qui a fait leur fortune économique. Désormais, toutes les parties intégrantes de l'ancienne Pologne auront à subir le sort commun à tous ceux qui ne sont pas maîtres d'eux-mêmes. La politique — ou plutôt les politiques, que vont adopter à l'égard de leurs provinces polonaises les États copartageants, pourront bien varier de Vienne à Berlin, de Berlin à St-Pétersbourg ; la conséquence en sera partout la même : le ralentissement du rythme de l'évolution économique sous le poids écrasant de la dépendance politique.

Rien n'est plus frappant à cet égard que l'exemple de la Galicie, soumise à une politique, dont nous avons signalé l'influence fâcheuse. Les tendances nettement hostiles au développement économique de cette province s'y affirment avec une singulière persistance à travers tous les changements de régime politique qu'apporte la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le triomphe des principes libéraux qui serviront de base à la reconstruction de la vieille monarchie aboutira, en 1867, à un système, garantissant à la population polonaise les bienfaits d'une autonomie administrative. « Le nouveau cours » politique, imposé par la force des événements, pourra bien favoriser, dans les limites de la Galicie, un certain essor de la culture nationale : il n'aura pas de répercussions dans le domaine de l'activité économique. Vienne s'est vue forcée d'abdiquer les larges pouvoirs que lui assurait un absolutisme centralisateur : elle va garder intacte la prééminence, due à son rôle de centre économique et financier d'un organisme complexe, dont elle contrôle le développement.

C'est à la lumière de cette affirmation, qu'il importe d'examiner le tableau qu'offre la situation économique de la Galicie dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Le pays abonde en richesses naturelles de toutes sortes (charbon, bois, pétrole, potasse, etc.) qui représentent autant de possibilités virtuelles d'un développement prospère. L'activité économique y est donc sûre de trouver des bases naturelles solides. Pour quelle puisse aboutir, deux conditions primordiales sont absolument nécessaires : des capitaux abondants, indispensables à la mise en valeur de ces richesses naturelles, et un réseau de voies de communications d'une densité suffisante pour faciliter leur circulation.

L'une et l'autre de ces conditions font défaut. L'afflux des capitaux se montre trop faible pour pouvoir satisfaire les besoins multiples de la Galicie qui cherche à perfectionner son outillage économique. Le courant des capitaux étrangers évite cette province dont on ignore les conditions et les possibilités. Les grandes puissances

bancaires de Vienne préfèrent offrir leur collaboration aux autres provinces de la Monarchie, dont l'évolution industrielle est favorisée par la politique largement protectionniste du gouvernement autrichien (l'Autriche allemande, la Bohême).

Aux difficultés, dues à l'insuffisance chronique des crédits, s'ajoute l'action des autres facteurs qui contribuent à accentuer davantage la pénurie des capitaux, cause déterminante du malaise économique dont souffre la Galicie. Victime d'une exploitation fiscale, cette province, pauvre en capitaux, donne à la Monarchie des Habsbourgs plus qu'elle n'en reçoit. Le solde actif net qu'elle représente dans le budget austro-hongrois atteint, à la veille de la guerre, la valeur annuelle de 132 millions de couronnes (soit environ 140 millions de francs or chiffre imposant, si on le compare aux disponibilités bien maigres du pays (14).

Dans le domaine des communications — il importe de constater la carence évidente du gouvernement de Vienne qui néglige d'une manière systématique les besoins en cette matière de sa province polonaise. Les nouvelles constructions de voies de communications qu'il y exécute sont loin d'être suffisantes. En 1912 — la densité du réseau ferroviaire que possède la Galicie (5,26 km. de voies ferrées sur 100 km² de superficie) est sensiblement inférieure à la moyenne pour toute l'Autriche, qui est de 7,63 km. sur 100 km². Encore faut-il souligner que, dans les limites des territoires polonais, un certain nombre de voies existantes suivait un tracé, conforme aux considérations d'ordre purement straté-

(14) Kempner, op. cit., vol. I, p. 352.

gique. C'est dire que leur utilité économique était fort réduite.

Au milieu des conditions nettement défavorables, le progrès économique suit une allure un peu lente. Faute d'une mise en valeur rationnelle, les vastes ressources que recèle le sous-sol richement doté de la Galicie demeurent à l'état oisif, sans pouvoir exercer leur action sur la vie économique du pays. Les industries extractives, aux prises avec des difficultés énormes, auxquelles le gouvernement autrichien n'est pas absolument étranger, ne parviennent à mettre à profit qu'une part relativement faible de leurs possibilités.

Notons comme exemplé les commencements pénibles de l'industrie pétrolière, condamnée à lutter à armes inégales contre la concurrence du pétrole étranger, qu'encourage la politique du gouvernement autrichien. Celui-ci ne se fera pas faute de recourir à une mesure qui aura des effets désastreux : la réduction sensible des droits sur le pétrole brut (15). La baisse catastrophique des prix intérieurs du pétrole qui s'en suivra ne sera certes pour stimuler l'essor de l'industrie pétrolière en Galicie.

Un autre exemple, et non moins probant, est fourni par le charbon. Le pays en possède des réserves considérables, que les géologues estiment à 14.2 milliards de tonnes ; cependant — sa production de charbon, paralysée par un concours de circonstances défavorables, atteint à peine le chiffre annuel de 2 millions de tonnes (année 1913). La Galicie, richement dotée par la nature, devient tributaire de l'étranger en matière de charbon.

(15) Cette mesure fâcheuse qui date de 1884 ne sera rapportée qu'en 1900.

Les quantités de ce combustible qu'elle doit importer atteignent en 1913, le niveau annuel de 2.013.000 tonnes, soit environ 51 % de sa consommation globale (16). Cette situation paradoxale est due pour une large part, à la politique des tarifs différentiels, destinés à favoriser, au détriment des mines galiciennes, les importations du charbon, provenant de l'Allemagne.

Mentionnons enfin le cas de potasse dont les gisements très riches (dans la région de Kalusz), négligés par le gouvernement autrichien qui en est le propriétaire, devront attendre, pour être mis en valeur, jusqu'au jour, où la Pologne redeviendra indépendante (17).

Par suite de l'état stationnaire de la production industrielle, les villes galiciennes ne peuvent fournir aucun remède à la crise de surpeuplement dont souffre la campagne. On y assiste au processus du morcellement de la propriété paysanne, ce qui ne manquera pas d'exercer une influence fâcheuse sur le niveau général de

(16) Kempner, op. cit., p. 345.

(17) Les gisements de potasse ont été découverts dans la région de Kalusz (Galicie Orientale) en 1854. Le gouvernement autrichien, obéissant aux suggestions de Berlin (qui cherchait à assurer le monopole à la production allemande de sels de potasse) s'obstinait très longtemps à ne pas vouloir concéder l'exploitation des mines galiciennes dont il était le propriétaire. Ce n'est qu'à la veille de la guerre, qu'on autorisa la formation d'une société qui devait assurer la mise en valeur de ces gisements.

Ajoutons que sous l'administration polonaise la production des sels de potasse, stimulée par les besoins croissants de l'agriculture, accuse de progrès remarquables : en 1913 elle atteignait à peine le niveau de 2,3 milliers de tonnes ; en 1929 elle s'élève déjà à 359 milliers de tonnes, soit un accroissement de 1 : 156.

(Source : Données statistiques de l'Union des Industries Chimiques en Pologne).

l'agriculture. D'après les évaluations du prof. Bujak, il n'y aura pas, en 1902, moins de 850.000 exploitations agricoles (soit plus de $\frac{3}{4}$ du chiffre global), dont la superficie, inférieure à 5 ha, sera trop exiguë pour pouvoir assurer la subsistance d'une famille paysanne (18). Sous la pression des nécessités qu'un tel état de choses fait naître, l'excédent de la population agricole devra quitter le pays en quête d'emplois qui y font défaut.

L'émigration de la main-d'œuvre accuse un mouvement ascensionnel. Pendant la période de 35 années, précédant la guerre (1880-1914), les statistiques officielles de l'Autriche-Hongrie n'enregistrent pas moins de 1.150.000 émigrés de nationalité polonaise. Ajoutons que, d'après les calculs du dr. Caro, basés sur les données officielles autrichiennes, la perte en matériel humain qu'a subie la Galicie par suite de cet exode atteint au cours d'une seule décade (1899-1910) le niveau de 8,7 % de sa population totale, tandis que le chiffre, afférent à toute la Monarchie n'excède pas 4,92 % (19). La comparaison de ces coefficients suffit, à elle seule, pour faire apparaître l'état de détresse profonde, dans lequel se trouvait cette province polonaise.

Il est vrai que les éléments actifs de la population polonaise ne se laissent pas décourager par les graves difficultés, s'opposant au libre essor des forces productives de leur pays. Au milieu de conditions nettement défavorables se font jour des efforts constructifs, tendant à émanciper la Galicie de l'hégémonie austro-allemande. Ces efforts persévérants qui orientent les énergies na-

(18) Bujak, op. cit., p. 52.

(19) Szawleski, *Kwestja emigracji w Polsce* (La question de l'émigration en Pologne), Varsovie 1927, p. 50.

tionales vers l'industrialisation du pays impriment un certain élan à son activité économique; cependant ils n'arrivent à réaliser leur but que d'une manière très incomplète.

A la veille de la guerre, la transformation de la structure économique du pays est à peine ébauchée: retardé dans son évolution, il conserve toujours le caractère d'une économie arriérée à prépondérance marquée de production de matières premières. Sa physionomie primitive se reflète dans les chiffres des échanges qu'il fait avec les autres provinces, plus avancées que lui dans la voie de l'industrialisation. Il leur fournit — en échange des produits finis dont il a besoin — de larges quantités de ses matières premières, qu'il n'est pas à même d'ouvrir par ses propres moyens. D'après les évaluations approximatives, basées sur les statistiques officielles du trafic ferroviaire dans les limites du territoire de la Galicie occidentale, les exportations de matières premières atteignent en 1913 le niveau de 90 % de la valeur totale des exportations que fait cette région du pays; les exportations de produits demi-ouvrés représentent une valeur inférieure à 3 %. Les exportations de produits finis dépassent à peine le niveau de 7 %. Aux importations — au contraire — ce sont les produits finis qui ont la prépondérance très accentuée (82 % de la valeur totale des importations en 1913), tandis que les matières premières et les produits demi-ouvrés ne représentent respectivement que 10,2 % et 7,8 % (20).

(20) Nous avons basé ce calcul sur les chiffres statistiques, empruntés à l'ouvrage de M. Biegeleisen : *Stan ekonomiczny Malopolski* (La situation économique de la Galicie). Varsovie 1921, p. 266.

Le tableau que forment ces chiffres paraît particulièrement suggestif. Il est aisé d'y saisir sur le vif l'influence nuisible qu'exerce l'état de dépendance, où se trouve une contrée, sur l'évolution de sa structure économique.

Durant cette même période difficile, dont nous cherchons à dégager les caractères, deux provinces polonaises (21), soumises à la domination allemande : Posnanie et Poméranie auront à subir le poids d'une politique nettement hostile du Reich, continuateur du système germanisateur de l'ancienne Prusse. Fidèle aux méthodes traditionnelles qui ont fait leur preuve, le gouvernement de Berlin cherchera toujours à saper les bases économiques de la résistance, qu'oppose à l'expansion allemande la population autochtone des provinces polonaises du Reich. Des encouragements officiels seront donnés, des concours pécuniaires — largement accordés aux associations pangermanistes (telle la célèbre Ostmarkenverein, Ha-Ka-Te, fondée en 1894), appelées à organiser la conquête économique des « marches de l'Est ». Et pourtant — malgré tous les efforts conjugués de l'Etat et des associations, richement dotées, qu'il contrôle, le bilan de la politique de germanisation se solde par un gain net, très inférieur aux résultats escomptés. C'est que la population polonaise, fermement attachée au sol de son pays natal ne veut pas céder le terrain. Plus le danger de la conquête allemande se précise, plus la défense devient acharnée et efficace. Devant l'insuccès évident de la « pénétration

(21) La troisième province polonaise du Reich : la Haute-Silésie fera l'objet des remarques que l'on trouvera plus bas (voir : pages 66-67 ; 71-72).

pacifique » le gouvernement de Berlin aura donc recours à une législation d'exception : l'expropriation forcée aux fins de la colonisation allemande sera votée par le parlement du Reich (1908).

La politique de germanisation forcée qui trouve son expression brutale dans le vote de larges crédits, destinés à l'œuvre de la colonisation allemande (lisez : l'expropriation des biens polonais), a fait apparaître le danger, menaçant l'élément le plus essentiel de la résistance nationale : la terre.

Les nécessités directes que fait naître l'organisation de la défense pèseront désormais sur toute l'évolution économique de la Posnanie et de la Poméranie. La situation précaire de l'agriculture polonaise, menacée par l'expropriation, aura pour conséquence de faire dévier le courant des capitaux qui, dans des conditions normales, auraient pu faciliter l'éclosion des industries nouvelles. Tandis qu'en Allemagne les grandes banques, dotées de vastes ressources, collaborent à l'œuvre de l'industrie, dans les limites des « marches orientales » — les coopératives de crédit polonaises, qui forcent l'admiration des observateurs étrangers (22) doivent concentrer leur activité sur cette fonction principale : défense de la terre.

Les résultats acquis sont en rapport des sacrifices consentis. La population polonaise, condamnée à vivre sous le poids d'une législation d'exception parvient à main-

(22) L'auteur anglais Henry W. Wolf, président de l'Association internationale des coopératistes dans l'ouvrage qu'il a fait paraître sous le titre « Peoples Banks — a record of social succes » (London), n'hésite pas d'écrire que les coopératives de crédit, en Pologne allemande « ont créé des merveilles » dans les limites de leur sphère d'action.

tenir les positions, que lui dispute l'expansion allemande. L'agriculture, assurée d'un concours financier des banques, réalise des progrès considérables. Durant une période de 15 années (1895-1910) la production des grains a presque doublé (23). Par suite de l'application des méthodes perfectionnées de culture — le rendement à l'hectare s'est accru d'une manière sensible: pendant les quatre dernières années avant la guerre les récoltes augmentent d'environ 30 % par rapport à la période quinquennale précédente (1906-1910).

L'industrie, à l'exception de quelques branches, liées à l'agriculture (l'industrie du bois, qui doit son essor à sa situation géographique, l'industrie du sucre, l'industrie de la distillation d'alcool, etc.) — est loin d'accuser d'aussi notables résultats. Exposée à une forte concurrence des centres industriels allemands, d'une puissance infiniment supérieure à la sienne — elle suit une allure trop lente pour pouvoir transformer la structure économique des deux provinces polonaises du Reich. Le Duché de Posen et la Prusse Orientale conservent le caractère éminemment agricole. D'après les statistiques officielles, publiées par l'administration des chemins de fer allemands, les deux provinces en question réalisent du chef de leurs exportations de céréales panifiables et d'autres produits alimentaires un solde actif qui, à la veille de la guerre, dépasse la moyenne annuelle de 400 millions de marks or. Fournisseurs de l'Allemagne en articles d'alimentation, elles servent de débouché à sa production industrielle. L'excédent des importations des produits industriels, qu'elles font

(23) Bujak, l. c., p. 47.

venir pour la plupart de l'Allemagne, sur les exportations — peu élevées de ces articles atteint à la même époque le niveau annuel d'environ 150 millions marks (24). Ainsi se réalise au détriment de ces provinces une division du travail, absolument conforme aux intérêts de l'impérialisme économique allemand.

Par suite de la lenteur du développement industriel des deux provinces polonaises du Reich, leur population surabondante, que l'agriculture, quoique prospère, n'est pas à même de nourrir, alimente le courant d'émigration qui, chaque année, emporte des milliers d'individus. Nombre d'émigrés polonais, originaires de ces provinces, se dirigent vers le continent américain, d'autres, non moins nombreux, iront grossir les cadres de l'armée ouvrière qui s'entasse dans les centres industriels de la « région noire » (Westphalie, bassin de la Ruhr). En 1914 le bilan des pertes, qu'a subies à la suite de cet exode la population polonaise du district de Posen, de la Prusse Occidentale ainsi que de la Haute-Silésie, dont nous parlerons plus tard, se monte à 1.300.000 hommes, soit environ un quart (24,8 %) de son effectif total (25).

Les phénomènes, que nous venons de signaler, donnent la mesure des influences fâcheuses qui entravent l'essor industriel des provinces polonaises, inféodées aux deux Empires germaniques : Autriche-Hongrie et Allemagne. Il nous reste à retracer l'évolution que suivra la partie

(24) Rose (A.). Bilans handlowy ziem b. dzielnic pruskiej (La balance commerciale des territoires polonais sous la domination allemande), Varsovie 1920, p. 684 ss.

(25) Szawleski, op. cit., p. 60.

centrale de l'ancienne Pologne qui, au lendemain de 1831, tombe sous la domination absolue de la Russie.

Constatons d'abord que les principes, dont s'inspire à son égard la politique économique du gouvernement russe, ne sont certes pas pour favoriser le développement de cette région. L'orientation de cette politique, adaptée à la structure primitive de l'économie russe, encourage tout particulièrement l'agriculture ainsi que la production des matières premières. Ce n'est pas dire qu'un degré égal de protection gouvernementale soit accordé à toutes les catégories d'intérêts économiques en cause : dans le cadre du système qui a son centre de gravité à Pétersbourg, les intérêts de la population russe subissent un traitement préférentiel au détriment des intérêts vitaux que représentent les provinces polonaises de l'Empire.

Ainsi — la politique, destinée à encourager la production agricole de la Russie centrale et méridionale donne des effets nettement préjudiciables à l'agriculture polonaise. Par suite de l'application de tarifs différentiels, dont la construction ingénieuse favorise les transports à destination lointaine, — le blé russe, produit d'une culture extensive et partant moins coûteuse, viendra concurrencer le blé polonais, obtenu à un prix de revient plus élevé.

Cette concurrence entraîne fatalement un recul sensible de l'agriculture polonaise qui n'est plus en mesure de satisfaire aux besoins alimentaires du pays : celui-ci devient tributaire de l'Empire russe en matière de céréales panifiables, dont les importations atteignent la valeur annuelle d'environ 10 millions de roubles or. Ce chiffre significatif constitue un indice révélateur du

malaise chronique, affectant la production agricole de la Pologne russe.

Il en sera de même de la politique douanière russe. Afin d'encourager la mise en valeur des ressources naturelles qui font la richesse de la Russie, le gouvernement de St-Pétersbourg aura recours à des droits d'entrée très élevés, dans certains cas prohibitifs, qui viendront frapper les principales matières-premières d'origine étrangère (26).

Cette orientation, par trop unilatérale, de la politique douanière, favorisant la production des matières premières au détriment des industries de transformation, ne manquera pas de produire ses effets nuisibles : le Royaume du Congrès, incorporé au système douanier russe, aura à subir tout leur poids. Le haut niveau des prix de certaines matières premières (minerai de fer, coton brut), conséquence inévitable des droits de douane à tendance prohibitive, pèsera lourdement sur les conditions générales, au milieu desquelles évoluent les deux industries qui ont pris naissance avant le moment de l'incorporation du Royaume de Pologne à l'Empire : l'industrie métallurgique et l'industrie du coton.

Les conséquences nuisibles de la dépendance politique ne s'arrêtent pas là. D'autres obstacles, et non moins sérieux, embarrassent la voie du progrès économique de la Pologne russe. Les besoins impérieux du pays en ma-

(26) Le droit de douane, frappant le minerai de fer, se monte à 0,105 roubles or par 1 ponde (= 16 kgs), ce qui équivaut à une taxe de 175 % ad valorem. Le droit sur le coton brut a été fixé, en 1903, au niveau de 4 roubles or par 1 ponde. Par suite de cette mesure (inspirée par le désir d'encourager la culture du coton à Turkestan) le prix du coton brut à Lodz dépassait d'environ 40 % le niveau moyen à l'étranger.

tière de communications sont en souffrance. Le gouvernement de St-Petersbourg, dominé par les conceptions stratégiques de l'Etat major russe, traite la rive gauche de la Vistule (partie occidentale du Royaume du Congrès, où se trouve située la région industrielle) comme « glacis » militaire : il vise à y créer un ensemble de conditions matérielles de nature à retarder, le cas échéant, l'invasion des armées ennemies. Dans les limites de cette zone, prédestinée au rôle de théâtre d'opérations défensives, toute voie de communication semble offrir à l'envahisseur éventuel des facilités de marche qui augmentent ses chances. Aussi le programme des constructions nouvelles dans le domaine de la grande voirie sera-t-il réduit au minimum. On ira jusqu'à paralyser l'initiative privée qui, pour le bien du pays, cherche à se substituer, en quelque sorte, à l'action délibérément négligée des autorités administratives russes.

Voici le principe. Quels en sont les résultats ? Durant un quart de siècle (1847-1870) pas une seule chaussée n'a pas été construite sur le vaste territoire du Royaume du Congrès. Les voies existantes sont en très mauvais état. Le réseau ferroviaire, constitué — pour ainsi dire — en marge des préoccupations de politique économique (— nombre de lignes ont un caractère stratégique —) est loin de pouvoir satisfaire aux besoins du pays. Les voies ferrées, les plus indispensables à l'essor de sa vie économique, font défaut. Lodz — grand centre de l'industrie textile devra attendre jusqu'à 1866, avant d'obtenir la jouissance des bénéfices que procurent les chemins de fer. Est-il besoin d'ajouter, que les insuffisances du réseau ferroviaire qui se manifestent dans

les limites de la Pologne russe ralentissent le rythme de son activité économique ? (27).

Il n'y a pas lieu de s'étonner que les dépenses, parcimonieusement calculées, qu'affecte à ses provinces polonaises l'Empire russe, restent sensiblement inférieures au niveau des recettes, qu'en retire son fiscalisme exigeant. Victimes d'une exploitation fiscale, les provinces en question réalisent de ce chef dans le budget de l'empire un solde actif net dont la valeur annuelle, à la veille de la guerre, a été estimée à 90.000.000 de roubles or (soit environ 240.000.000 francs suisses). Si l'on y ajoute l'action de certaines mesures administratives, qui — pour ne citer qu'un exemple — imposaient aux caisses d'épargne, existant dans le pays, l'obligation de placer en valeurs russes les produits de leurs dépôts (28), on arrive à une conclusion intéressante : la Pologne russe, souffrant d'une anémie chronique de capitaux, devenait — sous la pression des circonstances — un pays exportateur de capitaux. Nul doute, que le tribut annuel qu'elle était obligée de payer à la Russie réduisait en proportion ses disponibilités bien maigres.

Malgré les difficultés que nous venons de signaler la province qui, jusqu'à 1831, formait une unité autonome dans le cadre de l'Empire russe (le Royaume du Congrès) parvient à réaliser de notables progrès dans le do-

(27) Dans la partie occidentale de la Pologne russe (l'ancien Royaume du Congrès) il n'y aura pas, à la veille de la guerre, plus de 3,3 km. de voies ferrées sur 100 km² de superficie ; la partie orientale est encore plus négligée à cet égard : le chiffre de 2,6 km. sur 100 km² de superficie donne la mesure de la densité minime de son réseau ferroviaire.

(28) Kempner, op. cit., v. I, p. 327.

maine économique. Les influences adverses qui s'exercent à son détriment retarderont son évolution économique : elles ne sauront pas enchaîner les forces productives du pays. Les bases de l'activité économique, que le gouvernement autonome disparu était parvenu à consolider d'une manière durable résisteront aux dures épreuves qu'entraînera fatalement le désastre de 1831.

Au lendemain de la catastrophe les tendances constructives, s'affirmant avec une énergie remarquable, tiendront tête aux mesures oppressives, destinées à briser l'essor économique de la nation vaincue (tels les droits bien lourds qui, après 1831, viendront frapper les exportations des produits polonais à destination du marché russe). La Banque de Pologne, dernière survivance du régime libre, dont elle fut la création, sera désormais le foyer de la résistance économique : dépositaire des traditions d'une politique constructive qui avait assuré le progrès remarquable du Royaume, elle cherchera à remplacer, en quelque sorte, dans ses fonctions organisatrices le gouvernement disparu. Son activité persévérante sauvera de la ruine nombre d'entreprises industrielles, existant dans le pays. Dans les limites un peu étroites, que lui assignent ses disponibilités, la Banque trouvera moyen d'alimenter les nouvelles branches d'industrie qui naissent à la vie. Après la liquidation de la Banque, décrétée par le gouvernement russe (1878), les banques privées seront déjà assez fortes pour pouvoir assurer la direction du mouvement économique qui va se frayer un chemin à travers les difficultés, que comporte la situation politique du pays.

En 1850 le gouvernement de St-Petersbourg fera tomber la frontière douanière, séparant de l'Empire l'an-

cien Royaume du Congrès. Cette mesure qui vise l'incorporation complète de la région polonaise dans le système économique russe n'en sera pas sans présenter certains avantages. Par suite de l'abolition des tarifs intérieurs — les perspectives lointaines du vaste marché russe vont s'offrir à la production industrielle du Royaume.

Certaines branches d'industrie qui sauront s'adapter à la situation nouvelle y trouveront leur profit. Ainsi l'industrie textile de Lodz, assurée des larges débouchés, qu'elle saura conquérir, va augmenter le volume de sa production cotonnière au point de devenir un concurrent vraiment dangereux pour le centre textile de Moscou. Celui-ci ne se lassera pas de demander au gouvernement des mesures de protection qu'on ne tardera pas à lui accorder sous la forme d'un traitement de faveur.

Dans certaines autres branches (industrie du cuir, industrie des machines et des constructions mécaniques, industrie du sucre) la production accuse des progrès considérables qui témoignent de la force d'organisation de l'industrie et de sa faculté d'adaptation aux conditions du nouveau milieu économique.

Cependant, malgré les résultats obtenus dans le domaine de l'industrialisation, la Pologne russe est encore loin d'un état normal, qui puisse lui permettre de réaliser les possibilités du développement dont elle est susceptible. Le mouvement ascensionnel de la production industrielle s'oriente dans quelques directions principales, que déterminent les besoins du vaste marché russe. Les autres voies d'évolution industrielle, que semblent indiquer au pays ses ressources en matières

premières, seront plus ou moins négligés. Le tableau économique du pays offre à cet égard quelques contrastes saisissants. Tandis que — pour ne citer qu'un exemple — l'industrie textile, qui associe le travail national aux matières premières étrangères (la laine russe et anglaise, le coton américain et celui du Turkestan) conquiert les marchés orientaux, la grande richesse naturelle du pays: le bois s'en va à l'état brut — pour alimenter les usines allemandes. A proximité de la ligne frontière russo-allemande on voit se former des centres industriels importants (29), qui doivent leur essor à l'afflux abondant du bois brut, que la Pologne russe, détentrice de cette matière première, n'est pas à même d'ouvrir par ses propres moyens.

Le nombre considérable d'émigrés qui, chaque année, sont obligés de quitter le pays (30) constitue un indice, révélateur des maux chroniques qui affectent l'organisme économique, dont la structure est mal équilibrée et par trop uniforme.

(29) Les scieries, concentrées dans la région de Bromberg (= Bydgoszcz, actuellement dans les limites de la Pologne) ; les grandes fabriques de pâte à papier — en Prusse orientale.

(30) Durant la période de 18 ans (1897-1914) le nombre d'émigrés qui s'en vont en Amérique atteint 700.000. Il faut y ajouter le chiffre de 350.000 que représentent les masses ouvrières mobilisées, chaque année, par les mouvements saisonniers (l'émigration saisonnière — à destination de l'Allemagne). Un autre courant, de moindre intensité, se dirige vers les régions industrielles de la Russie. On évalue à 600.000 le total des pertes qu'a subies de ce chef la Pologne russe durant une période de 50 ans.

CHAPITRE IV

Le bilan de la période de dépendance politique et économique

Nous sommes arrivés au terme de notre exposé historique. Il nous semble utile de mesurer le chemin parcouru : une analyse sommaire des phénomènes économiques que nous avons examinés nous permettra d'en dégager quelques conclusions qui ne manquent pas d'intérêt.

La coïncidence de certains faits d'ordre général, que nous avons cru devoir signaler dans notre exposé, nous autorise à constater la force de l'influence, qu'exercent sur l'activité économique les conditions du milieu historique, où elle se développe. Comme partout ailleurs, il existe un lien intime entre l'histoire politique de la nation polonaise et son évolution économique. L'alternance des périodes de prospérité et des périodes de dépression, qui se succèdent dans la voie de son progrès économique, reflète d'une manière assez fidèle les vicissitudes politiques de la Pologne.

Ainsi nous avons vu que le processus de la consolidation intérieure de l'Etat, au déclin du moyen âge, va de pair avec un essor rapide de l'activité économique. Celle-ci arrive à son plein épanouissement à l'époque même, où la Pologne est à l'apogée de sa puissance politique (le XVI^e et la première moitié du XVII^e siècle). Le déclin de cette puissance dans la seconde moitié du XVII^e siècle, entraîne fatalement la décadence économique : épuisé par une série de guerres dont il fut le théâtre,

le pays se laisse devancer par les autres qui marchent plus vite que lui. Si cependant les difficultés extérieures, que lui a values sa situation géographique aux avant-postes de la civilisation occidentale, finissent par provoquer une stagnation plus que séculaire, l'effort constructif du dernier règne — celui de Stanislas-Auguste — permettra à la Pologne, encore indépendante, de rattraper le temps perdu. Par suite des progrès réalisés dans le domaine économique — l'écart entre la Pologne et l'Occident diminue. L'ampleur des résultats obtenus au cours d'une période relativement courte, permet de conclure que, s'il avait été donné à la nation de continuer son effort au milieu de conditions politiques propices, elle serait arrivée à un degré de développement en rapport avec la variété de ses ressources.

La fin du XVIII^e siècle marque une cassure profonde dans l'histoire économique de la Pologne. Les bases de l'édifice multi-séculaire, qui assurait à la nation la possibilité d'une évolution normale, s'effondrent sous les coups des partages. Les conséquences de cette catastrophe seront d'autant plus lourdes, qu'elles se manifestent au seuil de l'époque de civilisation dynamique, que fut le XIX^e siècle.

Révolutionnaire dans ses méthodes, hardi dans ses réalisations, ce siècle viendra transformer d'une manière radicale les conditions du milieu économique. A l'époque du régime réglementaire succède une époque de liberté économique; à l'économie du marché local — l'économie du marché national qui évolue, elle, vers l'économie mondiale. Aux méthodes empiriques des manufactures qui ne sont que des ateliers aggrandis — se substituent les méthodes scientifiques du machinisme, générateur de l'industrie moderne.

La vie économique devient plus libre. La pratique qui s'engage délibérément dans l'ornière de la doctrine libérale s'appliquera à faire disparaître les obstacles artificiels, s'opposant à l'essor des forces productives. A l'intérieur des organismes nationaux — on voit tomber les barrières qui entravaient la libre circulation des marchandises. Ainsi s'achève le processus de la formation des grandes unités économiques nationales.

L'acte d'union avec l'Irlande viendra sceller, en 1800, l'unité économique des Iles Britanniques, unité réalisée depuis près d'un siècle par l'Angleterre et l'Ecosse, et que Smith considérait déjà comme « l'une des principales causes de la prospérité de la Grande-Bretagne » (31). La France a conquis la sienne en 1791 par la suppression des douanes intérieures. L'Allemagne, morcelée en une foule d'Etats, fera aboutir sur le plan national le vaste concept de Zollverein (1834) qui, par l'union douanière, prépare la voie à l'union politique.

Le champ d'activité s'élargit. Les grandes inventions qui font la gloire du siècle accélèrent le rythme de la production et en élèvent sensiblement le rendement. L'essor rapide des voies de communication rapproche les centres distants, dont les échanges réciproques deviennent plus faciles et partant plus intenses. La construction des réseaux ferroviaires, commandée par le besoin de l'unité, augmente la cohésion économique des organismes nationaux. Le marché national devient une réalité robuste. Les vastes possibilités qu'il représente stimulent l'évolution industrielle qui avance à pas de géant.

(31) Gide et Rist, Histoire des doctrines économiques, Paris 1922, p. 312.

Au milieu des réalisations grandioses qui, parfois, dépassent les forces de l'individu, le concours actif de l'Etat est la condition première du succès. Aussi n'est-on pas étonné de constater une collaboration étroite qui, au cours du XIX^e siècle, s'établit entre le sujet économique (*homo oeconomicus*) et la communauté politique dont il fait partie. Partout, dans les pays de l'Europe occidentale ainsi qu'aux Etats-Unis, les efforts constructifs des gouvernements viennent s'associer aux initiatives hardies des individus pour créer les conditions, favorables à l'essor des forces productives (réalisation des grands travaux publics, législation industrielle, politique douanière, conclusion des traités de commerce, etc.). Variable dans ses méthodes, mais constante dans la poursuite des buts qu'elle se propose, la politique économique qui donne le ton à cette époque semble dominée par la formule saint-simonienne : « tout pour l'industrie, tout par l'industrie ».

La situation forcée, imposée à la Pologne par les auteurs des partages, contraste singulièrement avec ce milieu historique qui semble fait pour faciliter la marche de l'évolution vers l'industrie. Dans ce pays qui perd à la fois la liberté et l'unité — les conditions, indispensables au progrès économique font défaut.

La dépendance politique enchaîne la liberté d'action économique. Les Etats, destructeurs de l'indépendance polonaise s'appliquent à entraver l'essor des forces productives de la nation opprimée. L'initiative qui se redresse après la secousse des partages aura à lutter à armes inégales contre la puissance des gouvernements hostiles.

Les provinces polonaises qui tombent sous la domi-

nation de Vienne et celle de St-Pétersbourg se voient déplacées dans la zone des « périphéries économiques ». Exploitées au point de vue fiscal et économique, elles n'auront qu'une faible part aux bénéfices des grands travaux publics (construction de voies de communication, travaux d'amélioration agricole). Cette carence, de caractère aussi capital, conjuguée avec les méfaits d'une politique, ou plutôt — des politiques (puisqu'il y en a deux) qui négligent les besoins vitaux des provinces en question — finit par créer un état de choses, particulièrement défavorable à leur évolution économique.

La situation, où se trouvent les parties intégrantes de la Pologne, annexées à l'Allemagne, paraît bien différente. L'administration de Berlin leur assure les bienfaits de la civilisation matérielle. Le territoire de ces provinces se couvre d'un réseau de voies de communication d'une densité suffisante pour satisfaire aux besoins du pays. L'école allemande apprend à la population polonaise le goût et les bonnes méthodes du travail. Envisagé de ce point de vue, le progrès, réalisé sous la domination de Berlin est incontestable. Cependant — la politique du gouvernement allemand détermine l'orientation du développement économique dans le sens de l'agriculture. Sous le poids d'un régime d'exception — l'industrialisation, dans cette partie de la Pologne, avance à pas lents.

Il est intéressant de noter que là même, où les conditions naturelles semblent faites pour stimuler l'essor rapide de l'industrie (en Haute-Silésie), le rythme du développement industriel est plus lent que dans les autres provinces du Reich, plus favorisées par la poli-

tique gouvernementale (Westphalie, bassin de la Ruhr). De 1909 à 1913, c'est-à-dire au cours d'une période particulièrement prospère, la production de fonte accuse en Allemagne une augmentation de 50 %. Dans la même période la production de la Haute-Silésie n'augmente que de 17 %. La part que représente la Haute-Silésie dans la production allemande de fonte diminue en proportion : s'étant élevée à 15 % en 1871, elle ne sera que de 5 % en 1913 (32).

Placée dans une situation forcée qui gêne la liberté d'action économique, la Pologne n'est pas à même de mettre en valeur ses richesses. Nombre de ses ressources naturelles (tels les gisements de potasse) demeurent à l'état oisif sans concourir à la formation du revenu national. Faute d'une transformation industrielle qui puisse en extraire des avantages plus larges, certaines matières premières qui abondent en Pologne (tel : le bois) s'en vont à l'étranger à l'état brut. Cet exode des matières premières qui constitue à lui seul un indice révélateur d'une évolution industrielle ralentie, ne sera certes pas sans provoquer des conséquences autrement importantes.

Par suite de la lenteur du développement économique, l'accumulation de la richesse nationale en Pologne retarde sensiblement sur l'accroissement de la population. L'industrie, relativement faible, n'offre qu'un champ d'activité à limites étroites. L'agriculture — source principale du revenu social — fléchit sous le poids écrasant du problème démographique. Le morcellement excessif de la propriété foncière, conséquence inévitable de

(32) Wierzbicki André. Le problème de la Haute-Silésie, Varsovie, 1921, p. 18.

l'accroissement rapide de la population rurale, provoque le chômage — total ou partiel — de la main-d'œuvre agricole. La crise de surpeuplement qui en résulte finit par créer une situation d'autant plus difficile, que les agglomérations urbaines représentent une capacité d'absorption bien restreinte.

Sous la pression des circonstances, l'exode rural qui devient un phénomène chronique se dirige vers les pays industriels, dont l'évolution rapide augmente la demande de bras. Un courant d'émigration s'ébauche. Par la logique inexorable des choses — la Pologne, exportatrice de matières premières, se voit promue au rang des principaux exportateurs d'hommes.

Voilà ce que devient, dans la réalité des faits, la promesse solennelle de 1815 — « d'activer autant que possible la culture dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, d'exciter l'industrie des habitants et de consolider leur prospérité ». Une autre obligation solennelle des Etats copartageants, également inscrite au traité de Vienne, devient, elle aussi, caduque. Malgré les stipulations expresses, destinées à assurer entre toutes les provinces polonaises ... « la circulation la plus illimitée de toutes les productions et produits du sol et de l'industrie de ces mêmes provinces... », les hautes murailles des tarifs douaniers se dressent le long des lignes des partages. Sous leur action l'ancienne unité économique de la Pologne se désagrège.

Enfermée dans les cadres des trois systèmes douaniers qui s'opposent les uns aux autres, l'activité économique des trois tronçons disjoints de la Pologne s'oriente dans des directions divergentes. Par suite de la disparition d'un centre de gravité commun, les tendances centrifuges l'emportent sur les tendances centripètes.

Pour mettre en relief la justesse de cette proposition nous croyons utile de citer deux exemples particulièrement suggestifs.

Le premier est fourni par le pétrole. La Pologne russe a besoin de larges quantités de ce produit. A proximité se trouvent situés les bassins pétrolifères de la Galicie, dont la production annuelle, en 1909, dépasse le niveau de deux millions de tonnes (environ 5,2 % de la production mondiale). Mais la Galicie, bien que proche, est séparée de la Pologne russe par une chaîne de montagnes qui s'appelle : tarif douanier.

Résultat : les produits de pétrole, d'origine polonaise, n'ont pas d'accès au vaste marché que forme la Pologne russe. Celle-ci doit faire venir le pétrole de la péninsule de Bakou, que sépare de Varsovie une distance d'environ 3.000 km. (Ajoutons, entre parenthèses, que la valeur annuelle de ces importations dépasse, en 1913, 33 millions de francs or).

Autre exemple : l'industrie textile de Lodz, dont nous avons signalé l'essor rapide éprouve un besoin impérieux de débouchés extérieurs, le marché local étant par trop restreint pour absorber sa production croissante. Les deux autres provinces polonaises sont là, avec tout leur pouvoir d'achat qui n'est nullement négligeable. Cependant, entre le producteur polonais et ses acquéreurs éventuels s'élève la haute muraille douanière qui rend leurs communications difficiles, sinon impossibles. Pratiquement ni la Galicie qui s'habille à Vienne, ni la Posnanie qui fait ses achats à Berlin ne sont à la portée de Lodz. On obtient une situation paradoxale : tan-

(33) Kempner, op. cit., t. II, p. 370

dis que les produits textiles de Lodz conquièrent des débouchés lointains (— à l'intérieur du vaste Empire russe et même en dehors de ses frontières asiatiques —), les deux parties intégrantes de ce qui constituait autrefois un marché unique sont submergées par les produits allemands et autrichiens.

Si maintenant nous cherchons à mesurer en chiffres la force de ces tendances centrifuges, dont nous avons touché les effets, nous arrivons aux résultats suivants :

Les chiffres, représentatifs de la valeur des importations que font, à la veille de la guerre, les trois parties intégrantes de la Pologne — donnent un total imposant : environ 6.106,1 millions de zlotys (valeur actuelle) par an. Les importations, provenant des territoires polonais (c'est-à-dire les importations de la Pologne russe, provenant de la Pologne autrichienne et allemande etc...) n'y figurent que pour un chiffre médiocre : 500 millions de zlotys, soit 8,2 % des importations globales. Les importations à provenance des pays autres que les Etats copartageants dépassent à peine ce chiffre : 516 millions de zlotys (8,5 % de la valeur globale des importations), ce qui prouve que la Pologne, privée de communication avec le monde extérieur, est un client bien médiocre pour tous ceux qui ne sont pas maîtres de son territoire. Seuls — les bénéficiaires des partages — ont une part léonine aux importations de la Pologne démembrée : 5.089,3 millions de zlotys, soit 83,3 % de la valeur globale.

Même tableau aux exportations. Sur un total de 7.349,7 millions de zlotys les exportations à destination des autres provinces polonaises s'élèvent également à

500 millions, soit 6,8 % du chiffre global. Les exportations vers tous les pays, autres que les trois Etats copartageants se montent à 581 millions (7,9 %). Le reste qui représente une valeur massive des exportations: 6.268,7 millions (85,3 % du chiffre global) — est absorbé par les marchés des Etats copartageants (34).

Retenons bien ces chiffres: 8,2 % aux importations et 6,8 % aux exportations. Ils nous donnent la mesure exacte de la faible intensité des échanges réciproques, que se font les parties intégrantes d'une unité économique disjointe.

Et partant, à travers les lignes de partages, doublées de frontières douanières, s'affirment certaines tendances centripètes qui vont travailler désormais à la reconstitution de cette unité. On dirait que la force de gravitation nationale commence à s'exercer sur les parcelles d'un système détruit.

Rien de plus caractéristique à cet égard que l'exemple de la Haute-Silésie. Evincée d'une partie du marché intérieur allemand que lui disputent ses puissantes rivales (Westphalie et le bassin de la Ruhr), — elle se tourne délibérément du côté de la Pologne russe et autrichienne. Il suffit de noter qu'au cours des deux décades qui précèdent la guerre (1890-1911) la consommation du charbon silésien à Berlin accuse une régression assez sensible: 25 %. Durant cette même période les envois de charbon silésien à destination du Royaume de Pologne, ainsi que ceux à destination de la Galicie

(34) Kwiatkowski E. (ancien ministre de l'industrie et du commerce). *Rekonstrukcja gospodarstwa Polski* (La reconstruction de l'économie polonaise). Varsovie 1929, pp. 23-24.

croissent dans la proportion de 1: 7. Augmentation: 600 % (35).

Entre la Haute-Silésie et les autres parties de la Pologne s'établissent des échanges multiples. La Haute-Silésie les approvisionne en engrais artificiels. Elles lui fournissent en revanche les denrées alimentaires, nécessaires à la subsistance de sa population ouvrière. Malgré les frontières douanières, la Haute-Silésie fait venir des autres provinces polonaises une quantité de céréales panifiables deux fois plus grande que le contingent, fourni par toute l'Allemagne. La quantité de pommes de terre importées est 3,5 fois et la quantité de viande de porc respectivement 4 fois plus grande que les chiffres, représentatifs des quantités, fournies par l'Allemagne. C'est donc la Pologne et non pas l'Allemagne qui nourrit la Haute-Silésie (36).

Les liens d'interdépendance économique qui rattachent la Haute-Silésie aux autres parties de la Pologne se resserrent au point que, durant la guerre, les industriels de cette région viendront demander au chancelier de l'Empire l'incorporation de la Pologne russe au système douanier allemand.

Cette interpénétration croissante des provinces qui s'étaient éloignées les unes des autres constitue incontestablement un résultat positif, qu'il importe d'inscrire à l'actif du bilan.

Il nous reste à enregistrer un autre résultat, celui-là plus important, parce que plus général. Les forces productives de la nation, au lieu de fléchir sous le

(35) Wierzbicki A. Le problème de la Haute-Silésie, Varsovie, 1921, p. 15.

(36) Ibid., p. 18.

poids des conditions adverses, se redressent assez vite et croissent en intensité.

Au déclin de cette période plus que séculaire de dépendance politique la Pologne est incontestablement plus forte et plus prospère, qu'elle ne l'était au lendemain de sa catastrophe. Sa volonté de vivre s'affirme dans tous les domaines. L'initiative privée qui semble braver les obstacles cherche à se substituer en quelque sorte aux fonctions de l'Etat, pour créer les conditions nécessaires au progrès (37). Les efforts constructifs, tendant à la constitution d'une industrie nationale, finissent par triompher des résistances, que leur opposent les conditions du milieu historique (38).

A la veille de la guerre la Pologne, visiblement retardée dans la voie de son évolution économique, voit diminuer la distance qui la sépare des nations plus avancées, parce que plus libres dans leurs mouvements.

(37) Mentionnons ici — à titre d'exemple — l'organisation de l'enseignement populaire dans la Pologne russe et autrichienne. Grâce aux efforts suivis, dus à l'initiative privée, les deux provinces polonaises se couvrent d'un réseau d'écoles primaires et secondaires, entretenues par des associations privées.

(38) Le Royaume de Pologne, placé dans des conditions relativement plus favorables que les autres parties de la Pologne réalise à cet égard des progrès remarquables. Pour en mesurer l'importance, il suffit de rapprocher deux chiffres significatifs : en 1876 — c'est-à-dire à l'avènement de l'ère d'une certaine prospérité économique — le chiffre global d'ouvriers engagés dans la grande industrie du Royaume n'excède pas 76.000. A la veille de la guerre — en 1910 — elle atteint le niveau de 400.000. Malgré cet accroissement la population ouvrière ne forme qu'un pourcentage assez faible de la population qui habite cette partie de la Pologne.

La variété des ressources naturelles, dont elle dispose, la puissance démographique de la population, conjuguée avec ses aptitudes au travail, la persévérance des efforts constructifs qu'elle a su réaliser, la fermeté de l'initiative dont elle a fait preuve, enfin la persistance des forces centripètes, s'affirmant à travers les lignes des partages, — constituent autant de chances d'un développement économique prospère qui commencera le jour même où, par un heureux retour des choses, la nation divisée et opprimée se verra restituer à la fois l'unité et la liberté.

DEUXIEME PARTIE

Les voies du développement économique de la Pologne indépendante

CHAPITRE PREMIER

Les débuts pénibles de l'Indépendance Polonaise

Née de la guerre, l'indépendance de la Pologne fut payée au prix de destructions formidables. Plus des deux tiers (70 %) du territoire, qu'enferment les frontières actuelles de l'Etat polonais, eurent à subir les effets désastreux des opérations militaires. Au moment de l'offensive austro-allemande de 1915, qui se déroule sur le sol polonais, le nombre total des immeubles sinistrés se monte à 1.880.000, dont plus de 500.000 maisons d'habitation. Les ravages, infligés au pays, dépassent sensiblement la mesure, justifiée par les nécessités immédiates de la guerre. C'est que l'armée russe, forcée à la retraite, avant de céder le terrain aux austro-allemands victorieux s'applique à le transformer en désert. Pour réduire les possibilités d'approvisionnement des armées ennemies, l'état-major russe ordonne l'évacuation en masse de la population agricole des régions, abandonnées par les troupes russes. On ne compte pas moins de 3,6 millions de ces réfugiés transférés, avec leur cheptel, dans des régions plus éloignées de la ligne du front.

Ces événements ont gravement endommagé l'agriculture polonaise. Le rappel de quelques chiffres paraît nécessaire pour pouvoir apprécier l'étendue des pertes, qu'elle a subies. Au moment de l'armistice de 1918 la superficie totale des terres en friche atteint 4.600.000 ha. Le cheptel accuse une diminution sensible par rapport à la période d'avant-guerre. Les pertes se montent à

1.600.000 têtes de bovins et 2.500.000 pores et moutons. Le nombre de chevaux diminue d'environ 1.000.000. Y a-t-il lieu de s'étonner qu'au lendemain des dévastations — en 1919 — les récoltes atteignent à peine le tiers de ce qu'elles étaient avant la guerre ? (La récolte du froment tombe à 36 % du chiffre d'avant-guerre ; la récolte du seigle — à 35 % ; celle des betteraves à sucre — à 34 %).

L'industrie, moins éprouvée par la puissance destructrice de la guerre (combats, feu d'artillerie) a énormément souffert par suite des ravages systématiques, opérés sous couvert de réquisitions. Avant même qu'elles fissent sentir le poids de leurs conséquences, le plan de désorganisation économique, réalisé par l'état-major russe au moment de la retraite de 1915, priva les provinces centrales de la Pologne d'une partie de l'outillage industriel. L'ordre d'évacuation générale du pays, exécuté avec toute la rigueur, força un nombre considérable d'usines polonaises à transporter au fond de la Russie leurs installations techniques, dont la plupart ne devaient jamais revenir.

Tout ce qui restait de l'industrie fut exposé aux réquisitions militaires. Leur action se montra d'autant plus pernicieuse, que, voulue et réfléchie, elle s'attaquait à tous les éléments constitutifs de l'industrie.

Ce furent — pour commencer — les réquisitions des produits finis, ainsi que des matières premières en stock (réserves de coton et de laine dans le centre textile de Lodz ; approvisionnements de charbon ; grandes quantités de fonte de fer, etc...). Tous les trois belligérants en eurent leur part.

Vinrent ensuite les réquisitions de l'outillage et des

machines. Ce fut un pillage minutieux des usines, épargnées par la guerre. Les autorités militaires allemandes y excellaient. On transportait en Allemagne des centaines de machines tout entières, dont on prétendait avoir besoin. On démontait les autres — pour en extraire les pièces en cuivre. Au total : quelques 2.000 moteurs électriques, 6.000 moteurs de toutes sortes, plus de 2.500 machines-outils — chiffres considérables, si l'on tient compte du degré de l'industrialisation du pays.

En tout : plus de 10 milliards de francs or de pertes directes, pour lesquelles la Pologne n'a pas touché un centime de réparations.

Pour compléter le tableau, il y aurait lieu d'y ajouter les pertes considérables de capitaux disponibles. Les fonds de roulement dont disposait, avant 1914, l'activité économique des provinces polonaises ont été gravement entamés par la guerre. Seuls, les instituts de crédit, existant dans les limites de la Pologne russe, (caisses d'épargne communales, banques privées, succursales de la Banque de l'Etat russe) ont emporté, au moment de l'évacuation générale (été 1915) une somme de dépôts, se montant à 3.275 millions de francs suisses. Est-il besoin de souligner, que le retrait de fonds d'une telle importance bouleverserait les bases de l'équilibre économique qui s'était établi dans cette partie de la Pologne ?

Au milieu des conditions indiquées, l'arrêt de l'activité économique est presque complet. Au moment où, dans la plupart des pays belligérants, la production industrielle, mise au service de la guerre, atteint le point maximum (1918), dans l'ancien Royaume de Pologne, soumis à l'occupation militaire austro-allemande, le chiffre global des ouvriers, occupés dans l'industrie,

tombe à 14 % du niveau d'avant-guerre. Parmi les masses des chômeurs, vivant dans un état de misère, les autorités militaires recrutent des « bataillons ouvriers », destinés à combler les vides dans l'effectif de la main-d'œuvre allemande.

*

* *

La période de guerre, succédant à un siècle de dépendance politique et économique, léguait à la Pologne indépendante des problèmes particulièrement difficiles à résoudre. Les difficultés à vaincre dépassaient celles, que connut le monde d'après-guerre. Pour rétablir les conditions d'une vie normale, les pays « anciens » n'avaient qu'à remettre en état leur outillage économique détérioré par la guerre. Dans un pays économiquement arriéré, comme l'était la Pologne, il fallait créer de toutes pièces un outillage nouveau, permettant une meilleure utilisation des forces productives existantes. Il fallait construire l'économie rurale et l'économie urbaine sur des bases absolument nouvelles, adaptées aux besoins et aux possibilités de l'organisme national reconstitué.

Les conditions générales, au milieu desquelles avait à évoluer la Pologne, n'étaient certes pas pour faciliter la réalisation de cette œuvre constructive.

La situation extérieure était précaire. L'armistice de novembre 1918 n'apporta pas à la Pologne les bienfaits de la paix, si nécessaire à sa reconstitution économique. A peine délivrée de l'oppression plus que séculaire, elle eut à se défendre contre l'invasion de l'armée rouge qui, à un moment tragique (août 1920), vint menacer jusqu'à son existence indépendante. La victoire de la Pologne coûta cher : en plus des nouveaux ravages subis le pays

perdit, au moins partiellement, deux années de cette période particulièrement active, où l'Europe était en pleine reconstruction économique. Trois autres années s'écoulèrent, avant que fût fixé, d'une manière définitive le statut territorial de l'Etat reconstitué (1). Ainsi, au cours des premières années de l'existence indépendante, deux éléments indispensables à toute œuvre de construction économique font défaut : la sécurité et la stabilité.

La pénurie des capitaux, singulièrement aiguë oppose un autre obstacle à la reprise d'une activité normale. Au début de sa libre carrière la Pologne, bien que riche en ressources, est très pauvre en capitaux. A la suite des événements que nous connaissons — les réserves d'épargne, qu'elle s'était constituées avant la guerre ont été épuisées au point de disparaître (2). L'afflux des capitaux étrangers accuse une faible intensité. C'est que le monde de la finance internationale est trop découragé par les énormes pertes, subies à la suite des boulever-

(1) La délimitation de sa frontière occidentale n'est définitivement établie qu'au moment où la Pologne prend possession de la partie de la Haute-Silésie qui lui a été attribuée à la suite du plébiscite (juin 1922). La décision de la Conférence des Ambassadeurs, portant la fixation définitive de la frontière orientale de la République, n'intervient qu'au mois de mars 1923, soit vers la fin de la première période quinquennale.

(2) Pour pouvoir apprécier les difficultés initiales, avec lesquelles la Pologne était aux prises, nous croyons utile de signaler un chiffre qui nous semble caractéristique. Au mois de mars 1919 l'encaisse or, devant servir de base à la circulation monétaire de la Pologne, n'atteignait même pas un million de dollars américains. Avec une population deux fois plus nombreuse, l'Allemagne avait à la même époque une encaisse or environ 400 fois plus grande (1.493.000.000 marks or).

sements révolutionnaires, pour vouloir prêter une collaboration plus efficace à un pays qui n'a pas eu le temps de faire ses preuves.

Et cependant, ni la destruction profonde de l'outillage économique, ni les difficultés inhérentes aux problèmes de reconstruction, ne sauraient enrayer la force d'attraction qu'exerce le nouvel Etat polonais sur les éléments dispersés de sa population. Une réémigration assez forte, alimentée, pour la plupart, par les pays d'outre-mer, restitue à la Pologne, dans les premières années de son indépendance, une centaine de milliers de personnes (3). Ces nouveaux venus présentent pour le pays une acquisition appréciable: ils lui apportent l'appoint de leurs économies, nullement négligeables, et leur savoir technique, produit d'un apprentissage à l'étranger.

Une autre vague, véritable raz de marée, déverse, entre 1918 et 1924, un total de 1.264.000 réfugiés, que la guerre avait obligés de s'expatrier en Russie. Cette immigration, déclenchée par les événements tragiques de la révolution bolcheviste, commence à la veille de l'indépendance polonaise. En 1918 on compte environ 83.000 retours au pays; en 1919 on en compte plus de 286.000. Après un fléchissement temporaire, dû aux événements de la guerre polono-russe de 1920 (86.000 retours), le mouvement reprend en 1921 qui enregistre le chiffre maximum: 482.000. Après ce point culminant — l'année suivante marque une baisse assez sensible:

(3) D'après les données statistiques de l'Office polonais d'Emigration, le chiffre total des réémigrants qui, dans la période quinquennale 1919-1923, rentrent en Pologne des pays d'outre-mer se monte à 99.835.

279.000. Pendant les deux années : 1923 et 1924 le courant s'épuise : le chiffre global des retours enregistré dépasse à peine le niveau de 48.000.

En somme : plus d'un million et quart de personnes, quelques 300.000 familles ; masse énorme qui représente une demande équivalente de moyens de subsistance, en même temps qu'une offre considérable de bras en quête d'emploi. Le poids de cette masse pèsera lourdement sur l'équilibre du pays, dont l'outillage économique est encore trop faible pour pouvoir faire face aux besoins impérieux de sa population croissante.

Ainsi s'annonce, dès le lendemain de la reconstitution de la Pologne, comme Etat indépendant, un problème qui, désormais, va commander sa situation et son devenir économique : le problème de la population.

CHAPITRE II

Le problème démographique de la Pologne

Le problème n'est pas nouveau. Quelques décades avant la guerre, il s'est manifesté en Pologne par une rupture d'équilibre entre le progrès démographique et le progrès économique.

Le mouvement naturel de la population polonaise accuse, depuis longtemps, une tendance à l'accroissement rapide. Les polonais sont une race prolifique. Ce n'est pas sans raison, que le chancelier allemand von Bülow viendra déclarer, en plein Reichstag, qu'ils « pullulent comme des lapins ». Les chiffres sont là pour confirmer la justesse de cette constatation. Ainsi — pour ne citer qu'un exemple — il y avait, avant la guerre, 525 enfants sur 100 femmes polonaises adultes, habitant dans les provinces polonaises du Reich. Sur 100 femmes allemandes, habitant les mêmes provinces, le nombre d'enfants n'est que : 408. Différence : 117 (4).

La forte natalité de la race polonaise détermine la vitesse de son accroissement naturel (5). D'après les estimations, basées sur les données officielles du recensement allemand de 1905, le taux d'accroissement, enre-

(4) Les chiffres ci-dessus ont été empruntés à l'étude démographique de M. Romer, professeur à l'Université de Léopol ; « *Ilu nas jest ?* » (Combien sommes-nous ?)

(5) D'après les estimations de M. Bator, le taux de natalité dans les provinces polonaises se maintient, avant la guerre, à un taux voisin de 4 %. Il était compensé, dans une certaine mesure, par un taux de mortalité, sensiblement supérieur à la moyenne européenne.

gistré dans les limites des provinces polonaises, se maintient à un niveau sensiblement supérieur à la moyenne du Reich : il est égal à 19,8 pour mille dans le district de Posnan, — 18,1 pour 1.000 — dans la Prusse Occidentale, tandis que le coefficient qui caractérise le mouvement démographique dans toute l'Allemagne n'excède pas 14,6 p. 1.000.

On constate le même phénomène dans les autres parties de la Pologne, où le taux moyen de l'accroissement naturel dépasse 15 p. 1.000.

Sous le poids de la dépense politique le développement économique de toutes les provinces polonaises suit, avant la guerre, une allure trop lente pour pouvoir absorber leur population rapidement croissante : une fraction importante de cette population s'en va à l'étranger à la recherche du travail, qu'elle n'est pas à même de trouver à l'intérieur du pays.

A l'époque, où l'exode de la population polonaise prend tout son essor (30-40 années qui précèdent la guerre) les perspectives qui s'offrent à l'émigration européenne sont particulièrement bonnes. On est en plein milieu d'une évolution industrielle de certains pays, dont le progrès rapide augmente la demande de bras. Des terrains économiques, riches de possibilités s'ouvrent largement aux importations de la main-d'œuvre étrangère.

La première place revient aux Etats-Unis qui représentent une capacité d'absorption vraiment formidable : durant une période de 35 années (1880-1914) ils reçoivent un total imposant de 21.862.694 immigrants (6), dont environ un dixième, originaire des provinces polonaises.

(6) André Siegfried, Les Etats-Unis d'aujourd'hui, Paris 1928, p. 6.

Ainsi le nombre total des immigrants polonais s'élève à deux millions. Ajoutons que, dans la dernière décade avant la guerre, le courant d'émigration qui s'oriente vers les Etats-Unis emporte, chaque année, de 150 à 200.000 Polonais.

A côté des Etats-Unis — d'autres pays du continent américain abritent des quantités considérables d'immigrants polonais. Ainsi, l'émigration à destination du Canada atteint la moyenne annuelle de 5.000 à 10.000. L'émigration au Brésil accuse une intensité sensiblement égale.

En Europe, c'est l'Allemagne qui offre à l'émigration les possibilités les plus larges. Son industrie rapidement grandissante, après avoir absorbé l'accroissement naturel de la population allemande, se voit amenée à faire appel à la main-d'œuvre étrangère. C'est alors, qu'attirés par de grands centres industriels, nouvellement constitués à l'abri de la puissance politique du Reich, les ouvriers polonais affluent en masse. A la veille de la guerre ils seront déjà, en Westphalie, au nombre de 400.000.

Un courant parallèle, d'une intensité sensiblement supérieure, bien que d'un caractère saisonnier, emporte chaque année vers la campagne allemande, dépeuplée par l'exode rural, des travailleurs agricoles polonais, qui y vont par centaines de milliers. D'après les données statistiques, publiées par l'Office Central des travailleurs étrangers (Arbeiterzentrale) le nombre d'immigrants polonais, venant, chaque année, en Allemagne pour la période des travaux agricoles saisonniers dépasse, à la veille de la guerre, la moyenne de 400.000.

Les chiffres ci-dessus permettent de mesurer l'in-

fluence qu'exerçaient les mouvements migratoires sur la situation économique de la Pologne d'avant-guerre.

L'émigration de caractère plus ou moins durable, stabilisée, dans la première décade du XX^e siècle, à un niveau, voisin de 200.000 par an, absorbait jusqu'à 50 % de l'accroissement naturel de la population polonaise qu'on estime égal à environ 400.000 (7). Cette émigration, dont nous avons ainsi déterminé l'importance, n'était pas sans présenter certains inconvénients: elle enlevait au pays ses éléments actifs, énergiques, entreprenants. Il n'en reste pas moins vrai, qu'elle jouait le rôle d'une soupape de sûreté, dont le mécanisme diminuait la forte pression démographique, provoquée par la vitesse du mouvement naturel de la population, en avance sur le développement économique. Le fonctionnement normal du mécanisme contribuait, dans une certaine mesure, à rétablir l'équilibre nécessaire.

L'émigration saisonnière qui mobilisait, chaque année, par centaines de milliers, la main-d'œuvre agricole en surabondance ne manquait pas d'atténuer la crise de surpeuplement, sévissant à la campagne.

Ainsi se posait, dans la Pologne d'avant-guerre, le problème démographique: la forte émigration en diminuait le poids.

Dans la Pologne indépendante la position du pro-

(7) Dans certaines régions, l'émigration finit par absorber presque tout l'accroissement naturel de la population polonaise. Pour la période décennale allant de 1880 à 1890, Dmowski arrive au tableau suivant :

	L'accroissement naturel	L'émigration
Posnanie	16,0 p. 1.000	13,1 p. 1.000
Prusse Occidentale	15,7 p. 1.000	13,7 p. 1.000

blème est bien différente. Les tendances qui dominent toujours le mouvement de la population s'affirment au milieu de conditions radicalement changées. Les possibilités extérieures d'emploi qui s'offraient à la main-d'œuvre polonaise subissent une réduction sensible. La pression démographique, s'exerçant à l'intérieur du pays augmente en proportion.

Phénomène étrange : contrairement à la plupart des pays européens, où se manifeste, après la guerre, un fléchissement du taux d'accroissement de la population (8), la vitesse du mouvement naturel en Pologne n'a pas diminué. La forte natalité renaît dès le lendemain de l'armistice. En 1919 le nombre de naissances vivantes pour 1.000 habitants est déjà de 30.5. En 1920 il s'élève à 32,2 — niveau, qui ne sera que légèrement dépassé dans les années suivantes. Dans ces mêmes années, qu'a marquées de son sceau la guerre contre la Russie des Soviets, le taux de mortalité dépasse sensiblement la mesure moyenne : il est de 26,9 pour mille en 1919, 27 p. 1.000 en 1920. Le retour des conditions normales le ramène à un niveau inférieur à 20 p. 1.000. C'est alors (1922) que le taux d'accroissement naturel s'établit à un niveau voisin de 15 p. 1.000 par an. A partir de ce moment, le mouvement naturel de la population en Pologne suit une ligne tantôt ascendante, tantôt légèrement descendante, dont voici les points successifs (9) :

(8) Woytinski Wl. Tatsachen und Zahlen Europas, Vienne 1930, p. 68.

(9) Source : Annuaire Statistique de la République Polonaise, 1930, p. 15.

Accroissement naturel de la population en Pologne

ANNEE	Pour 1.000 habitants
1922	15,5
1923	18,5
1924	16,8
1925	18,8
1926	15,5
1927	14,5
1928	15,9
1929	15,3
1930	17,0

Pour mettre en relief la vraie signification de ces chiffres il suffit de les comparer aux indices, exprimant la vitesse du mouvement naturel dans d'autres pays. Or, cette comparaison nous amène à conclure, qu'avec son taux d'accroissement, variant de 14 p. 1.000 à 19 p. 1.000 la Pologne dépasse sensiblement la moyenne, enregistrée dans l'Europe d'après-guerre. La vitesse du mouvement naturel en Pologne est environ deux fois plus grande qu'en Allemagne (7,9 p. 1.000) et douze fois plus grande qu'en France (1,3 p. 1.000 (10)).

L'accroissement de la population détermine, à la longue, l'offre de la main-d'œuvre. Ainsi nous sommes amenés à constater, que l'offre de la main-d'œuvre en Pologne se trouve dominée, comme avant la guerre, par un rythme accéléré.

(10) Les estimations ci-dessus ont été basées sur les données, relatives à l'année 1926. Voir à ce sujet : Aperçu de la démographie des divers pays du monde — publié par l'Office permanent de l'Institut International de Statistique, 1927.

Du côté de la demande sont survenus des changements importants: certains pays, largement importateurs de main-d'œuvre dans la période d'avant-guerre, se ferment plus ou moins à l'immigration polonaise.

Les Etats-Unis d'abord. Dominés par le souci d'assurer à leur population l'homogénéité ethnique, que menaçait l'afflux trop intense des éléments étrangers difficilement assimilables, — ils abandonnent, après la guerre, leur politique traditionnelle de « libre immigration » pour lui substituer le système restrictif du quota. Dans le cadre du système, introduit par voie législative, (Bill Dillingham de 1921 et Bill Johnston de 1924), le contingent d'immigration, alloué à chaque pays ne peut s'élever qu'à 2 % des personnes, nées dans ce pays, qui résidaient aux Etats-Unis en 1890 (la loi de 1921 avait dit 3 % et 1910) (11). Conformément aux principes dont s'inspire cette législation, actuellement en vigueur, le chiffre total d'immigrants polonais, annuellement admis aux Etats-Unis, a été fixé à un niveau dérisoire: environ 6.000, ce qui constitue à peine 3 — 5 % du chiffre moyen d'avant-guerre. Une restriction aussi rigoureuse équivalant presque à la fermeture complète du terrain qui, durant plus d'un quart de siècle, absorbait la majeure partie de l'émigration polonaise.

Un autre terrain d'émigration — l'Allemagne représente une capacité d'absorption fortement réduite par rapport à la période d'avant-guerre. Le chômage de caractère durable, qui y affecte de gros contingents de la main-d'œuvre, mettra hors de l'usine, dans les premières

(11) André Siegfried, Les Etats-Unis d'aujourd'hui, p. 115.

années d'après-guerre, un grand nombre d'ouvriers polonais, engagés dans l'industrie allemande. Privés d'emploi, ils s'en iront dans d'autres pays, pour la plupart en France qui les abrite par dizaines de milliers.

L'agriculture allemande, il est vrai, s'ouvre comme avant 1914, à la main-d'œuvre polonaise. Cependant, en raison des possibilités d'emploi fort réduites qu'elle représente, le nombre d'ouvriers, qu'y envoie la Pologne, est loin d'atteindre le quart de l'effectif annuel d'avant-guerre. Ajoutons que cette émigration, qui prend un certain essor à la suite de la conclusion d'une convention spéciale polono-allemande (1926), — offre toujours un caractère purement saisonnier. En 1926 sur 44.000 émigrants polonais qui vont en Allemagne il y aura environ 36.000 retours; en 1927 — sur 69.000 il y en aura 39.000. En 1929 on comptera 85.000 émigrants qui se rendent en Allemagne, mais le chiffre de réémigrants sera encore plus considérable: 87.000. En 1929 les chiffres respectifs sont: 87.000 et 82.000.

Refoulée par les obstacles de nature politique et économique que lui opposent ses anciens débouchés, l'émigration polonaise s'oriente vers la France, où, par suite de graves pertes en matériel humain, se fait sentir un besoin pressant de main-d'œuvre, absolument nécessaire à la reconstitution économique du pays. Dans les premières années, consécutives à l'armistice, ce courant d'émigration, presque inexistant avant 1918, accuse une grande intensité. Au cours de la période quinquennale 1920-1925 le chiffre global des immigrants polonais, qu'enregistrent les autorités françaises, dépasse 180.000. Il faudrait y ajouter l'effectif considérable d'ouvriers polonais, transmigrés de la Westphalie, qu'on évalue à

200.000. Dans les années suivantes les chiffres de l'immigration polonaise, réglés par le rythme de l'activité économique de la France, subissent des variations successives assez marquées. En 1926 l'immigration nette (entrées moins sorties) atteint le chiffre 62.000. Les années 1927 et 1928 marquent un recul très sensible : 12.000 et 22.000. L'année 1929 ramène le chiffre net de l'immigration au niveau très élevé : 73.000 (12). On le voit : ces chiffres sont considérables. Toujours est-il, que la France, malgré son besoin intense de main-d'œuvre étrangère, ne saurait, à elle seule, compenser la perte, totale ou partielle, des terrains, qui s'ouvriraient largement à l'immigration polonaise d'avant-guerre.

Les autres pays, importateurs de main-d'œuvre étrangère, offrent, à l'heure actuelle, des possibilités assez réduites. Deux terrains classiques d'immigration — le Canada et la République Argentine reçoivent au total 30 à 50.000 immigrants polonais par an. Malgré l'accroissement qu'il a subi dans les dernières années (1925-1929), cet effectif annuel atteint à peine le tiers du chiffre que représentait, avant la guerre, l'émigration polonaise aux Etats-Unis. Les autres terrains, ne jouant qu'un rôle relativement secondaire, ne sauraient rien changer à la situation (13).

(12) Annuaire Statistique de la République Polonaise, 1930, p. 30.

(13) Parmi ces autres terrains, il convient de mentionner la Palestine, dont le développement économique, entravé par des obstacles sérieux, semble avoir déçu les espérances que nourrissaient les militants du Sionisme. L'émigration en Palestine n'absorbe qu'une faible fraction de l'accroissement naturel de la population juive qui dépasse, en Pologne, la moyenne annuelle de 40.000. Cf. Georges Gliksman, L'aspect économique de la question juive en Pologne, Paris 1929, p. 178.

Les difficultés extérieures, s'opposant à la libre circulation de la main-d'œuvre polonaise, exercent une influence directe sur les conditions économiques, au milieu desquelles évolue la Pologne indépendante. Pour mesurer la force de cette influence, nous mettons les moyennes annuelles de l'émigration nette (émigration moins rapatriement des émigrants) à côté des chiffres, exprimant l'accroissement naturel de la population. Nous obtenons le tableau suivant :

*L'accroissement naturel de la population
et l'émigration en Pologne*

ANNEE	Accroissement naturel en milliers	L'émigration nette	
		en milliers	en ‰ de l'accroissement naturel
1919	96,2	0,4	0,4
1920	140,4	62,0	44,3
1921	322,1	66,1	20,5
1922	428,5	59,0	13,7
1923	520,9	121,5	23,3
1924	481,0	59,7	12,4
1925	544,4	60,0	11,0
1926	456,4	112,3	24,9
1927	432,9	67,8	15,7
1928	479,2	67,5	14,1
1919-1928	3.902,0	676,3	17,3

Pour faire mieux ressortir la signification des chiffres, que contient la dernière colonne du tableau ci-dessus, il importe de les comparer aux chiffres, relatifs à la période d'avant-guerre. On arrive ainsi à un résultat qui

mérite d'être souligné. Avant 1914, l'émigration mobilisait en Pologne un effectif annuel, s'élevant à la moitié de l'accroissement naturel de la population. Pendant la période décennale 1919-1928, le total net d'émigrants polonais n'atteint même pas un cinquième de l'accroissement naturel.

La situation est bien nette. La Pologne ne peut plus déverser à l'extérieur le trop plein de ses habitants, tout au moins dans la mesure que commande la vitesse du mouvement naturel de sa population (14). Surpeuplée, elle doit chercher en elle-même le moyen d'atténuer le malaise qui l'opprime. Comment trouver le remède ?

Une chose est incontestable : dans le cas de la Pologne l'état stationnaire signifie la crise démographique. Pour arriver à conjurer cette crise imminente elle doit s'efforcer de créer tout un ensemble de conditions, permettant d'occuper utilement, à l'intérieur du pays, sa population rapidement croissante. Là est le nœud d'un problème de toute première importance. Si la Pologne parvient à le résoudre, si elle arrive à coordonner son progrès économique avec le rythme du mouvement naturel de la population, — l'essor de ses forces productives, assurant un niveau plus élevé de la prospérité économique, lui permettra de jouer un rôle actif dans les échanges internationaux. Dans le cas contraire, les conséquences inévitables du surpeuplement qui se manifeste

(14) A la date du 1^{er} janvier 1923, c'est-à-dire au moment où le rapatriement des réfugiés de guerre est presque terminé, la population de la Pologne se chiffre par 27.941.000. Sept ans après — au 1^{er} janvier 1930 elle atteint le niveau de 30.737.000. Ainsi, la population de la Pologne accuse, durant cette période, une augmentation globale de 2.796.000, ce qui correspond à une moyenne annuelle de ca. 400.000 unités.

en Pologne iraient en s'accroissant et l'équilibre social du pays serait gravement compromis.

Pour parer à ce danger il n'existe qu'un moyen efficace : une augmentation de la somme du travail que fournit, annuellement, la nation rapidement croissante (15). Il y a donc lieu de se demander, quelles sont les possibilités d'emploi qui s'offrent au travail de l'homme en Pologne. En d'autres termes, on arrive à se demander, quels sont les principaux terrains de l'activité économique, susceptibles d'absorber le surcroît de la main-d'œuvre en surabondance.

(15) « Le travail annuel de chaque nation est le fonds primitif qui la fournit de tous les objets nécessaires et utiles à la vie, qu'elle consomme chaque année, et qui consistent toujours soit dans le produit immédiat du travail, soit dans ce que l'on achète avec ce produit aux autres nations » (Adam Smith. Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, t. I, liv. I, ch. I).

CHAPITRE III

Pologne agricole ou Pologne agricole-industrielle ?

La question que nous avons posée à la fin du chapitre précédent paraît singlièrement importante. Pour y donner une réponse qui tienne compte des réalités économiques, examinons, tout d'abord, la structure professionnelle de la Pologne à l'heure actuelle.

Au début de cet examen une réserve s'impose. Le premier recensement polonais (du 30 septembre 1921) qui forme la base de nos renseignements à ce sujet a été organisé à un moment critique, où l'industrie, en train de se relever des ravages subis, était loin d'atteindre le niveau d'avant-guerre. Le contingent d'ouvriers qu'elle occupait en ce moment était relativement bas. Dans les années suivantes, la réfection de l'outillage détérioré et la création de nouvelles branches de production industrielle ont augmenté sensiblement le nombre total des ouvriers occupés. Cependant, la population rurale a subi également un accroissement considérable. C'est pourquoi les progrès incontestables dans la voie de l'industrialisation n'ont pas modifié d'une manière plus sensible la structure économique de la Pologne: malgré les changements subis, elle se caractérise toujours, comme en 1921, par une prépondérance nettement marquée de l'agriculture.

A l'heure du premier recensement polonais, la population agricole formait environ deux tiers (63,8 %) du nombre total d'habitants de la République. Par contre,

Le pourcentage des personnes, vivant du travail dans les mines et l'industrie, dépassait à peine le septième (15,4 %) de la population globale.

Si l'on ne s'en tient qu'aux effectifs de la population active, l'opposition de deux chiffres est encore plus accusée: d'après les résultats du recensement la population agricole forme jusqu'à 72,3 %, soit environ 3/4 de la population active, tandis que la population, engagée dans l'industrie et les mines atteint à peine le dixième de son effectif total (10,3 %).

Pour faire ressortir toute la signification économique de ces chiffres, il serait intéressant de les comparer aux indices, caractérisant la structure professionnelle des autres pays.

Or, d'après les données officielles, la population active se répartit parmi les principales professions de la manière suivante:

Pourcentage de la population active (16)

PAYS	Date	1. - Agriculture,	2. - Industrie
	du recensement	forêts et pêche	
Grande-Bretagne	1921	7,8	51,5
Allemagne	1925	30,5	41,4
Danemark	1921	35,6	28,1
Tchécoslovaquie	1921	40,3	36,8
France	1921	41,5	29,9
Pologne	1921	72,3	10,3

Le contraste est saisissant. Les chiffres qui le repré-

(16) Source : Conférence Economique Internationale. Documentation. L'agriculture et la crise économique internationale. Genève 1927, p. 11.

sentent permettent de mesurer le recul de la Pologne, attardée dans son évolution économique. Reste à savoir, si le pays, dont le libre essor a été empêché par le jeu des forces historiques, doit conserver à jamais une structure économique qui porte l'empreinte des conditions nettement anormales, profondément bouleversées depuis à la suite de la guerre.

Sur ce point capital les opinions diffèrent.

Les uns prétendent, que la Pologne aurait tout intérêt à conserver le rôle d'un pays, fournisseur de matières premières et de denrées alimentaires. Tel est précisément l'avis du prof. Kemmerer, président de la Commission des experts américains qui, en 1926, avait été appelée à examiner la situation financière de la Pologne. Selon lui « la production des produits agricoles et des matières premières, destinées à couvrir les besoins des marchés industriels, offre à la Pologne les plus vastes possibilités de développement » (« *Polands greatest opportunity would now seem to lie in the production of agricultural products and raw materials for industrial markets* ») (17).

La conception, dont M. Kemmerer s'est fait l'interprète trouve de nombreux partisans, surtout en Allemagne, où la presque unanimité de l'opinion considère la Pologne comme un prolongement agricole de l'Europe industrielle.

Les adversaires de cette « orientation agricole », loin de vouloir sousestimer l'importance de l'agriculture dans l'économie polonaise, objectent cependant, que son

(17) Report submitted by the Commission of american financial experts, headed by Dr. E. W. Kemmerer, Warsaw 1926, p. 523.

développement par trop unilatéral ne saurait, à lui seul, résoudre les graves problèmes économiques qui se posent à la Pologne. Ils prétendent, au contraire, que la structure économique de ce pays, formée par les influences du milieu historique, pêche par un manque de polymorphisme. Conformément à leur opinion — seul un développement simultané et parallèle de l'agriculture et de l'industrie serait susceptible d'assurer à la Pologne l'équilibre économique et social, dont elle a besoin.

Ainsi posé, le dilemme se ramène à la question : Pologne agricole ou Pologne agricole-industrielle ?

Vu l'intérêt capital de cette question, nous croyons devoir examiner de plus près les arguments qui s'affrontent dans la discussion, dont elle fait l'objet.

Les partisans de la Pologne agricole font valoir cet argument, que les pays qui disposent d'un excédent de grains, n'auront pas de difficultés à l'écouler sur le marché européen. Aussi la position des pays agricoles leur paraît-elle plus assurée que celle des pays industriels, cherchant en vain à vendre sur les marchés encombrés les excédents des produits finis. M. Kemmerer, dont nous avons cité l'opinion, ira jusqu'à affirmer que les pays industriels, victimes d'une crise de surproduction, seraient heureux (fortunate) de pouvoir retourner à l'activité agricole, considérée, à tort, comme représentant un type inférieur d'économie (18).

Cette opinion, vieille de quelques années, dénote un optimisme, que ne justifie point la situation réelle de l'agriculture. Certes, on ne saurait nier, qu'elle n'ait connu, au lendemain des hostilités, une période rela-

(18) Loc. cit.

tivement prospère: le déséquilibre entre l'offre et la demande qui s'était produit alors à la suite d'un déficit de la production des céréales panifiables, leur assurait, dans un monde affamé, une certaine facilité de vente (19).

Depuis cette époque, consécutive à la guerre, la situation sur le marché mondial a subi un revirement complet. Les pays d'outre-mer, principaux fournisseurs de l'Europe en matière de grains ont augmenté d'une manière sensible leur production agricole. Au Canada, la production du froment a plus que doublé par rapport à la période d'avant-guerre. Aux Etats-Unis, elle dépasse d'un tiers la moyenne de 1911-1913 (20). L'influence, qu'exercent sur le marché ces deux grands exportateurs de céréales panifiables, s'accroît encore du fait d'une organisation commerciale de vente, dotée de vastes ressources. (Il suffit de rappeler le puissant « pool », organisé par les exportateurs de froment du Canada).

Les principaux pays importateurs cherchent, depuis la guerre, à assurer leur autonomie en matière d'approvisionnements. L'Allemagne qui eut à connaître les privations d'un blocus économique, sera la première à s'engager dans cette voie. Largement importatrice de den-

(19) La production de froment, enregistrée dans les quarante-six pays qui furent compris dans l'enquête du B.I.T., accuse, en 1921-1922, une baisse de 10,2 % par rapport à la période d'avant-guerre. La baisse qu'accuse la production de seigle est encore plus accentuée : pour les trente-quatre pays elle atteint, à la même période (1921-1922), le niveau de 29,1 %. Voir : Enquête sur la production, Paris-Nancy-Strasbourg. 1923. Vol. II. 2 pp. 649-668.

(20) Voir : Annuaire International de Statistique Agricole 1927-1928. Rome 1928, pp. 118-119.

rées alimentaires, avant 1914, elle favorise maintenant, par tous les moyens disponibles, une extension de sa production agricole pour lui permettre de faire face aux besoins d'une population croissante. Après une suspension de plus de dix ans, les droits sur les principaux produits agricoles (céréales, farines, animaux vivants, viande, etc.) sont remis en vigueur en 1925. Majorés depuis à plusieurs reprises, ils dépassent vite le niveau de protection, dont jouissait l'agriculture allemande dans la période d'avant-guerre.

Avertissement significatif : la dernière majoration, inspirée par les motifs d'un protectionnisme agricole outrancier, intervient au lendemain de la signature du traité de commerce polono-allemand (du 17 mars 1930). Du fait de cette majoration qui semble dépasser la mesure raisonnable, les possibilités de vente sur le marché allemand que l'on cherchait à assurer à l'agriculture polonaise, et cela au prix de sérieux avantages, accordés, dans le cadre du traité, à l'industrie allemande, se trouvent ramenés à un niveau voisin de zéro.

Des tendances analogues se font jour dans nombre d'autres pays européens. Ainsi, la France met sur pied un plan de large envergure en vue de mieux outiller et fortifier son armature agricole. La Tchécoslovaquie s'efforce de couvrir par sa propre production intensifiée le déficit alimentaire qui s'accuse dans les premières années de son existence indépendante. En Italie — la célèbre « bataille du grain » (*battaglia del grano*), engagée sous l'inspiration de M. Mussolini, obtient des résultats nullement négligeables. Le rendement à l'hectare passe de 10,5 quintaux métriques (moyenne, enregistrée dans la période triennale 1910-1913) à 12,5 quin-

taux (1928) soit un accroissement d'environ 20 %. La production globale subit également une augmentation sensible.

L'étude de tous ces faits et des tendances qu'ils expriment nous autorise à conclure, que la situation à prévoir sur le marché européen n'est pas pour encourager une évolution par trop unilatérale dans le sens de l'agriculture.

Les arguments qu'on oppose aux partisans de la Pologne agricole font apparaître un autre aspect du problème : l'aspect démographique. L'agriculture — dit-on — est incapable d'absorber, à elle seule, l'accroissement naturel de la population polonaise.

En raison des circonstances très graves que nous avons exposées plus haut, cette assertion offre un intérêt tout particulier. Il y a donc lieu de se demander, si elle est juste. Nous n'hésitons pas à répondre par l'affirmative.

Dans l'état de choses existant l'agriculture semble fléchir sous le poids du surpeuplement, produit des conditions historiques, au milieu desquelles la Pologne évoluait avant de recouvrer son indépendance. Durant tout le XIX^e siècle, à l'époque même, où l'industrialisation rapide des principales nations européennes attire vers les centres urbains les excédents de la population agricole, en Pologne, l'évolution pénible de l'industrie, très en retard sur le mouvement naturel de la population, offre à la campagne surpeuplée un débouché assez restreint. Cette divergence des lignes d'évolution produit un contraste qui mérite d'être mis en relief.

Dans les pays au développement économique rapide l'exode rural finit par absorber l'accroissement naturel :

la population agricole, déchargée des excédents qu'elle envoie dans les villes, se maintient à un niveau relativement stable.

Rien n'est plus significatif à cet égard que le tableau suivant de la population allemande pendant la dernière génération.

Population (en millions d'habitants) :

ANNEE	Totale	Rurale	Urbaine
1871	41,1	26,3	14,8
1900	56,4	25,7	30,6
1910	64,9	25,9	39,0

De 1871 à 1910, la population totale a passé de 41,1 millions à 64,9, soit en 40 ans une augmentation formidable de 23,8 millions. Or, dans le même temps, la population rurale est restée stationnaire aux environs de 26 millions, elle a même légèrement diminué). C'est que tout le formidable accroissement de la population a trouvé son emploi dans l'industrie, le commerce, etc. (21).

A la stabilité du niveau absolu de la population agricole correspond une certaine fixité des chiffres, exprimant la densité de cette population par unité de superficie. Ainsi, par exemple, dans les limites de l'État prussien, la densité de la population agricole est restée sensiblement la même au début et à la fin du XIX^e siècle: 40 habitants par km. carré. Tout le surplus de la population, dont l'accroissement atteint, durant cette

(21) Francis Delaisi. Les deux Europes, Paris 1929, p. 181.

période, environ 80 âmes par km², s'amoncelle dans les centres urbains (22).

Dans les autres pays européens, en voie d'évolution industrielle, le mouvement de la population suit des lignes analogues.

En Pologne, au contraire, la population qui augmente assez vite, malgré la forte émigration, s'entasse à la campagne. Par suite de cette accumulation de la population rurale, sa densité croissante s'élève, au moment de la naissance de la Pologne indépendante, à un niveau, sensiblement supérieur à la moyenne, enregistrée à cette époque.

Le surpeuplement de la campagne polonaise apparaît nettement à la lumière du tableau suivant :

Densité de la population agricole

Sur 100 ha de terres cultivées (23)

Belgique	74,2
Pologne	70,7
Tchécoslovaquie	61,4
France	57,9
Allemagne	50,4
Danemark	35,3

Dans le cadre du tableau ci-dessus il n'y a que la Belgique, pays de grande industrie et de petites cultures

(22) L'agriculture polonaise (ouvrage collectif). Varsovie 1929, p. 2.

(23) L'article de M. W. Ponikowski dans l'ouvrage collectif : Bilans gospodarczy dziesięciolecia Polski odrodzonej (Le bilan économique de la première décennie de l'existence de la Pologne indépendante), Poznan 1929, p. 91.

marais, qui passe avant la Pologne. Le chiffre qui exprime la densité de la population agricole polonaise : 70,7 par km², supérieur aux chiffres respectifs de la France et de l'Allemagne, est deux fois plus grand qu'au Danemark — pays d'agriculture intensive.

L'accroissement naturel augmente, chaque année, cette densité de la population rurale qui, dans certaines régions du pays (palatinat de Léopole) atteint la proportion de 100 habitants sur 100 ha des terres cultivées et même dépasse ce chiffre (palatinat de Cracovie).

Par suite du surpeuplement que reflètent ces chiffres, les exploitations agricoles sont divisées continuellement en lots toujours plus petits, ce qui détermine une atomisation des terres paysannes. Pays d'une population agricole trop dense, la Pologne devient un pays classique de petites exploitations paysannes.

D'après les résultats du premier recensement polonais (du 30 septembre 1921), les exploitations, dont la superficie n'excède pas 2 ha, forment 33,9 % du chiffre global ; les exploitations d'une superficie de 2 à 5 ha — 30,7 %. Les exploitations agricoles de 5 — 20 ha qui rentrent dans la catégorie de la propriété paysanne moyenne représentant 32,1 % du chiffre global des exploitations recensées (24).

Retenons bien ce chiffre : 64,6 %, soit environ deux tiers du nombre total sont des exploitations, dont la superficie ne dépasse pas la limite de 5 ha. Or, il importe de souligner que, dans les conditions actuelles de culture agricole, ces exploitations paysannes (d'une superficie inférieure à 5 ha) sont par trop exiguës pour pou-

(24) Annuaire statistique de la République Polonaise 1930, p. 37.

voir offrir au travail de leurs propriétaires une base suffisamment large. C'est une constatation capitale. Les conclusions qui en découlent semblent autrement importantes.

Par suite du morcellement excessif de la propriété paysanne, le « gaspillage des hommes » (25) prend à la campagne des proportions inquiétantes. Les exploitations agricoles « naines », ne mettent en valeur qu'une partie de la force du travail que représente une famille paysanne. Une autre partie, qu'on pourrait qualifier, de « potentiel de travail » ne trouve pas d'emploi productif.

Ce phénomène, d'une importance capitale, échappe forcément au contrôle statistique. Les calculs qu'on a faits pour en mesurer l'étendue ne sauraient pas prétendre à l'exactitude scientifique. Ils n'en sont pas moins caractéristiques. C'est ainsi, par exemple, que, d'après les évaluations qui ont été présentées au 1^{er} Congrès agricole de Varsovie (1924), le gaspillage atteint environ 60 % de la capacité de travail que représente une famille paysanne, détentrice d'un lopin de terre d'une superficie inférieure à 2 ha.

On pourrait, certes, contester les résultats de ces calculs, forcément approximatifs. On ne saurait, cependant, nier l'existence du phénomène social qu'il font apparaître: le chômage chronique d'une partie des forces

(25) D'après une observation fort intéressante de M. André Siegfried, le fait du « gaspillage des hommes » constitue une marque caractéristique de l'Europe. « L'Europe — dit l'éminent auteur — gaspille les hommes et épargne les choses, l'Amérique gaspille les choses, mais épargne les hommes ». Cf. Siegfried, Les Etats-Unis d'aujourd'hui, Paris 1929, p. 346.

productives que représente, dans l'économie polonaise, la population agricole.

Sous le poids des conditions anormales que nous avons décrites, cette masse de petits propriétaires paysans qui forment toute une armée de « chômeurs camouflés » vit, dans sa majorité, dans un état voisin de la misère. Dans son ouvrage « La misère de la Galicie », qu'il a fait paraître il y a cinquante ans, Szczepanowski, pionnier infatigable de l'industrie polonaise, écrivait la phrase, désormais célèbre : « Un Polonais travaille comme un quart d'Anglais et consomme autant qu'un demi Anglais ». Après un demi-siècle d'intervalle ces paroles retentissantes s'appliquent toujours à la situation des paysans, propriétaires des exploitations agricoles « naines » : ne pouvant mettre en valeur qu'une partie de leur potentiel de travail, ils réalisent, par famille, un revenu excessivement bas.

D'après les évaluations, basées sur une analyse minutieuse d'un certain nombre de budgets paysans (qui furent soumis à une enquête du Ministère de l'Agriculture), — le revenu global d'une famille paysanne, fixée sur un lopin de terre de 2-3 ha, atteint à peine une somme annuelle, équivalant à 100 dollars américains (26). Ce chiffre, à lui seul, permet de se faire une idée de ce que représente, comme pouvoir d'achat, une ferme naine, trop petite pour pouvoir occuper utilement toute la force de travail du paysan, son propriétaire.

Constater que ce type de petits propriétaires prédomine à la campagne, qu'il forme la forte majorité de la

(26) Ludkiewicz Z. Zagadnienia programu agrarnego a emigracja (Les problèmes du programme agraire et l'émigration), Varsovie, 1929, p. 17.

population rurale, c'est dire que sa situation économique, sa misère, détermine, pour une large part, la capacité d'absorption du marché agricole. On comprend facilement que, dans les conditions actuelles de culture, la campagne polonaise surpeuplée soit un client bien médiocre pour l'industrie, aussi bien polonaise qu'étrangère.

La réforme agraire, appelée à remédier aux défauts organiques de la structure agraire du pays, ne saurait qu'atténuer la crise, dont nous avons fait apparaître toute la gravité. Les chances de cette réforme semblent assez réduites : le morcellement des grands domaines fonciers, qui en est l'instrument principal, fournit une réserve de terres, sensiblement trop faible pour pouvoir faire face aux besoins, vraiment énormes, qui se font sentir à la campagne. D'après les estimations, basées sur les données officielles du Ministère de la Réforme agraire, les terrains qui tombent sous le coup du morcellement obligatoire représentent une superficie globale de 2.200.000 à 2.500.000 ha (27). D'autre part, il est démontré qu'il existe en Pologne environ 1,5 million de fermes naines, et partant non viables. Pour leur assurer les conditions nécessaires à l'exploitation rationnelle, il faudrait les agrandir d'une superficie totale qu'on évalue à 3.300.000 ha (28). En d'autres termes : la superficie globale des terres disponibles ne saurait même pas suffire aux fins d'agrandissement des exploitations agricoles existantes. Et pourtant, ce n'est là qu'une partie

(27) Dr. Adam Rose. Le problème agraire en Pologne, Varsovie, 1929, p. 17.

(28) Kasinski K. Les éléments essentiels et la réalisation de la Réforme agraire (Article publié dans l'ouvrage collectif : L'agriculture polonaise, Varsovie, 1929).

du problème à résoudre. L'accroissement naturel de la population, plus rapide à la campagne que dans les centres urbains, impose le besoin impérieux de nouvelles unités agricoles : il faudrait en créer, chaque année, plusieurs dizaines de milliers, pour pouvoir rétablir l'équilibre d'une population rurale surabondante. Ainsi on est amené à constater qu'il existe dans ce domaine une disproportion nettement accusée entre les besoins à satisfaire et les disponibilités réelles, forcément limitées.

Cette conclusion se trouve confirmée par les chiffres qui permettent de mesurer les résultats de la réforme agraire. Dans la période de 1919 à 1929 le bilan du morcellement se solde par un chiffre imposant : 1.800.000 ha, soit environ $\frac{3}{4}$ de la superficie globale des terres à morceler. C'est dire que les réserves disponibles sont sur le point de s'épuiser. Cependant, les buts positifs que se pose la réforme agraire sont très loin d'être réalisés.

Ces 1.800.000 ha ont été affectés à l'agrandissement des fermes naines, en même temps qu'à la création des nouvelles unités agricoles. Durant la période en question (1919-1929) ont été « arrondies » environ 293.000 exploitations naines, ce qui constitue à peine le cinquième du nombre total des exploitations, dont l'agrandissement paraît indispensable à l'essor normal de la production agricole. Dans la même période ont été créées environ 103.000 exploitations nouvelles (couvrant une superficie totale de 979.000 ha) (29) chiffre

(29) Nous avons puisé ces chiffres aux sources officielles du Ministère de la Réforme agraire. Cf. Annuaire statistique de la République Polonaise, 1930, p. 38.

considérable, sans aucun doute, mais très inférieur au niveau des besoins, que détermine le surpeuplement actuel de la campagne.

Ajoutons, pour compléter ce tableau, que la mise en culture des terrains en friche (tels les terrains marécageux de Polésie) ne changerait pas radicalement la situation existante. Les nouvelles acquisitions territoriales de l'agriculture (qu'il faudrait payer au prix des sacrifices pécuniaires considérables) ne seraient pas assez vastes pour rétablir l'équilibre nécessaire.

Ainsi on voit, que la population rurale qui augmente à l'allure de 200.000 par an trouve un champ d'activité par trop étroit. Dans cet état de choses il est de toute nécessité d'assurer à la main-d'œuvre agricole en surabondance des occupations nouvelles.

L'agriculture elle-même n'est pas sans présenter à cet égard certaines possibilités latentes. L'accroissement naturel de la population augmente chaque année la demande des produits agricoles. D'après les évaluations, forcément approximatives, la Pologne, pour faire face aux besoins de sa population croissante, devrait absorber annuellement un surplus qui se monte :

pour le froment et le seigle	à 70.000 tonnes,
pour l'orge et l'avoine	à 50.000 tonnes.

Or — constatation qui mérite d'être soulignée, — ce pays à prépondérance si nettement marquée de l'agriculture, arrive à peine, à la longue, à équilibrer sa balance alimentaire. Abstraction faite des années particulièrement bonnes, les récoltes moyennes couvrent à peine les besoins alimentaires de la population. En cas de mauvaises récoltes la situation devient paradoxale :

le pays éminemment agricole doit faire appel aux importations de blé étranger.

Dans les conditions actuelles, la production des grains en Pologne serait susceptible d'une extension considérable. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les rendements à l'hectare dans les diverses parties du pays. Nulle part l'opposition entre l'Orient et l'Occident qui se confrontent en Pologne n'est plus nettement accentuée. Les provinces occidentales (l'ancienne domination allemande) atteignent un niveau de rendements qui caractérise l'agriculture intensive. Les confins orientaux, où prédominent des méthodes périmées de culture agricole, réalisent des rendements qui marquent un retard de quelques décades par rapport aux pays de l'Europe Centrale et Occidentale (30).

Afin d'arriver à augmenter les rendements moyens à l'hectare, la Pologne devrait intensifier sa production agricole. L'intensification de l'agriculture qui signifie, elle aussi, une plus grande quantité de travail par unité de superficie cultivée, aurait pour conséquence d'augmenter la demande de la main-d'œuvre agricole. Cependant, avant de s'engager dans cette voie, que semblent lui indiquer les besoins alimentaires d'une population croissante, l'agriculture polonaise devrait être assurée d'obtenir pour ses produits des prix rémunérateurs. Or, une amélioration sensible des bas prix actuels, condi-

(30) Dans la période de 1923-1927 le rendement moyen des quatre céréales panifiables atteint dans le palatinat de Posnanie le chiffre de 16,8 quintaux métriques à l'hectare. Le rendement moyen en Allemagne (16,5 quintaux métriques) est même légèrement inférieur à ce chiffre. Dans la même période les rendements, enregistrés dans les limites des palatinats orientaux, n'atteignent même pas la moyenne de 10 quintaux à l'hectare.

tion indispensable de l'intensification de la production agricole, paraît peu probable à l'époque de crise aiguë que traverse l'agriculture mondiale.

A côté de la production des céréales panifiables, dont l'essor a été arrêté par la crise, il existe des branches de production agricole, susceptibles d'absorber une partie de ce « potentiel de travail » qui, dans les conditions actuelles, ne trouve pas d'emploi productif. Parmi ces branches, connexes à l'agriculture proprement dite, une place importante revient à la production animale qui semble loin d'avoir atteint la limite de son développement (31). Sa croissance ultérieure ne manquerait pas de diminuer le contingent formidable des chômeurs agricoles.

L'évolution de l'agriculture dans le sens indiqué offre, en outre, un avantage autrement important. Elle fournira à la population rurale un large appoint de valeurs d'échange, et par là augmentera son pouvoir d'achat. Contre les produits de son élevage l'agriculteur pourra obtenir sur le marché les produits fabriqués dont il a besoin. Aussi, parallèlement à l'extension de la produc-

(31) Pour ce qui est de la production animale, les possibilités de son développement semblent assez vastes. Pour en mesurer l'étendue, il suffit de comparer les données statistiques, relatives à la Pologne, aux chiffres qui se réfèrent à l'Allemagne. Le contraste apparaît clairement à la lumière du tableau suivant :

	Pologne	Allemagne
Valeur de la production végétale	56,1 %	33,8 %
Valeur de la production animale	43,9 %	66,2 %
Valeur globale de la production agricole	100,0 %	100,0 %

Base des évaluations : les résultats de la période 1926-1929.

Source : L'article, déjà cité, de M. W. Ponikowski, p. 139.

tion animale verra-t-on croître l'importance de l'agriculture en tant que débouché.

Cependant ici une double réserve s'impose. En raison des tendances autarchiques qui se manifestent en Europe, les possibilités de vente qu'offrent aux produits agricoles les débouchés extérieurs sont assez précaires. Dans cet état de choses — seul le marché intérieur est capable d'assurer à l'agriculture des bases suffisamment solides. Or, il est évident que la capacité d'absorption que représente ce marché dépend, pour une large part, du volume de la consommation des produits agricoles dans les centres urbains. Celui-ci se trouve déterminé par le niveau du revenu que réalise la population urbaine. Un relèvement de ce niveau signifie l'extension du débouché, dont dépend l'essor de la production agricole. A la lumière de ce raisonnement la prospérité des centres urbains apparaît comme la condition d'une agriculture prospère. Et, puisque sans l'industrie et le commerce il n'y a pas de prospérité durable dans les villes, on est amené à conclure que l'évolution normale de l'agriculture polonaise ne peut se concevoir en dehors d'un développement parallèle de l'industrie.

La deuxième réserve est capitale. Le développement des branches d'activité, connexes à l'agriculture, augmentera d'une manière sensible la demande de la main-d'œuvre agricole, sans, toutefois, pouvoir occuper utilement toutes les forces oisives d'une population surabondante. On a vu plus haut que la population agricole augmente, chaque année, d'un chiffre voisin de 200.000. Si tout cet accroissement ne trouve pas d'exutoire, s'il s'entasse à la campagne, le surpeuplement dont elle souffre sera irrémédiable. Il en ressort que le

problème, tel qu'il se pose à l'heure actuelle, ne pourra pas être résolu d'une manière positive, si une partie de la population rurale n'arrive pas à s'employer dans l'industrie.

Envisagée sous ce double aspect, l'industrialisation de la Pologne apparaît comme une condition indispensable de son développement économique.

CHAPITRE IV

Les perspectives du développement de l'industrie

L'examen des conditions qui déterminent l'évolution de l'agriculture polonaise nous a amené à conclure, qu'elle offre au travail national des possibilités par trop restreintes, pour pouvoir assurer à la Pologne les bases d'un développement économique normal. A la lumière des faits que nous avons constatés, l'industrie nous est apparue comme un facteur indispensable, dont dépend l'équilibre économique du pays.

A l'appui de cette conclusion nous croyons opportun de rappeler l'opinion, très nette à cet égard, de l'économiste italien — M. Fontana-Russo. « Il est inutile — dit-il — d'insister sur ce fait que les conditions deviennent extrêmement graves, lorsque le pays persiste dans la production agricole, en dépit de l'augmentation de la population ». — « Les pays surpeuplés — ajoute M. Fontana-Russo — ne peuvent déverser à l'extérieur le trop-plein de leurs habitants, tout au moins dans la mesure qu'ils désireraient. Ces pays doivent trouver en eux-mêmes le moyen d'atténuer le malaise qui les opprime. Le salut consiste pour eux à faciliter la réalisation des formes nouvelles de la production, qui se dessinent naturellement » (32).

On ne saurait contester la justesse de cette assertion : elle est basée sur des faits historiques évidents. Rien

(32) Fontana-Russo L. — Traité de politique commerciale, trad. de Félix Poli, Paris 1908, pp. 277-280.

n'est plus probant à cet égard que l'exemple de l'Allemagne : largement exportatrice d'hommes, dans les années 1860-1880, elle arrive, à la suite du développement de son industrie, à employer dans ses limites presque tout l'accroissement de la population allemande. A partir du moment, où le rythme de l'évolution industrielle s'accélère, le mouvement d'émigration allemande devient plus lent : les chiffres qui en expriment l'intensité tombent par palliers, pour atteindre, à la veille de la guerre, un niveau relativement bas. L'Allemagne, qui envoyait 136.000 hommes par an au delà des mers pendant la décade 1880-1890, voit sa moyenne annuelle baisser à 52.900 pendant la période 1891-1900 (pour tomber à 22.000 en 1911-1913) (33). L'essor rapide de l'industrie augmente à ce point la demande de la main-d'œuvre, que l'Allemagne finira par faire appel à l'immigration étrangère (pour la plupart, d'origine polonaise).

Durant cette même période, où l'industrie allemande avance rapidement à l'abri de la puissance politique du Reich, l'industrie polonaise, encore à ses débuts, doit se frayer un chemin difficile à travers les obstacles que lui oppose son milieu historique. La Pologne surpeuplée aura toutes les difficultés à « réaliser les formes nouvelles de la production qui se dessinent naturellement ». Ses ressources naturelles qui recèlent de vastes possibilités de développement industriel seront immobilisées — partiellement au moins — sous le poids de la dépendance politique et économique. Pour pouvoir mettre en

(33) Délaisi (Francis). Les deux Europes, Paris 1929, p. 62.

mouvement ces richesses latentes (34) le pays devra attendre jusqu'au moment de recouvrer son indépendance.

Après ce bref rappel historique examinons maintenant les perspectives qui s'offrent à l'industrie polonaise dans le cadre de l'Etat polonais indépendant. Avant d'aborder cet examen, nous croyons devoir poser une question préalable qui nous semble capitale : le Polonais présente-t-il un type social, sachant se plier aux exigences de l'industrie moderne ? Est-il capable de mettre en valeur les avantages naturels du pays qu'il habite ?

Ainsi posée, la question exige une réponse nette. Dans le domaine de l'activité économique, ce qui décide du succès — c'est, en définitive, l'élément humain. Les qualités de cet élément, sa souplesse, son intelligence, ses aptitudes au travail déterminent, pour une large part, les chances du développement économique. Telle nation, mal dotée par la nature, mais disciplinée au travail, persévérante et laborieuse, finit par triompher des résistances naturelles et s'élève à un haut degré de prospérité. Telle autre qui semblait prédestinée à une carrière industrielle, ne sait pas mettre à profit les ressources naturelles dont elle dispose (55). Quel est le cas de la Pologne ?

(34) D'après l'opinion de M. Fontana-Russo, c'est la politique commerciale qui « met la richesse en mouvement, en développant les forces économiques que le pays possède à l'état latent ». (Op. cit., p. 158).

(35) Certains auteurs prétendent que l'histoire économique des peuples fait apparaître une sorte de vocation industrielle. Cette théorie de « prédestination économique » a été développée par un écrivain français, M. Poincard dans son ouvrage « Libre échange et protection » (Paris 1892) qui a contribué à mettre en relief l'importance du

Pour répondre à cette question, il faut trouver un criterium, qui nous mette à l'abri des appréciations subjectives. Ce criterium objectif est — semble-t-il — offert par le fait que le Polonais, condamné à chercher le travail hors de son pays, a dû faire ses preuves à l'étranger.

L'ouvriers polonais, connu dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique, jouit, en général d'une opinion favorable qu'attestent des témoignages probants. Citons ici un seul nom qui fait autorité : Ford. Il occupe dans ses usines de gros contingents d'ouvriers polonais. Comment les juge-t-il ? Il les place au premier rang, comme travailleurs, faisant preuve d'intelligence et d'initiative. « Les Polonais — dit-il — semblent les plus ingénieux de tous nos ouvriers étrangers à cet égard » (36). Et l'éminent patron américain signale les perfectionnements techniques des méthodes de production, dûs à l'initiative des ouvriers polonais.

Mis au service de l'industrie polonaise, ce même ouvrier atteint un niveau élevé de rendement. Grâce à lui, l'industrie houillère en Pologne qui parvint à rationaliser ses méthodes de travail réalise, en 1928, une production journalière de houille par tête d'ouvrier (1.400 kg.), supérieure aux moyennes qu'enregistrent à cette époque les autres pays européens, producteurs de charbon.

L'ingénieur polonais, l'industriel polonais, formés à une rude école, sont, dans leur majorité, au niveau des

facteur humain dans l'évolution industrielle. Cf. Rist. Cours écrit d'Economie politique, Paris 1925-26, pp. 265-287.

(36) Henry Ford. Ma vie et mon œuvre, Paris 1925, p. 114.

exigences modernes. Avant la guerre on les trouvait — nombreux — à la tête de grands établissements étrangers. Dans la Russie d'avant-guerre qui leur offrait de larges possibilités, ils formaient de petites colonies polonaises. (Telle la célèbre société « Dnieprovienne », qui était dirigée par un industriel de mérite, le Polonais Jasiukowicz). Après les bouleversements profonds de la guerre, mis en présence de situations nouvelles, ils arrivent à réorganiser l'industrie polonaise et à l'adapter aux conditions radicalement changées.

L'histoire de l'industrie polonaise au cours des dernières années fournit maints exemples qui témoignent de la valeur de son personnel dirigeant. Le cas des usines de Chorzów (en Haute-Silésie Polonaise) nous paraît particulièrement suggestif dans cet ordre d'idées.

Cette grande usine de composés d'azote — merveille de bonne organisation scientifique — avait été administrée jusqu'à 1921 par une société allemande qui en était propriétaire. Au lendemain du partage de la Haute-Silésie les administrateurs allemands, obligés de céder les usines au gouvernement polonais, décidèrent de laisser le grand complexe technique de Chorzów à son propre sort. Ils évacuèrent tout le personnel technique (directeurs, ingénieurs, contremaîtres) qui emporta les secrets de fabrication et les plans de l'usine. Dans ces conditions, les Allemands étaient fondés à escompter un arrêt prolongé de la production qu'ils avaient su organiser.

Il n'en fut rien. Grâce au savoir technique du professeur Moscicki, grâce à l'énergie de ses collaborateurs, la nouvelle administration technique de Chorzów, qu'il avait fallu improviser, parvint, en quelques jours, à

maîtriser le grand organisme industriel : deux semaines après le passage de Chorzów sous la direction polonaise, ses usines travaillaient à plein rendement.

L'ouvrier polonais, l'ingénieur polonais et l'industriel polonais, assez souples et intelligents pour savoir se plier aux exigences de l'activité économique moderne, ont l'avantage incontestable de trouver, réunies à l'intérieur de leur pays, les matières premières les plus indispensables à l'industrie : le charbon et le minerai de fer, le bois, le pétrole, le zinc, le sel gemme, etc...

La liste de ces ressources naturelles est assez longue : une étude des possibilités latentes qu'elles renferment dépasserait le cadre de ce livre. Aussi allons-nous borner notre analyse à deux éléments qui nous semblent les plus riches de possibilités : le charbon et le bois.

Le charbon constitue la richesse naturelle de beaucoup la plus importante. On a dit très justement qu'il est le pain de l'industrie (37) : source puissance d'énergie en même temps que matière première, susceptible de transformations multiples, il alimente l'organisme de l'industrie moderne qui ne pourrait pas vivre sans lui.

La Pologne se trouve sous ce rapport dans une situation privilégiée : ses réserves de charbon, estimées par les géologues à 62 milliards de tonnes, occupent, par ordre de grandeur, la troisième place en Europe (après la Grande-Bretagne et l'Allemagne).

Les gisements houillers de la Pologne, divisés, avant la guerre, par les lignes de partage, trouvaient un champ d'expansion assez limité. La partie la plus riche de ces gisements (Haute-Silésie), détenue par l'Alle-

(37) Paul de Rousiers. Les grandes industries modernes, Paris 1927, I. 74.

magne, occupait à l'intérieur de l'Empire allemand une position géographique nettement défavorable. Éloigné de grands centres de consommation allemands, le charbon silésien avait à lutter contre la concurrence du charbon westphalien, mieux situé au point de vue géographique. L'industrie silésienne, basée sur le charbon, était trop exposée aux dangers d'une invasion probable de l'armée russe, pour pouvoir bénéficier des faveurs de la politique économique allemande, qui préférait, non sans raison, de stimuler l'essor des districts houillers occidentaux, stratégiquement moins vulnérables. Rien d'étonnant, que dans ces conditions le développement de la production houillère du bassin silésien s'est laissé devancer par l'essor plus rapide des charbonnages, situés dans la région rhénane. Pour mesurer cet écart de vitesse, il suffit de rappeler qu'au cours de la période de quarante ans (1871-1911) la production de charbon en Haute-Silésie n'a augmenté que 5 fois $1/2$, alors que dans la région de Dortmund la production a septuplé (38).

Durant cette même période, le bassin houiller de Dombrowa, détenu par la Russie, eut à subir l'action des tarifs ferroviaires de discrimination, destinés à favoriser l'écoulement, sur le marché russe, du charbon produit par le bassin de Donetz. Des mesures analogues ont été appliquées par le gouvernement autrichien aux charbonnages polonais du bassin du Cracovie, dont l'essor a été arrêté par la concurrence privilégiée du charbon de provenance allemande (39).

(38) Wierzbicki (André). Le problème de la Haute-Silésie, Varsovie 1921, p. 15.

(39) Voir plus haut, pp. 47-48.

La situation défavorable des trois bassins houillers subit une amélioration à la suite des événements historiques qui ont fait disparaître les lignes de partage, divisant la Pologne. Assuré d'un vaste débouché, que lui offre l'unité économique reconstituée, le charbon polonais voit s'élargir ses perspectives d'expansion.

Cette constatation, que nous chercherons à appuyer par des faits, appelle quelques précisions. L'industrie houillère traverse, comme on le sait, une crise de débouchés. Nous n'ignorons pas les sources de ce phénomène : à côté des causes économiques générales, d'autres facteurs, d'un caractère structural, exercent ici leur action. On nous signale des perfectionnements techniques qui permettent une utilisation plus rationnelle, et par tant plus économique du charbon. Nous savons aussi que la demande de ce combustible a subi une réduction sensible à la suite de la mise à contribution d'autres sources d'énergie (houille blanche). Nous savons enfin que le charbon qui commence à céder le terrain aux succédanés, tels que les produits dérivés du naphte, est l'objet d'une âpre concurrence que se font, sur le marché international, les grands exportateurs.

Ajoutons que les conditions spéciales qui déterminent la situation de l'industrie houillère en Pologne ne sont pas pour faciliter les exportations du charbon. Les débouchés géographiquement les plus rapprochés sont, d'une manière générale, d'un accès difficile. L'Allemagne, dont les représentants à la conférence de la paix et plus tard, ne cessaient pas de répéter que l'organisme économique du Reich ne peut se développer normalement, s'il est privé du charbon silésien, l'Allemagne, disons-nous, trois ans après le partage de la Haute-Silésie

n'a pas hésité de fermer son marché aux importations du charbon d'origine polonaise. Cinq ans se sont écoulés, avant qu'un traité de commerce fût signé entre l'Allemagne et la Pologne. Aux termes de cette convention, la Pologne s'est vu attribuer un contingent mensuel s'élevant à 320.000 tonnes de charbon. Au cas où le traité, déjà ratifié par la Pologne, le serait aussi par l'Allemagne (qui ne met guère d'empressement à en assurer l'entrée en vigueur) certaines possibilités de vente s'offriraient au charbon polonais. Toujours est-il que, dans les conditions les plus avantageuses, les exportations de houille à destination du marché allemand, seraient très inférieures aux chiffres d'avant 1925 (environ 500-600.000 tonnes par mois).

Les autres débouchés, accessibles par voie de terre, sont, pour la plupart, trop éloignés pour permettre des exportations plus larges du charbon, qui représente une valeur, par unité, relativement trop faible, pour pouvoir supporter les frais du transport terrestre à grande distance.

Freinées par les difficultés politiques (relations avec l'Allemagne) et les obstacles, inhérents aux conditions géographiques, les exportations du charbon polonais s'orientent d'autant plus nettement vers la mer. L'effort déployé dans ce sens peut se prévaloir de résultats appréciables : les expéditions de charbon par les ports maritimes (Danzig et Gdynia), inexistantes dans les premiers mois de 1925, progressent rapidement, pour atteindre, en 1929, 7.800.000 tonnes. L'initiative privée dans ce domaine est secondée par l'Etat ; celui-ci, au prix de sacrifices pécuniaires considérables, outille les deux ports et entreprend la construction du chemin de

fer Haute-Silésie-Gdynia, appelée à abréger d'environ 80 km. la distance à parcourir des gisements houillers au littoral de la mer. Cependant, cette distance abrégée, l'éloignement de la mer pèsera toujours sur les exportations du charbon : les bassins houillers polonais, situés à plus de 500 km. du littoral, sont et demeureront placés dans des conditions infiniment moins avantageuses que les bassins anglais, situés à proximité de la mer, et le bassin de Westphalie, desservi par des cours d'eau (le Rhin), offrant un moyen de communication bon marché.

Les observations qu'on vient de lire amènent à conclure, que la position géographique des gisements charbonniers en Pologne semble indiquer au charbon le principal terrain de son expansion : le marché intérieur. Nous avons signalé précédemment que celui-ci offre au charbon polonais de larges possibilités d'écoulement. Appuyons cette constatation par quelques chiffres.

Les premiers chiffres que nous rencontrons paraissent contredire notre thèse sur l'importance du marché intérieur. Ils témoignent d'une consommation moyenne de charbon, relativement petite. Si nous prenons pour base de la comparaison l'année 1925, nous voyons que le chiffre, représentant la consommation du charbon par tête d'habitant en Pologne se monte à peine à 700 kg., alors que, dans le courant de la même année, la consommation des Etats-Unis s'exprime, en chiffres ronds, par 4.350 kg., celle de l'Angleterre par 3.900 kg., de l'Allemagne par 2.200 kg. C'est dire que la Pologne, riche en ressources houillères, n'était, à cette époque, qu'une faible consommatrice de charbon.

Comment expliquer ce phénomène ? Il convient, en

partie, d'en chercher la cause dans le fait que le charbon, comme moyen de chauffage, n'a pas encore fait la conquête de tout le marché intérieur. Son rayon de diffusion n'a pas encore atteint les centres les plus éloignés, situés dans les provinces orientales de la Pologne, où la consommation du charbon par tête d'habitant est presque nulle.

Mais la cause principale du phénomène est ailleurs : c'est la faiblesse de l'acheteur principal qu'est l'industrie.

L'industrie polonaise — nous sommes en 1925 — fraîchement reconstruite des ruines de la guerre, n'a pas encore retrouvé la plénitude de ses forces. Ne pouvant respirer à pleins poumons, l'organisme exténué restreint sa consommation de charbon. Les forces aussitôt reprises, le rythme de l'activité économique s'accélérera et l'on verra augmenter la demande du charbon, ce pain de l'industrie.

Ce processus de croissance continue se dessine, avec une grande netteté à la lumière des chiffres, indiquant la demande de charbon de la part de l'industrie.

*La consommation du charbon
pour les besoins industriels*

ANNEE	En milliers de tonnes
1925	7.783
1926	9.754
1927	12.129
1928	13.289
1929	14.419
1930	11.429

Ce tableau nous fait voir la dynamique de la consommation du charbon pour les besoins industriels. En 1925 toute l'industrie polonaise consommait à peine 7.800.000 tonnes; l'année suivante ce chiffre passe à 9.800.000 (en chiffre rond) pour atteindre, en 1927, près de 12.100.000. Le mouvement ascendant se poursuit en 1928 et 1929: 13.300.000 et 14.400.000. L'année 1930, année de crise, est marquée par un fléchissement: 11.400.000 tonnes.

Nous observons parallèlement une progression rapide des chiffres, exprimant la consommation moyenne de charbon par tête d'habitant. En 1927 elle était de 840 kg. Deux ans après (1929) elle atteint déjà 1.040 kg. Si nous comparons ce dernier chiffre avec les données, relatives à 1925, nous pourrions constater, qu'en l'espace de cinq ans la consommation intérieure de charbon (par tête d'habitant) s'est accrue de plus de 40 %. Si le point de départ de cette progression était situé fort bas, sa cadence est rapide.

Hâtons-nous d'ajouter que l'industrie représente, dans la consommation intérieure croissante, une part de plus en plus importante: 43,5 % en 1924; en 1927 elle en constitue plus de la moitié (52,7 %) et passe à 54,8 % en 1930 (40).

La corrélation étroite entre l'augmentation de la consommation du charbon et le développement de l'industrie s'accuse de la manière la plus frappante à la lumière des chiffres, illustrant le progrès continu de la production de coke, qui est à la base de la métallurgie et des industries chimiques.

(40) *Maly rocznik statystyczny* (Le petit annuaire statistique), publié par l'Office Central de Statistique en Pologne, Varsovie 1931, p. 67.

L'accroissement de la production du coke en Pologne (41)

ANNEE	En milliers de tonnes
1913	918,0
1925	964,0
1926	1.113,4
1927	1.402,0
1928	1.667,0
1929	1.857,6
1930	1.584,0

Ainsi on voit que la production du coke en 1913 était relativement peu importante par rapport à l'extraction du charbon (41.000.000 tonnes). Ce fait s'explique par la lenteur du développement industriel qui caractérise la Pologne d'avant-guerre. Rien d'étonnant alors, que les progrès rapides de l'industrie dans la Pologne indépendante provoquent une augmentation sensible de la production du coke : en 1925 elle dépasse déjà le niveau d'avant-guerre et suit une courbe ascendante pour atteindre, en 1929, 1.858.000 tonnes (202 % de la production d'avant-guerre).

Nous croyons pouvoir risquer l'affirmation que ces chiffres, par leur progression régulière, expriment la force d'attraction croissante, qu'exerce le charbon polonais qui attire vers lui les différentes industries, et en premier lieu, les industries lourdes. (Celles-ci trouvent à proximité des gisements houillers des conditions de développement particulièrement propices).

Sous l'action des facteurs que nous venons d'enregis-

(41) Nous devons ces chiffres au Bureau économique de l'Union Centrale de l'industrie, des mines, du commerce et des finances en Pologne.

port aux moyennes d'avant-guerre (41 millions de tonnes en 1913).

Cet exemple nous fait voir, à quel point la Pologne, sans exercer une pression accrue sur le marché international, a su élever le degré d'utilisation économique de ses réserves houillères. Il prouve, d'autre part, que l'abondance de ces richesses minières a exercé une action favorable sur le développement de l'industrie polonaise, qui, à son tour, a contribué à une meilleure mise en valeur des ressources naturelles du pays.

Le bois, à côté du charbon, appartient au nombre des matières premières qui offrent, en Pologne, les plus larges possibilités potentielles. Les forêts, couvrant environ 22 % de la superficie totale de la République polonaise, abondent en espèces qui se prêtent à des usages industriels multiples. Le pin et le chêne polonais présentent de remarquables qualités comme bois de construction. Le sapin et l'épicéa fournissent une matière première précieuse qui est à la base de la fabrication de la cellulose et du papier. L'aune, espèce rare en Europe, se prête admirablement à la fabrication du bois contreplaqué.

L'industrie, possédant des réserves abondantes de ces matières premières, ne put cependant prendre son essor sous la domination des Etats copartageants : les conditions politiques et économiques se mirent en travers de son développement.

L'action de ces conditions défavorables s'affirme avec la plus grande netteté dans les provinces, soumises à la domination de la Russie. La politique du gouvernement russe, orientée vers l'exportation des matières premières, s'exerçait au détriment des industries de trans-

formation. Cette orientation de la politique économique russe a été accentuée davantage à la suite de la conclusion du traité de commerce avec l'Allemagne. Ce traité, signé en 1904, au lendemain de la guerre perdue avec le Japon, a été qualifié avec raison de « capitulation économique ». Par un aménagement approprié des tarifs douaniers et ferroviaires, il désarmait la Russie en face de l'expansion allemande qui s'assurait, dans le cadre du traité, la faculté de puiser largement aux matières premières de la Russie, et en premier lieu, à ses réserves de bois. La frontière douanière supprimée, (les droits de sortie sur le bois brut ayant été abaissés par la Russie à un niveau voisin de zéro) — on vit s'établir, sur une large échelle, un courant d'exportation de bois brut.

La situation qui en résulte semble paradoxale. Les forêts de l'ancienne Pologne russe (et surtout de ses confins orientaux) alimentent les centres industriels en Allemagne qui se développent à une vive allure dans le voisinage de la frontière russe. Par contre, l'industrie indigène, bien que située à la source même des matières premières, gagne péniblement du terrain. Ainsi la statistique industrielle russe de 1896 n'enregistre, sur tout le territoire des quatre voïévodies orientales de la Pologne actuelle, que 114 établissements industriels pour la transformation mécanique du bois.

En Petite Pologne (Galicie) à la faveur des conditions plus propices, l'industrie du bois accuse de plus grands progrès (le nombre d'établissements s'élève à 621 en 1892). Mais c'est dans les provinces polonaises échues à la Prusse (les plus pauvres en forêts), que cette

industrie, alimentée par les importations du bois brut, réalise la plus grande vitesse de développement (43).

L'examen des faits, que nous venons de signaler, nous amène à conclure que les conditions d'avant-guerre ont détourné l'industrie du bois en Pologne de sa voie d'évolution normale. Cette industrie, en effet, a pris une extension plus large dans des régions relativement pauvres en forêts (Poméranie polonaise), tandis que les provinces orientales de la Pologne, qui forment un vaste réservoir de bois, ne sont parvenues à créer une industrie de plus grande envergure.

Dans ce domaine aussi, le rétablissement de l'Etat indépendant n'a pas manqué d'exercer son action sur l'évolution de la vie économique du pays. A la faveur d'une situation absolument nouvelle, l'industrie du bois se développe dans toutes les directions principales, que lui indiquent les ressources naturelles variées, dont elle dispose. Les résultats qu'elle obtient au cours d'une période de dix années sont très sérieux. Comme symptôme particulièrement favorable à cet égard, il convient de signaler la création de nombreux établissements industriels dans les confins de l'est, négligés avant la guerre. Le nombre d'établissements en activité, enregistré en 1928 dans cette partie du pays, atteint 250, ce qui représente plus du double du chiffre d'avant-guerre. L'industrie, désormais libre de ses mouvements, tend à se rapprocher des sources d'approvisionnement en matières premières.

(43) Nous avons puisé ces faits dans le rapport de la Commission d'Enquête qui a été appelée, en 1927, à examiner les conditions du développement économique de la Pologne. Cf. *Sprawozdanie Komisji Ankietowej* (Rapport de la Commission d'Enquête), Varsovie 1928, v. VI, pp. 7-26.

Par suite de son développement rapide, l'industrie du bois arrive à jouer, dans l'économie polonaise, un rôle de toute première importance. Le rang qu'elle y occupe peut être défini autant par le nombre total des établissements industriels (environ 1.700 unités), que par la force de l'effectif ouvrier, qui atteint 50.000.

Ce sont les scieries mécaniques qui forment la branche principale de l'industrie du bois en Pologne. Leur nombre total, considérablement accru par rapport à la période d'avant-guerre, dépasse, en 1928, 1.600. La capacité de production de ces établissements industriels a été estimée à environ 11.500.000 mètres cubes de bois brut. La production effective (exprimée de la même manière) s'élève en 1928 — année de bonne conjoncture — à 7.350.000 mètres cubes, dont 4.550.000 (soit 62 %) ont été écoulés sur le marché intérieur et 2.800.000 (38 %) — exportés à l'étranger.

Parmi les autres branches, il convient de signaler l'industrie du bois contre-plaqué qui constitue à nos yeux une acquisition importante. C'est une création nouvelle : elle n'existait pas en Pologne avant la guerre. Cette industrie a l'avantage appréciable, que lui offrent les réserves considérables de la meilleure matière première qui soit : le bois d'aune. Elle possède aujourd'hui un outillage technique moderne, lui permettant d'assurer la transformation industrielle de la quantité totale du bois d'aune, dont l'offre normale sur le marché est évaluée, en moyenne, à 300.000 mètres cubes par an.

Point n'est besoin d'ajouter que, parallèlement au développement de l'industrie de transformation mécanique du bois, on voit diminuer les exportations du bois brut. Cette matière première est de plus en plus largement

utilisée dans le pays même aux fins de transformation industrielle. Ce processus absorbe des quantités croissantes de la main-d'œuvre. Ainsi, à la suite de l'évolution économique qui s'accomplit dans ce domaine, on y voit s'opérer une synthèse des éléments constitutifs de la richesse nationale: l'élément homme s'allie à l'élément nature.

La transformation mécanique du bois est loin d'épuiser les possibilités latentes que recèle le bois en tant que matière première: il forme la base naturelle d'autres industries, en premier lieu de l'industrie du papier et de la cellulose.

Ces industries, elles aussi, eurent à subir les contre-coups des conditions historiques défavorables. Leur situation dans la période d'avant-guerre offre un tableau d'ensemble particulièrement intéressant. On y voit que les établissements industriels, peu nombreux, qui existaient dans les limites actuelles de la Pologne, ne mettaient en valeur qu'une partie relativement petite de la matière disponible. De larges quantités de bois brut, servant à la fabrication de la cellulose et du papier, s'évadaient à l'étranger pour y alimenter la production industrielle croissante.

Après la guerre nous avons à enregistrer dans ce domaine le développement notable de l'industrie polonaise. Ce phénomène apparaît nettement à la lumière des chiffres ci-dessous, qui permettent de comparer l'état de l'industrie du papier en 1918 et en 1928 (44).

(44) Ces chiffres sont basés sur les données statistiques de l'Union des Papeteries en Pologne.

	1918	1928
nombre d'usines	20	26
nombre de machines à papier	33	49
production du papier (en tonnes) ...	58.000	118.000
valeur de la production (en millions de zlotys)	56	115

Sur la base de ces chiffres on pourrait dresser le bilan des efforts, accomplis dans ce domaine au cours de la première décade de la Pologne indépendante. Pour compléter le tableau qu'ils forment, il convient de signaler les progrès, réalisés dans la voie de la rationalisation. L'industrie du papier renouvelle son outillage et perfectionne ses méthodes de travail, pour pouvoir adapter sa production accrûe aux exigences du marché intérieur, dont la demande du papier augmente parallèlement à la diffusion de l'instruction publique dans les masses populaires.

L'industrie de la cellulose, dont la production a également dépassé le niveau d'avant-guerre, est encore bien loin d'avoir mis à profit les possibilités, que lui assure l'abondance de la matière première. Malgré une extension quantitative assez notable, au point de vue qualitatif la production nationale n'est pas à même de satisfaire les besoins plus raffinés du marché intérieur. La cellulose pour la fabrication de la soie artificielle, la cellulose très blanche et très dure (employée pour la fabrication des papiers de hautes qualités) est toujours importée de Tchécoslovaquie, de Suède et de l'Allemagne, qui importe, elle, de larges quantités de la matière première d'origine polonaise.

Avant de conclure, comparons les quantités du bois,

utilisées à l'intérieur du pays pour la fabrication du papier et de la cellulose, aux chiffres qui représentent les exportations de ce bois. Nous obtenons le tableau qui mérite notre intérêt.

Nous constatons, notamment, que les fabriques de papier, existant en Pologne, ont consommé pour les besoins de leur production les quantités suivantes de bois brut :

en 1927	636.000 m3
en 1928	765.000 m3
en 1929	780.000 m3 (45).

Pendant la même période les exportations polonaises de bois pour pâte à papier accusent une grande intensité; elles sont de beaucoup supérieures aux chiffres respectifs qui représentent la consommation intérieure pour des fins industrielles :

en 1927 ces exportations s'élèvent à	2.546.000 m3.
en 1928 » » »	2.426.000 m3.
en 1929 » » »	2.344.000 m3.

Ces exportations massives trouvent, pour une large part, leur explication dans les coupes excessives, effectuées à cette époque, et qui ont entamé le capital ligneux du pays. Le retour à une économie forestière rationnelle ramène le total des exportations de bois à papier à un niveau plus raisonnable (en 1930 il n'est plus que 1.359.000 m3). Toujours est-il que la Pologne, qui continue à jouer le rôle de fournisseur important de matière première pour la fabrication de pâte à papier, est encore loin d'avoir atteint la limite des perspectives qui s'offrent à elle dans ce domaine.

(45) Les chiffres ci-dessus sont basés sur les données statistiques de l'Union des Fabriques de Papier en Pologne.

✽

* *

Nous avons analysé le rôle des deux matières fondamentales : le charbon et le bois. Ce n'est pas au hasard que nous les avons choisis comme sujet de notre analyse : leur exemple nous a fait apparaître avec la plus grande netteté les possibilités dynamiques de l'industrie polonaise. Loin de vouloir épuiser ce vaste sujet, nous nous sommes attachés à prouver par des faits établis que cette industrie, dont l'essor est commandé par le surpeuplement du pays, trouve en Pologne les conditions naturelles particulièrement favorables.

Ici, une réserve s'impose, et non des moindres. Il ne suffit pas d'être largement pourvu en richesses naturelles et de posséder une main-d'œuvre abondante, apte au travail. Il ne suffit pas de mobiliser les forces productives du pays, ni de le doter d'un outillage moderne. Pour pouvoir développer l'industrie il importe de lui assurer des débouchés, où elle puisse écouler sa production. Comme cependant, à l'heure présente, marquée par l'épanouissement du nationalisme économique, les marchés extérieurs ne sauraient fournir à cet égard des garanties suffisantes, on ne peut construire l'industrie que sur la base offerte par le marché intérieur (46). Le marché polonais — demandons-nous — est-il susceptible d'assurer au développement industriel du pays une base suffisamment large et solide ?

Avant de répondre à cette question, rappelons, tout d'abord, que le marché intérieur polonais est encore dans la période de formation. Il n'existait pas avant la

(46) « Le marché intérieur — a dit Paul Cauwès — est le foyer principal d'une activité économique complexe ».

guerre. La Pologne, à cette époque, formait une unité morale, mais non pas une unité économique. Son territoire actuel, coupé par les lignes de partage, ne constituait pas un marché : les barrières douanières élevées, qui séparaient les différentes provinces polonaises, faisaient obstacle à la libre circulation des marchandises (47).

Ces barrières douanières sont aujourd'hui abattues. La Pologne qui, durant de longues années, était divisée en cloisons étanches, forme désormais un organisme économique compact. Son unité économique, désagrégée avant la guerre, commence à se reconstituer. Les provinces polonaises qui étaient empêchées d'échanger leurs produits, sont devenus aujourd'hui des débouchés, les unes pour les autres.

Ce processus d'interpénétration croissante s'affirme le plus nettement dans l'évolution économique de la Haute-Silésie polonaise. Au moment de son rattachement à la Pologne, ses relations économiques avec les autres provinces polonaises étaient encore lâches. Le marché intérieur polonais n'absorbait qu'une faible partie de la production silésienne, dont le gros était écoulé en Allemagne. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, les ventes de laminés silésiens en Pologne ne dépassaient pas 118.000 tonnes en 1923, cependant que l'exportation de ces produits atteignait 290.600 tonnes. La confrontation de ces chiffres est éloquent : elle témoigne, qu'au lendemain de son rattachement à l'organisme économique polonais, l'industrie métallurgique silésienne vivait en marge de la Pologne.

Cinq ans après la situation se trouve renversée. Sous

(47) Voir plus haut, pages 68-71.

l'effet de la guerre douanière polono-allemande, les exportations des laminés reculent dans la proportion de 50 p. 100 (133,5 milliers de tonnes en 1928). Par contre, l'écoulement des laminés silésiens en Pologne atteint le triple du chiffre de 1923 (358 milliers de tonnes en 1928 (48). A la lumière de ces chiffres, on voit se resserrer les liens économiques, unissant la Haute-Silésie aux autres provinces polonaises.

Des phénomènes analogues, qu'on observe dans d'autres domaines de la production et de l'échange, permettent de constater la consolidation progressive du marché intérieur.

Ajoutons que ce marché est encore loin d'avoir atteint son point de saturation. Les moyennes de la consommation des principaux articles, malgré la progression qu'elles accusent au cours des dernières années, sont sensiblement inférieures à celles des autres pays.

Il a été question du charbon. Prenons maintenant un autre article de grande consommation : la fonte de fer. Le chiffre qui représente l'écoulement de cet article sur le marché polonais correspond à une moyenne de 22 kg. par tête d'habitant (année 1928). A la même année, la France et l'Allemagne réalisent des ventes de fonte de fer qui correspondent respectivement à une moyenne de 232 kg. et 184 kg. par tête d'habitant. Le contraste de ces chiffres s'explique — on ne saurait en douter — par le retard qu'a subi le développement économique de la Pologne.

Nous avons noté dans la partie historique de cette

(48) Rzepecki (B.). *Zatarg gospodarczy polsko-niemiecki* (Le conflit économique polono-allemand), Varsovie 1930, p. 184.

étude, que les provinces polonaises étaient fort mal partagées en fait de construction de voies ferrées. Un réseau ferroviaire de faible densité échet à la Pologne, libérée de l'emprise des Etats copartageants : sur 1.000 km. carrés de superficie elle ne disposait que de 49.9 km. de chemin de fer, alors que le chiffre correspondant était de 97,9 en France et 123,1 km. en Allemagne.

Dans la Pologne d'aujourd'hui les liaisons ferroviaires les plus indispensables font défaut. Les centres importants ne sont pas reliés entre eux. Dans la mesure des moyens disponibles l'Etat polonais s'efforce de combler les lacunes les plus criantes. Il entreprend la construction du chemin de fer Haute-Silésie-Gdynia, dont un emprunt français, récemment obtenu, va permettre de hâter la réalisation. On projette l'établissement d'autres lignes ferroviaires de grande importance économique. Il semble évident que le progrès des travaux de constructions nouvelles, commandées par les besoins du développement économique du pays, ne manquera pas d'augmenter la demande de fer en Pologne. Les possibilités à cet égard paraissent très étendues (49).

Les mêmes observations s'appliquent au ciment dont l'écoulement dépend, pour une large part, de l'intensité du mouvement du bâtiment. Cette corrélation apparaît nettement à la lumière des chiffres, relatifs à la période quinquennale de 1924 à 1929. En 1924 — année de crise qui succède à la période d'inflation — les ventes inté-

(49) A l'appui de cette conclusion nous croyons utiles de citer la thèse suivante de M. Paul de Rousiers « Tout progrès industriel et agricole, comme tout progrès dans les transports, aboutit à un développement de la métallurgie » (Les grandes industries modernes. Paris 1927, vol. II, p. 78).

rieures de ciment en Pologne sont très médiocres : elles correspondent à une moyenne de 11 kg. par tête d'habitant. Le redressement économique du pays ne tardera pas à provoquer un accroissement sensible de ce chiffre : en 1927 — à un moment, où les constructions nouvelles sont réalisées sur une échelle assez large, — la moyenne de consommation de ciment s'élève à 22 kg. par tête d'habitant ; deux ans plus tard (1929) elle atteint le niveau de 33 kg. Ce chiffre qui fait modeste figure en Europe (50), n'en constitue pas moins un résultat appréciable : après l'avoir comparé au niveau, très bas de 1924, on est fondé à prévoir, que l'industrie polonaise du ciment, dont l'essor est favorisé par la proximité des gisements houillers, verra s'élargir les perspectives de vente que lui offre le marché intérieur.

Passons aux articles, dont la consommation se trouve déterminée par le niveau de bien-être de la population, par son *standard of life*. Constatons, tout d'abord, que le train de vie des populations polonaises s'établit à un faible niveau, que semble justifier l'état économique du pays. Les maigres salaires des ouvriers industriels et la misère de la campagne surpeuplée réduisent les moyennes de consommation en Pologne à des chiffres, très inférieurs à ceux qu'enregistrent les autres pays. Toujours est-il, que les moyennes relativement faibles qui caractérisent l'état du marché intérieur polonais

(50) D'après les données statistiques, qui nous ont été fournies par l'Union des Fabriques Polonaises du ciment de Portland, la consommation moyenne de ciment par tête d'habitant se chiffrait (en 1929) comme suit :

Belgique	160 kg.	Italie	83 kg.
Allemagne	111 kg.	Tchécoslovaquie	48 kg.
Grande-Bretagne	104 kg.	Pologne	33 kg.

accusent, dans les dernières années une tendance ascendante nettement marquée.

Ainsi la consommation du sucre qui n'était qu'à 6,5 kg. par tête d'habitant (1924), cinq ans plus tard (1929), s'élève à 11,9 kg., soit un accroissement de 83 %. La progression est appréciable, bien que le chiffre qui l'exprime s'attarde loin derrière la France (27,6 kg.) et l'Allemagne (26,2 kg.), sans parler du Danemark, la Hollande et la Grande-Bretagne, où la consommation du sucre a atteint des volumes considérables (respectivement 56,9 kg., 48,4 kg. et 47,3 kg. par tête d'habitant (51).

On ne saurait douter, qu'au fur et à mesure de l'amélioration des conditions générales du pays, la capacité de consommation de la population polonaise ira en augmentant. L'industrie sucrière, obligée aujourd'hui de placer à perte ses excédents de production sur les marchés étrangers, ne manquera pas de bénéficier largement de cette amélioration.

Pour compléter cette analyse du marché intérieur polonais, il convient d'enregistrer les chiffres, relatifs aux ventes de tissus (de laine et de coton). Ces chiffres nous semblent singulièrement importants: ils déterminent, pour une large part, les chances du développement de l'industrie textile polonaise qui n'est plus à même d'écouler sa production sur ses marchés lointains d'avant-guerre. Or, il importe de souligner, que la demande de tissus en Pologne est relativement très faible:

(51) Base de cette comparaison : année 1929. Source : *Maly Rocznik statystyczny* (Le petit annuaire statistique). Varsovie 1931, p. 73.

en 1924 elle correspond à une moyenne de 2 kg. par tête d'habitant. En 1927 ce chiffre se monte à 3,3 kg. Par suite de cet accroissement (65 %), l'écart qui s'observe dans ce domaine entre la Pologne et les pays de l'Europe Occidentale diminue, tout en restant considérable. Le chiffre, enregistré en Pologne, constitue à peine le tiers de la moyenne que réalisent les pays de l'Europe Occidentale, où la demande des tissus, par tête d'habitant, se maintient à un niveau supérieur à 10 kg.

Si nous comparons les moyennes de consommation de tissus en Pologne, dans les années 1924 et 1927, avec les données, relatives à l'Europe Occidentale, nous obtiendrons la progression suivante :

2 kg. — 3,3 kg. — 10 kg.

La confrontation de ces chiffres nous autorise à affirmer que l'accroissement, qu'a subi la demande des tissus en Pologne, est très loin d'avoir atteint le point de saturation du marché.

Tous les exemples que nous avons crû devoir citer à l'appui de notre thèse, énoncée plus haut, ne sont pas sans témoigner, croyons-nous, des possibilités virtuelles, que présente un marché intérieur d'une capacité d'absorption encore faible, mais qui augmente rapidement.

*

* *

Favorisée par la variété des ressources naturelles du pays, assurée de vastes perspectives de vente que lui offre le marché intérieur, l'industrie polonaise accuse une grande vitesse de développement. Les résultats qu'elle obtient, les progrès qu'elle parvient à réaliser au cours de la première décade de l'existence indépen-

dante de la Pologne, semblent importants, dans certaines directions même — remarquables.

Les industries anciennement établies, qui ont subi les ravages de la guerre, se relèvent assez vite, augmentent leur production et s'efforcent de l'harmoniser avec les conditions du nouveau milieu économique.

L'industrie textile, nouvellement équipée (52), modernisée et agrandie, réalise un vigoureux et méthodique effort en vue d'adapter sa production aux besoins du marché intérieur, dont la capacité d'absorption croissante compense, pour une large part, la perte des débouchés d'avant-guerre.

L'industrie houillère et l'industrie métallurgique, mettant à profit les avantages d'une situation économique relativement bonne, renouvellent leur outillage, rationalisent et perfectionnent les méthodes de production. Il en est de même de l'industrie de pétrole qui obtient à cet égard des résultats intéressants.

L'échelle de la production s'élargit. Les articles ouverts ou demi-ouverts, qui représentent les stades plus avancés du processus industriel, sont produits dans de quantités croissantes. Pour ne citer qu'un exemple, mentionnons ici que le tonnage global des articles plus affinés, produits par des forges, atteint, en 1928, 280.000 tonnes, ce qui constitue un accroissement de 31 % par rapport à la période d'avant-guerre (53).

Les industries nouvelles naissent à la vie.

L'industrie électrique, presque inexistante avant la

(52) Au cours de la période triennale 1925-1927 elle installe dans ses établissements environ 200.000 de nouvelles broches fines pour coton et nombreuses machines de finissage.

(53) Rzepecki, op. cit., p. 70.

guerre, arrive à occuper 8.000 ouvriers et réalise une production annuelle, dont la valeur est estimée, en 1928, à 90 millions de zlotys.

L'industrie chimique qui jouait, avant 1914, un rôle relativement secondaire, accuse des progrès notables. Le nombre total d'ouvriers qu'elle occupe, s'élevant par paliers, atteint un niveau, voisin de 40.000. Dans certaines directions, le mouvement de la production est dominé par un rythme accéléré. Comme particulièrement caractéristique à cet égard, il convient de signaler l'accroissement rapide de la production des engrais artificiels, que semblent stimuler les besoins croissants en cette matière de l'agriculture polonaise.

Pour mesurer la vitesse de ce mouvement ascensionnel, il suffit de rappeler quelques chiffres, relatifs à la production, toute récente, des composés d'azote qui doit son essor au grand talent et au savoir du Président de la République Polonaise, le professeur Moscicki, animateur de Chorzów (54) et créateur de l'usine, installée dernièrement à Moscice (aux environs de Tarnów). C'est ainsi, par exemple, que la production de cyanamide de calcium (CaCN_2), estimée, en 1924, à 51.000 tonnes, atteint cinq ans après le chiffre 166.000 tonnes. La production de sulfate d'ammoniaque (NH_4)² SO_4) suit une allure encore plus rapide: de 13.000 tonnes, enregistrées en 1924, elle s'élève, en 1929, à 50.000 tonnes, pour atteindre, au cours de l'année suivante, le niveau de 63.200 tonnes (55).

Par suite des progrès signalés, dont l'intensité est re-

(54) Voir plus haut, pages 119-120.

(55) Les chiffres cités sont basés sur les données statistiques de l'Union des Industries Chimiques en Pologne.

marquable, l'industrie polonaise, en voie du développement rapide, parvient à occuper une fraction importante de l'accroissement naturel de la population. Pour pouvoir estimer la capacité d'absorption qu'elle représente en tant que marché du travail, il suffit de comparer la force numérique des effectifs d'ouvriers, engagés dans l'industrie aux mêmes moments des années successives. On obtient le tableau suivant :

au 31/XII/1925 l'industrie et les mines occupaient 613.000,				
»	1926	»	»	683.000,
»	1927	»	»	789.000,
»	1928	»	»	863.000.

Les chiffres ci-dessus marquent, avec une grande netteté, le mouvement ascensionnel de l'industrie : durant une période de trois années, elle arrive à augmenter son contingent ouvrier de 250.000 unités, ce qui équivaut à un accroissement de 40 %.

Constatation importante : le chiffre global des ouvriers, occupés dans les mines, se maintient à un niveau relativement stable (1925 : 135.000 ; 1928 : 147.000. Accroissement : 12.000). La majeure partie de l'augmentation, enregistrée au cours de cette période, est due au développement de l'industrie de transformation : le chiffre global des ouvriers qu'elle occupe passe de 370.000 (fin 1925) à 577.000 (fin 1928).

Les chiffres des ouvriers industriels occupés — il est vrai — baissent sensiblement dans les années 1929 et 1930, à la suite de la crise économique d'une intensité

(56) Tous ces chiffres sont basés sur les données statistiques, se rapportant aux établissements industriels, qui occupent au-dessus de 20 ouvriers.

sans précédent. Toujours est-il que, malgré la diminution subie, la force numérique de l'effectif ouvrier se maintient à un niveau supérieur aux moyennes qui caractérisent la période précédente de crise, celle de 1925-1926.

Au moment, où la crise de chômage, sévissant alors en Pologne, avait atteint son point culminant (fin mars 1926), le chiffre global des ouvriers engagés dans l'industrie et les mines était égal à 576.000. Le chiffre le plus bas, enregistré en 1930, année de crise aiguë, ne descend pas au-dessous de 655.000. La comparaison de ces chiffres donne la mesure de la force accrue de l'industrie: résistante à la crise économique, elle offre au travail national un champ d'activité visiblement élargi.

De cet examen se dégage une conclusion autrement importante. Par suite de sa demande croissante de la main-d'œuvre, l'industrie polonaise arrive à jouer le rôle de soupape de sûreté, dont le fonctionnement permet de diminuer la forte pression démographique qui s'exerce à l'intérieur du pays. Dans les conditions dynamiques, créées par le développement continu de l'industrie, le poids d'une production industrielle croissante contribue ainsi au maintien de l'équilibre, gravement menacé par le fardeau d'une population, qui augmente vite. Arrêtez ce mouvement ascensionnel de l'industrie: les bases, encore fragiles, de l'équilibre instable ne sauront plus résister à la pression accrue d'une population sans travail.

CONCLUSION

Nous voilà arrivé au terme de notre étude. Après nous être attaché, dans la première partie de ce travail, à l'examen de certains faits économiques du passé, nous avons essayé de dégager les grandes lignes du tableau, qu'offre la Pologne économique d'aujourd'hui. Ainsi, après avoir constaté le retard qu'a subi son évolution, nous avons cherché à indiquer les voies nouvelles que lui ouvre l'indépendance politique reconquise.

Notre analyse nous a permis d'apprécier l'importance de deux éléments essentiels de la richesse nationale qui déterminent, pour une large part, les possibilités du développement économique de la Pologne indépendante : nous y avons trouvé une grande abondance de main-d'œuvre, apte au travail industriel, et des ressources naturelles variées, dont la mise en valeur, avant 1918, n'était que fort incomplète. Nous avons été amené à conclure, que la synthèse économique de ces deux éléments, imposée par les besoins impérieux du pays surpeuplé, constitue une condition indispensable de sa prospérité, voire même de son équilibre.

Ainsi définie, la tendance à associer, à l'intérieur du pays, son élément humain à l'élément nature paraît absolument conforme aux lois qui régissent l'évolution des organismes économiques nationaux. « Il est de fait — affirme Kobatsch — que tout pays tend à manifester à l'intérieur une quantité toujours plus grande de matières premières qu'il produit » (1). Le problème —

(1) Kobatsch (R.). — *Politique économique internationale*, édition française 1913, p. 125.

tel qu'il se pose — consiste donc à organiser non seulement l'extraction des richesses naturelles du pays, mais encore leur transformation en produits finis (2).

Envisagée sous ce jour, l'industrialisation progressive de la Pologne, attardée dans son évolution, semble traduire une tendance nettement constructive qui, dans aucun cas, ne saurait porter atteinte aux intérêts de grandes puissances industrielles. En contribuant à une mise en valeur rationnelle des ressources naturelles que la Pologne possédait à l'état latent, elle augmentera le revenu social que le pays réalise et lui permettra d'accroître sensiblement le volume des achats qu'il fait à l'étranger.

Unilatéralement développée dans le sens de l'agriculture, la Pologne serait trop pauvre, pour pouvoir s'offrir le luxe des importations étrangères plus considérables : elle serait vouée à l'autarkie, synonyme de la misère. Arrivée à un certain polymorphisme de structure économique, sachant mettre à contribution ses forces productives, elle verra croître son pouvoir d'achat. L'importance du marché qu'elle offre aux autres pays ne manquera pas d'augmenter en proportion.

Cette vérité ressort clairement des chiffres du commerce extérieur de la Pologne. Ils reflètent, avec une grande netteté, ce phénomène paradoxal : plus la Pologne avance dans la voie de l'industrialisation, mieux elle sait tirer parti de ses avantages naturels, plus elle devient indépendante — au sens que nous donnons à ce mot (3), — plus elle importe de marchandises étrangères.

(2) Germain Martin. Histoire économique et financière de la nation française Paris 1927. p. 559.

(3) Voir : l'Introduction, p. 18.

L'extension de l'activité productive du pays donne naissance aux nouveaux besoins qu'il n'est pas à même de satisfaire par sa propre production; pour pouvoir mieux outiller son armature économique, il devra faire largement appel aux importations étrangères. Aussi n'est-on pas étonné de constater un accroissement continu et rapide de ces importations qui augmentent parallèlement au développement industriel. Pour faire ressortir ce parallélisme de deux mouvements, nous n'avons qu'à rappeler ici quelques chiffres qui représentent la valeur globale des machines et appareils, importés en Pologne dans les années successives de la période quinquennale de 1925 à 1929 (4) :

ANNÉE	Valeur globale des importations des machines et appareils en millions de zlotys
1925	101,8
1926	90,0
1927	225,7
1928	320,0
1929	300,4

A mesure qu'avance le développement économique de la Pologne, les liens qui l'unissent au monde extérieur se resserrent. Ses relations avec d'autres pays accusent une intensité croissante. La sphère des échanges s'élargit. On voit croître parallèlement les importations et

(4) Nous devons les chiffres ci-dessus au Bureau Economique de l'Union Centrale de l'Industrie, des Mines, du Commerce et de l'Industrie en Pologne.

les exportations : la Pologne s'intègre de plus en plus dans l'économie mondiale.

La dernière constatation mérite d'être soulignée. Elle laisse apparaître à nos yeux cette vérité autrement importante : pour arriver à mettre en valeur ses forces productives, la Pologne doit chercher à s'assurer des relations suivies avec le plus grand nombre possible des pays. La corrélation de ces phénomènes est très étroite : plus la Pologne aura de fournisseurs et de débouchés extérieurs, plus elle sera indépendante. Une nécessité impérieuse la pousse vers la mer, où le pays devient voisin du monde.

Cette nécessité a été comprise par les auteurs principaux du Traité de Versailles. Ils étaient unanimes à reconnaître que l'accès libre à la mer constitue une garantie indispensable de l'indépendance économique. Au nombre des célèbres quatorze points qui devaient assurer la base d'une meilleure constitution du monde, le Président Wilson posait le principe suivant : « Un Etat polonais indépendant devra être établi ; il devra comprendre les territoires polonais, habités par des populations incontestablement polonaises, auxquelles on devra assurer un libre et sûr accès à la mer, et dont l'indépendance politique et économique, ainsi que l'intégrité territoriale devront être garanties ».

Quelques mois plus tard (le 3 juin 1918) — les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, MM. Clémenceau, Lloyd George et Orlando publiaient à Versailles une déclaration qui affirmait que : « la création d'un Etat polonais uni et indépendant, avec libre accès à la mer, constitue une des conditions d'une paix solide et juste et d'un régime de droit en Europe ».

Ainsi — les deux textes, d'une importance capitale associent intimement la garantie de l'accès libre à la mer à la notion même de l'indépendance (politique et économique).

L'histoire économique de la Pologne indépendante s'est chargée de démontrer, que ceux qui parlaient ainsi à l'opinion mondiale, avaient vu juste. Plus la Pologne se développe, plus elle devient indépendante, plus s'accroît l'importance de son libre accès à la mer. Ce processus qui mérite tout notre intérêt, apparaît nettement à la lumière des chiffres ci-dessous qui permettent de comparer le commerce extérieur de la Pologne, effectué par voie de mer au commerce global (importations et exportations) dans les années 1924-1930.

ANNEE	Le chiffre global du commerce extérieur en milliers de tonnes	Le commerce par voie de mer	
		en milliers de tonnes	En % du commerce total
1924.....	18.153	2.385	13,1
1925.....	17.013	2.775	16,3
1926.....	24.742	6.714	27,1
1927.....	25.259	8.794	35,0
1928.....	25.589	10.066	39,3
1929.....	26.125	11.047	42,3
1930.....	22.493	11.528	51,2

Par suite de cet accroissement continu, le port de Dantzig, alimenté par le courant commercial qui, de tous temps, a fait sa grandeur, arrive à quadrupler (en 1928) le tonnage de son trafic par rapport à la période d'avant-guerre, quand il était coupé, par les lignes de partage, des territoires polonais de grande importance

économique. Son outillage, renouvelé et agrandi, ne saurait faire face aux besoins croissants d'un organisme économique vigoureux. Aussi voit-on croître sur le littoral polonais une création absolument nouvelle : Gdynia, petit village de pêcheurs se transforme vite en un grand port moderne.

Avant de clôre cette étude, jetons un coup d'œil rapide sur ces deux ports, appelés à assurer les relations économiques de la Pologne avec les pays étrangers. Ils offrent — tous deux — un spectacle réconfortant. Des centaines de bras, mûs par une volonté consciente, s'appliquent à affermir les constructions nouvelles qui semblent braver les vagues adverses. Des centaines de bras chargent des millions de tonnes de denrées et marchandises, que produit la Pologne, et déchargent des millions de tonnes, que lui envoient les autres pays. Ainsi, dans la logique calme et froide de ces constructions nouvelles, dans l'activité fiévreuse qui les anime — on voit s'affirmer la volonté d'une grande nation qui a le droit de dire, non sans une fierté de l'effort accompli : *laboro, ergo sum*. Je travaille, donc je suis !

BIBLIOGRAPHIE

Principaux ouvrages et articles utilisés dans ce travail.

ANDLER (Ch.). — Le pangermanisme. Ses plans d'expansion allemande dans le monde, Paris, 1916.

Annuaire statistique de la République Polonaise, Varsovie, 1930.

BASTABLE (C. F.). — La théorie du commerce international, trad. de Sauvaire-Jourdan, Paris, 1900.

BIEGELEISEN. — Stan ekonomiczny Malopolski (La situation économique de la Galicie), Varsovie, 1921.

Bilans gospodarczy dziesieciolecia Polski odrodzonej (Le bilan économique de la première décade de l'existence de la Pologne indépendante), ouvrage collectif publié à Poznan, en 1929.

BUJAK (Francis). — Poland's economic development, London, 1926.

Conférence économique internationale. — Rapport définitif, Genève 1927.

CAUWÈS (Paul). — Précis du cours d'économie politique, Paris, 1879.

CLEINOW (Georg). — Die Zukunft Polens, Leipzig, 1908.

DANOS (Georges). — L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur, Thèse, Paris 1921.

FONTANA-RUSSO (L.). — Traité de politique commerciale, trad. de Félix Poli, Paris, 1908.

GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques, Paris, 1922.

KEMPNER (St.). — Dzieje gospodarcze Polski porozbiorowej (Histoire économique de la Pologne après les partages), Varsovie, 1922.

- KWIATKOWSKI (E.). — Odbudowa gospodarstwa Polski (La reconstruction de l'économie polonaise), Varsovie, 1929.
- KOBATSCH (R.). — La politique économique internationale ; adaptée et mise à jour par Guido Pilati ; édition française, 1913.
- MLYNARSKI (F.). — The international significance of the depreciation of the zloty in 1925, Varsovie, 1926.
- Mercantilism and liberalism, Varsovie, 1927.
- NAUMANN (Friedrich). — L'Europe Centrale, traduit de l'allemand par l'Argus Suisse de la Presse à Genève, Paris, 1916.
- Was wird aus Polen, Berlin, 1917.
- NOWAK (Georges). — L'idée de l'autarchie économique, Thèse, Paris, 1925.
- PATTEN (Simon). — Les fondements économiques de la protection, traduit de l'anglais par F. Lepelletier, avec une préface de Paul Cauwès, Paris, 1899.
- ROSE (Adam). — Bilans Handlowy ziem b. dzielnic pruskiej (La balance commerciale des provinces polonaises sous la domination allemande), Varsovie, 1920.
- Le problème agraire en Pologne, Varsovie, 1926.
- ROSE (Edward). — Wielki przemysł Królestwa Polskiego przed wojną (La grande industrie dans le Royaume de Pologne avant la guerre), Poznan, 1918.
- ROTH (Paul). — Die wirtschaftlichen Grundlagen Polens und die polnischen Aussenhandelsbeziehungen, article publié dans la revue : « Weltwirtschaftliches Archiv », 1927, I.
- SAUTKOWSKI (Jan). — Histoire économique de la Pologne avant les partages, Paris, 1927.
- RYBARSKI (R.). — Idea gospodarstwa narodowego (L'idée de l'économie nationale), Cracovie, 1919.
- SCHULLER (Richard). — Schutzzoll und Freihandel, Wien, 1905.
- SIEGFRIED (André). — Les Etats-Unis d'aujourd'hui, Paris, 1927.

- SMOGORZEWSKI (Casimir). — La Pologne, l'Allemagne et le « corridor », Paris, 1929.
- STARZYNSKI (Stefan). — La Pologne économique en 1926, Varsovie, 1927.
- SZAWLESKI (M.). — Kwestja emigracji w Polsce (Le problème de l'émigration en Pologne), Varsovie, 1927.
- TENNENBAUM (H.). — Bilans handlowy Królestwa Polskiego (La balance commerciale du Royaume de Pologne), Varsovie, 1916.
- WIERZBICKI (A.). — Le problème de la Haute-Silésie, Varsovie, 1921.
- ZWEIG (F.). — O programie gospodarczym Polski (Le programme économique de la Pologne), Varsovie, 1926.

Vu et Permis d'imprimer :

Le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Le Président,
Roger PICARD.

Le Recteur,
CHARLETY.

Table des Matières

INTRODUCTION	9
PREMIÈRE PARTIE	23
CHAPITRE PREMIER	25
Les tendances du développement économique de la Pologne avant les partages	25
CHAPITRE II. — Au lendemain des partages	34
CHAPITRE III. — La Pologne sous la domination des Etats copartageants	44
CHAPITRE IV. — Le Bilan de la période de dépendance politique et économique	62
DEUXIÈME PARTIE	75
CHAPITRE I. — Les débuts pénibles de l'Indépendance Polonaise	77
CHAPITRE II. — Le problème démographique de la Pologne	84
CHAPITRE III. — Pologne Agricole ou Pologne Agricole Industrielle	96
CHAPITRE IV. — Les perspectives du développement de l'Industrie	115
CONCLUSION	147
BIBLIOGRAPHIE	153

